

N°379 mai

2010 - 4,60€ - 7 FS

s!lence

écologie • alternatives • non-violence



Villes en transition vers le rationnement



Encart spécial
Le monde éblouissant
de Luc Schuiten

Climat
L'imagination non-violente
en pays basque

3 Ton thon flingué questions à...

François Chartier,
Animateur de la campagne pêche
à Greenpeace

Silence : Les océans — 71% de la surface terrestre — sont touchés de manière peu visible à nos yeux par les activités humaines. Quels sont les impacts écologiques de la surpêche, des extractions de ressources dans les fonds marins, et des rejets de notre société industrialisée ?

François Chartier : Les impacts des activités humaines sur les océans, pèsent avant tout sur la biodiversité, avec des conséquences sur les équilibres des écosystèmes, le risque, à terme, est d'avoir des océans vides de toute vie.

Cependant, on considère que la principale menace est la surpêche. La pêche est une activité de cueillette sur des ressources sauvages, mais qui est pratiquée de manière industrielle. Aujourd'hui, ce sont 80 % des espèces commerciales qui sont, soit pleinement exploitées, soit surexploitées. Les signaux sont au rouge pour pratiquement l'ensemble des grands prédateurs : requin, thon, morue... Selon certains scientifiques, le risque est la fin de toutes espèces de qualité commerciale au tournant de la moitié du 21^e siècle.

Vous menez une campagne sur la situation spécifique du thon rouge, espèce en voie d'extinction parmi d'autres. Quelle est la situation et comment pouvons-nous agir ? En focalisant l'attention du public sur la protection d'une seule espèce, les pêcheurs vont aller pêcher d'autres espèces. Ne risque-t-on pas de déplacer le problème ?

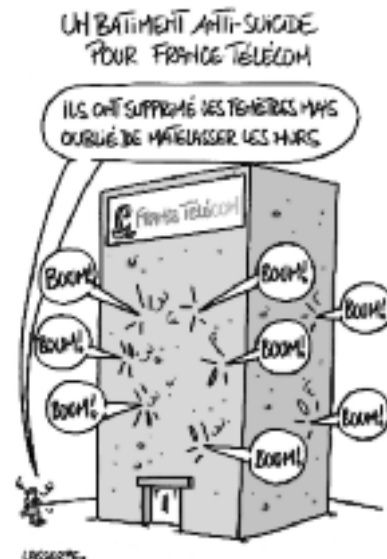
Le cas du thon rouge est emblématique de la surexploitation des ressources de la mer. Alors qu'il est pêché depuis plus de 7 millénaires, il est aujourd'hui en voie de disparition. On estime qu'il ne reste que 15 % de la population dite d'origine.

En quelques décennies, avec le développement d'une pêche industrielle, on a assisté à l'emballlement de cette pêche. A coup de subventions, les Etats méditerranéens ont généré une surcapacité, entraînant une surpêche et une pêche illégale massive. Par ailleurs, les intérêts économiques à court terme ont surdéterminé la gestion ; les quotas ont toujours été largement au-dessus des recommandations scientifiques et n'ont jamais été respectés.

Le marché étant majoritairement au Japon, éviter le thon rouge est surtout un moyen de créer un rapport de force politique, de participer à la prise de conscience. C'est une démarche qui contribue à amener l'industrie, la grande distribution, les restaurateurs à prendre position. C'est aussi une question de cohérence : si l'espèce est menacée peut-on continuer à la manger à ce rythme ?

Il faut adopter un moratoire jusqu'à ce que sa gouvernance soit fondamentalement revue : création de réserves marines sur les zones de reproduction du thon rouge en Méditerranée, respect des recommandations scientifiques et réduction de la surcapacité. Il y a trop de bateaux, et c'est le seul moyen d'imaginer mettre fin à la pêche illégale.

Le mois de Lasserpe



quoi de neuf ?

Groupe locaux

Vous êtes nombreux, nombreuses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez déjà lancer un appel dans la revue pour mettre en place un groupe local. Celui-ci peut ensuite développer de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteur-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Voici les groupes locaux qui existent déjà :

- **Lyon.** silencelyon@gmail.com ou Clémence, tél. : 04 78 28 07 83.
- **Indre-et-Loire.** Zazu Ferrandon, zazu@neuf.fr.
- **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, Marette, 63290 Paslières, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr.
- **Paris.** Mireille Oria, 52 bis, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris, tél. : 01 43 57 20 83.
- **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30.
- **Bretagne.** Alexis Robert, *La Guette en Beauvais*, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83.

- **Besançon.** Martine Lionnet, *La Croix de Pierre*, 70130 La Vernotte, tél. : 03 84 78 01 19 (pas de rappel pour les téléphones portables).
- **Saint-Brieuc.** Patrice Chevallier, 6, rue de la Paix 22190 Plérin, tél. : 02 96 79 91 19, kazharchoad@gmail.com.

Groupe en constitution :

- **Ariège et sud Haute-Garonne.** Cherche des lecteurs pour démarrer un groupe : tél. : 05 61 04 92 67, jeanclaude.geoffroy@orange.fr.
- **Val-de-Marne.** Vous pouvez prendre contact avec groupeSilence94@voila.fr et/ou 06 24 79 81 30. Une première réunion se tiendra en juin.

Rencontre des Ami-e-s de Silence

Les rencontres des Ami-e-s de Silence se dérouleront à La Grée, près de Châteaubriant (Loire-Atlantique), au sud de Rennes, du mercredi 28 juillet au mercredi 4 août, avec la possibilité de participer à la semaine de préparation à partir du 21 juillet. Inscription avant le 21 juin. Informations supplémentaires et bulletin d'inscription sur le site : <http://amisilence.apinc.org> ou téléphoner au 03 44 63 16 55 ou 04 73 53 96 31.

La Poste et les déchets d'emballage

La Poste envisage de demander aux revues de passer sous emballage plastique ou enveloppe papier (alors nous envoyons pour le moment sous bandeau). Mais il ne s'agit pour eux que de se simplifier la vie et jusqu'à preuve du contraire, il n'y a pas de loi pour nous obliger à cela. Comme nous savons que d'autres revues ont le même problème (et que cela coûte cher), voici la réponse que nous leur avons faite début avril 2010 : "Nous avons l'habitude d'envoyer nos revues depuis près de 30 ans avec un bandeau de papier recyclé d'un format 1/2 A4 (soit quatre fois moins de papier qu'avec une enveloppe). Le gouvernement, depuis le Grenelle de l'environnement, a déclaré à plusieurs reprises qu'il fallait que les entreprises innovent pour aller vers une diminution de la production de déchets, en particulier dans le domaine des emballages. Nous sommes pour aller dans ce sens. Si vous souhaitez que nous changions notre mode d'expédition, nous vous demandons de nous indiquer une méthode qui n'utilise pas de film plastique (non recyclable, très polluant, gaspillant du pétrole pour rien) et qui consomme moins de papier qu'actuellement".

En France, un moratoire immédiat s'impose, la France a soutenu l'interdiction du commerce international à la Cites*, elle reconnaît donc l'urgence, il faut donc qu'elle adopte un moratoire unilatéral. Il y a en effet un risque de délocalisation — pas des navires, ils sont trop spécialisés — mais de certains acteurs économiques, en particulier vers d'autres thons des eaux tropicales : albacore et thon obèse. Mais en mettant l'accent sur une pêcherie, on peut faire évoluer la gouvernance dans le cadre des organisations régionales de pêche (ORP) pour avoir un effet de levier.

Par ailleurs, le thon rouge semble plutôt incarner l'état de nos océans plus que d'occulter les enjeux sur les autres espèces. La prise de conscience autour du thon rouge, est surtout une opportunité pour créer des précédents pour une pêche durable.

Vous prônez la création de "réserves marines".

En quoi cela consiste-t-il et comment cette idée avance-t-elle ?

Les réserves marines sont des zones totalement fermées à la pêche. Elles sont non seulement des outils de protection, mais aussi et surtout des outils de gestion de la pêche. En 2006, lorsque nous avons sorti un rapport pour la création d'un réseau de réserves marines sur 40% de nos océans, nous passions pour des extraterrestres. Aujourd'hui, l'idée fait son chemin et est reprise. Mais avec moins de 1 % des océans protégés le chemin est encore long...

En France le Grenelle de la mer a permis une avancée significative — au moins sur le papier — avec un engagement de 20 % d'aires marines protégées d'ici 2020, sur l'ensemble du domaine maritime sous juridiction française, dont 50 % en réserves marines. ■

➤ **Greenpeace**, 22, rue des Rasselins, 75020 Paris, tél. : 01 44 64 02 02, www.greenpeace.org.

*Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.



Bénévolat à S!lence

Les associations sont incitées à valoriser les heures de bénévolat dans la comptabilité, ce qui provoque une augmentation du chiffre d'affaires. Même si ceci est surtout intéressant pour les associations qui cherchent des subventions (S!lence n'en a aucune), nous nous sommes prêtés à l'exercice en 2009. Résultat, pour faire la revue que vous avez entre les mains, il nous a fallu 10173 heures de travail (sans compter le maquettiste, l'imprimeur, le façonnier) soit 925 heures par numéro. Les heures salariées représentent 53 % de ce total.

Rectificatifs

➤ **Thérèse Rabatel**. Suite à une erreur de version, l'interview de l'adjointe au maire de Lyon, a été publiée (n°377) sans ses corrections. Concernant le nombre des élu/es à la Communauté urbaine du Grand Lyon : "il y avait 40 élu/es sur 155 en 2001 et actuellement plus que 35". Le journal interne de la commune est bien *Reflets*, et *Lyon citoyen* celui diffusé dans la ville, et les deux prennent de mieux en mieux en compte l'égalité de genre. Elle ajoutait que

sa commune "fait aussi beaucoup contre les violences conjugales : permanences d'accueil dans quatre mairies d'arrondissement, guide, n°39 19 sur les panneaux lumineux...". Elle ne déplore pas "l'incurie des hommes", mais leur "ignorance des inégalités concrètes de genre". Enfin, il faut signaler que l'interview est datée du 27 novembre 2009, c'est-à-dire antérieure au vote de la loi contre les violences faites aux femmes, qui a eu lieu en février 2010. Avec toutes nos excuses.

➤ Les murs comme médias alternatifs.

Si nous connaissions l'auteur de la photo de couverture du n°376, nous ignorions qui était l'auteur de la peinture murale. Jusqu'à un coup de fil d'Allemagne : Jean-Sébastien Philippe nous a expliqué que ce graf a été fait lors d'une fête de quartier pendant laquelle le comité de quartier avait négocié des emplacements pour les graffeurs.

Questionnaire

Merci aux 336 personnes qui ont répondu au questionnaire. Les résultats, on espère, d'ici la fin de l'année !

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

Villes en transition

vers le rationnement

4 à 16

encart

Le monde éblouissant

de Luc Schuiten

I à VIII

du vert dans les oreilles

Christian Guérin : Quand la vannerie rencontre la poésie...

de Goulven Maréchal & Alexis Lis

29

société

Journal d'un médecin de campagne

de Serge Corrieras

30

climat

L'imagination non-violente en pays basque

entretien avec Claude et Iban de Bizi ! par G. Gamblin

32

habitat groupé

La Ciguë, des colocations d'étudiants en mode coopérative

de Vincent Gerber

34

déboulonneurs

Au tribunal des flagrants délires... publicitaires

d'André Croutant

37

sud-nord

Tensions sociales au Sud et perspective mondiale

de Mathieu Glayre

38

biodiversité

Les guérillas jardinières

de Marie Michel

41

OGM

On en a gros sur la patate !

des Dessin'acteurs

48

brèves

17 femmes	24 société
17 éducation	24 paix
18 alternatives	24 Bidoche
20 nucléaire	25 politique
21 énergie	26 agenda
22 nord/sud	28 annonces
22 vélo	42 courrier
23 environnement	44 livres

Prochain dossier

Les frontières de la non-violence

VENEZ NOUS VOIR les 20 et 21 mai !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 15 h à 20 h et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi de 10 h à 18 h et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **20 et 21 mai, 17 et 18 juin, 19 et 20 août...**

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **10 h les samedis 29 mai** (pour le numéro d'été), **31 juillet** (pour le numéro de septembre), **28 août** (pour le numéro d'octobre)...

Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

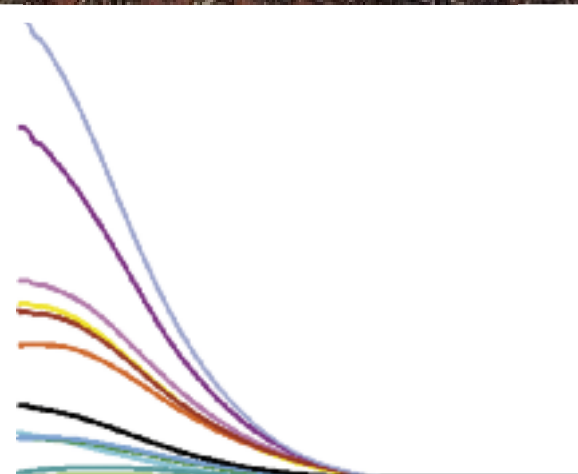


Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **31 mars 2010**.



Valises de carnets de rationnement

D.R.



Manifestation à vélo du CRAGs

D.R.



Stockage de CO₂ (bois) et véhicule propre

D.R.

Éditorial

Raisonner, rationner

En 2007, les réserves connues ne permettaient plus de couvrir notre consommation d'or que pendant dix-huit ans, d'argent pendant dix-neuf ans, de palladium pendant seize ans... et d'uranium pendant vingt-huit ans¹.

Bien sûr, chaque année, de nouveaux gisements sont découverts... ce qui repousse l'échéance. Mais lorsque les nouveaux stocks découverts sont inférieurs à la consommation annuelle, on atteint le pic de production. Ce qui est probablement le cas aujourd'hui pour le pétrole.

De plus, même si de nouveaux gisements sont exploités, cela se fait dans des conditions de plus en plus difficiles (pétrole enfoui de plus en plus profondément ou en pleine mer) et donc les coûts augmentent.

Que se passe-t-il alors ? Soit on laisse faire la "main invisible du marché" et de moins en moins de personnes peuvent continuer à en profiter (en payant une éventuelle taxe-carbone), soit on s'intéresse aux questions sociales et environnementales et on essaie d'économiser et de partager ces ressources... en redescendant en-dessous du niveau que la planète peut supporter. Le partage pour réduire les inégalités. Les économies pour essayer de reconstituer notre capital naturel aujourd'hui en voie d'épuisement².

Et là, il ne semble pas y avoir trente-six solutions. La plus simple à mettre en œuvre équitablement est le rationnement.

Mais ce mot fait peur... Il faut pourtant clairement en parler et c'est ce que propose ce dossier, en s'appuyant sur les CRAGs, des groupes britanniques nés dans la mouvance des villes en transition³.

Michel Bernard ■

1. BRGM, Bureau de recherches géologiques et minières, organisme officiel. Voir www.mineralinfo.org/Substance/reserves.htm.

2. Reconstitution qui sera limitée par les lois de l'entropie : quand quelque chose est dégradée, il est difficile de revenir à l'état initial. Exemple : si vous usez un pneu sur 100 000 km, il est peu envisageable de retrouver les poussières tout au long du trajet. Dans le domaine du vivant, c'est plus facile : on peut par exemple sauver un sol.

3. Sur les villes en transition, voir le précédent dossier dans *Silence* n°365, de février 2009.

L	Quand l'énergie sera rationnée...	5
e	La Carte carbone réinvente le rationnement	6
i	CRAGs :	
s	les volontaires du rationnement	9
s	Yves Cochet :	
o	Le rationnement pour la paix, la solidarité et la démocratie	12
d	Controverses autour du rationnement (et de la Carte carbone)	12

Quand l'énergie sera rationnée...

"Quand l'énergie sera rationnée..." : une petite phrase, mais qui revenait sans cesse au hasard de nos entretiens avec des militants des *Transition Towns* – ce mouvement qui tente de reconstruire la résilience¹ à l'échelle des communes, pour faire face au double défi du pic pétrolier et du réchauffement climatique². Les *transitioners* qui prononçaient cette phrase n'avaient pas l'air de dire quelque chose d'exceptionnel : pour eux, le fait semblait acquis : l'énergie sera rationnée. Les seules questions qui valent sont : "quand ?" et "comment ?".

IL EST DIFFICILE D'INTRODUIRE UN DOSSIER SUR LE RATIONNEMENT SANS AVOIR L'IMPRESSION DE transgresser un tabou. En France, le rationnement fait presque immédiatement penser aux heures sombres de la Seconde Guerre mondiale et du régime de Vichy, avec leur cortège d'injustices et d'atrocités. Mais au Royaume-Uni, berceau de la transition, les choses sont un peu différentes : là aussi, le rationnement est spontanément associé à la période de la Seconde Guerre mondiale, donc à des souvenirs *a priori* peu joyeux... à une différence près. Pour beaucoup de Britanniques, même si le rationnement a été une période difficile, il a été l'un des principaux instruments grâce auxquels la démocratie a pu s'organiser pour traverser la tourmente de la guerre. Bien sûr, il ne faudrait pas en conclure que tous les Britanniques sont acquis à l'idée du rationnement : même au sein des *Transition Towns*, le sujet est parfois vivement débattu. Mais au moins, le débat existe, ce qui est moins le cas en France³.

Côté militants, ce débat est notamment porté par les *Transition Towns* : leur réflexion sur l'imminence du pic pétrolier les amène logiquement à imaginer des formes nouvelles de rationnement, car une distribution rationnée de l'énergie leur semble la seule solution pour qu'une pénurie importante n'entraîne pas automatiquement une explosion des prix et des inégalités sociales. De plus, même en situation d'abondance énergétique, le rationnement permettrait de limiter les émissions de gaz à effet de serre des plus riches, qui sont aussi les plus pollueurs. Sur une idée originale du journaliste engagé George Monbiot, des groupes d'activistes nommés CRAGs (*Carbon*

Rationing Action Groups, groupes d'action pour le rationnement du carbone) ont tenté depuis 2005 de s'appliquer à eux-mêmes un rationnement de ce type, pour réclamer sa généralisation à l'ensemble de la population britannique.

Côté institutions, le gouvernement britannique finance depuis quelques années des études préparatoires à la mise en place d'une "carte carbone" : il s'agirait d'un système de quotas de carbone individuels et échangeables – autrement dit, d'un mécanisme national de rationnement des consommations d'énergie. Mais en 2010, un changement de majorité pourrait entraîner l'abandon du projet, les conservateurs britanniques étant davantage partisans d'une taxe carbone à la française.

Ce tour d'horizon des débats actuels sur le rationnement au Royaume-Uni et des échos qu'il trouve en France se veut une contribution au questionnement porté par les *Transition Towns* : alors que le pétrole se fait inexorablement plus rare et plus cher, et que l'hypothèse de grandes pénuries énergétiques à court terme devient plausible, sommes-nous capables de concevoir une forme de "rationnement solidaire" qui, au lieu d'être un outil de surveillance et d'oppression, participerait au contraire à garantir la paix, la solidarité et la démocratie dans les périodes troubles à venir ?

Dossier réalisé par

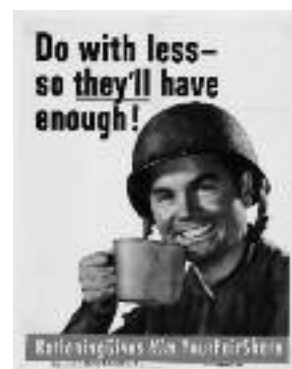
Luc Semal, doctorant en science politique au CERAPS (Lille 2).

Mathilde Szuba, doctorante en sociologie au CETCOPRA (Paris 1) ■

Reproduction d'affiches de l'armée des États-Unis entre 1942 et 1945.



▲ Oui, je peux ! Je suis patriotique autant que je peux et les points de rationnement ne vont pas m'embêter !



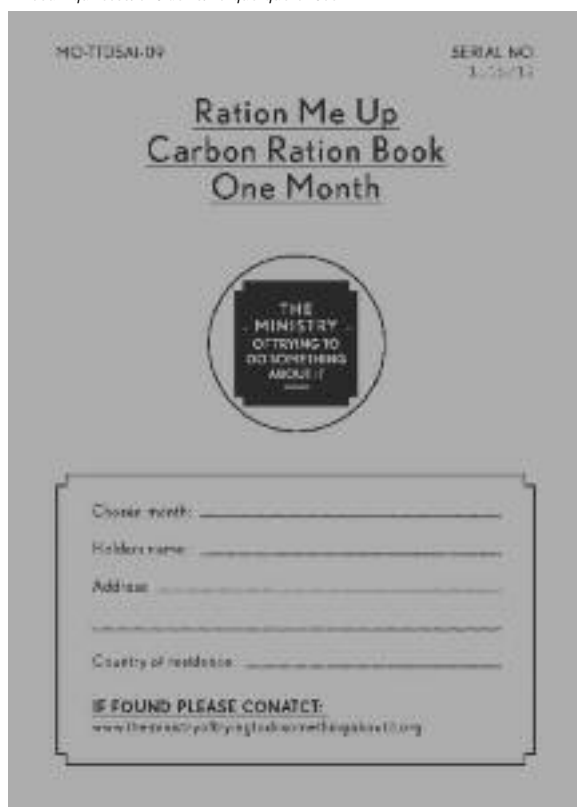
▲ Faites avec moins et ainsi ils auront assez ! Le rationnement lui permet un partage équitable.

1. La résilience est une notion empruntée à la psychologie. Le mouvement des *Transition Towns* l'emploie pour définir la capacité d'un système social (une commune par exemple) à encaisser, sans s'écrouler, un choc tel qu'une crise énergétique, économique ou climatique, et à rebondir grâce à son autonomie locale, notamment en matière alimentaire et énergétique.

2. Dossier "Villes vers la sobriété. Les *Transition Towns* : voyage chez les cousins britanniques des objecteurs de croissance". *Silence* n° 365, février 2009

3. Parmi les rares textes francophones abordant de front la question du rationnement : Paul Ariès, "Le Rationnement ou la jungle ?", *La Décroissance*, n° 50, juin 2008 ; Mathilde Szuba, "Le rationnement pour changer les modes de vie ? Le cas du projet de 'carte carbone' en Grande-Bretagne", in Michelle Dobré et Salvador Juan (dir.), *Consommer autrement. La réforme écologique des modes de vie*, L'Harmattan, 2009

▼ Carnet de rationnement du "Ministère de ceux qui essaient de faire quelque chose"



La Carte carbone réinvente le rationnement

Le rationnement est un système de *gestion de la pénurie*, qui consiste à répartir équitablement ce qu'il reste d'un bien essentiel devenu trop rare. En effet, en situation de pénurie, l'attribution à chacun d'une ration minimale permet d'éviter que le peu qui reste soit accaparé par le plus fort ou le plus riche.

Pendant et après la Seconde guerre mondiale,

malgré le marché noir et de nombreuses injustices, les tickets de rationnement garantissaient à chacun une ration hebdomadaire ou mensuelle de viande, de pain, de sucre, de tissu... Bref, de tous les biens nécessaires auxquels les plus pauvres, sans rationnement, n'auraient pas pu avoir accès.

MAIS LE RATIONNEMENT A-T-IL UN SENS DANS NOS SOCIÉTÉS DE SURABONDANCE ? OUI, à en croire les chercheurs, les institutions et les militants britanniques qui s'intéressent au projet de "Carte carbone". Avec cette carte, il s'agirait de *rationner l'énergie justement parce qu'elle est surabondante et surconsommée, au regard de ce que le climat peut supporter* : rationner l'énergie pour, indirectement, réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES)¹.

Origines de la Carte carbone

Au départ, la Carte carbone reprend une idée centrale des négociations climatiques : le principe de *"contraction et convergence"*. Contraction : fixer politiquement un objectif ferme et chiffré de réduction des rejets de CO₂ dans l'atmosphère. Convergence : définir la contribution de chaque pays à cet effort, pour aboutir finalement à une égalité d'émissions par personne. Cette méthode a été proposée en 1990 par le Global Commons Institute, et a ensuite été reprise par l'ONU, le GIEC, etc. Le sommet de Copenhague aurait d'ailleurs dû se conclure par un objectif chiffré de contraction, et un accord sur les moyens d'y converger.

Le principe de contraction et convergence a été élaboré pour organiser les négociations climatiques à un niveau international, mais depuis le milieu des années 1990, plusieurs équipes de recherche

britanniques² s'en sont inspirés pour en concevoir une version à plus petite échelle. Elles ont proposé d'instaurer au niveau national un *rationnement individuel des consommations d'énergie, sous forme de quotas personnels échangeables*. Ces quotas seraient inscrits sur une carte, d'où le terme générique de "Carte carbone" pour désigner les nombreuses variantes du projet : quotas domestiques échangeables, allocations personnelles de carbone, quotas d'énergie échangeables... La grande innovation de ce projet par rapport aux systèmes de rationnement déjà expérimentés, c'est que les quotas individuels sont échangeables : ils peuvent être achetés et revendus.

Comment fonctionne la Carte carbone ?

Une quantité maximum de GES que le pays "s'autorise" à émettre serait fixée au début de chaque année. Elle serait progressivement réduite d'année en année, suivant une pente conforme aux engagements climatiques du pays. La Grande-Bretagne, en l'occurrence, s'est engagée à réduire ses émissions de GES de 80 % d'ici 2050 : le rythme de réduction des émissions devrait donc en tenir compte.

Chaque année, cette quantité maximum serait partagée en deux : une moitié mise au enchères pour les entreprises et les services publics³, et

1. D'une certaine manière, il s'agit encore de rationner un bien essentiel devenu rare : l'air pur de l'atmosphère que l'on peut s'autoriser à polluer par des gaz à effet de serre. Mais la rareté est ici indirecte, puisque le bien rationné reste l'énergie qui, elle, est encore surabondante (pour l'instant).

2. Notamment David Fleming (Lean Economy Institute), Richard Starkey et Kevin Anderson (Tyndall Centre for Climate Change Research) et Tina Fawcett (Environmental Change Institute, Oxford).

3. Tous les schémas de carte carbone n'incluent pas les services publics et les entreprises. C'est le cas du schéma des Allocations personnelles de carbone, notamment, mais les émissions autres que celles des habitants sont régulées par d'autres politiques.

l'autre moitié divisée en autant de parts qu'il y a d'habitants, puis distribuée gratuitement à chacun. Chaque habitant serait donc doté d'un quota identique d'émissions de GES qu'il serait libre d'utiliser à sa convenance. La reine d'Angleterre recevrait donc le même quota qu'un militant écologiste cycliste, végétarien et localivore. Pourtant l'une et l'autre n'ont radicalement pas les mêmes pratiques en terme de consommation d'énergie. Pour plus de souplesse, les concepteurs de la carte carbone proposent donc un système d'échange entre les utilisateurs, par le biais d'un marché du carbone. Ainsi les individus qui n'utilisent pas tout leur quota pourraient revendre leur surplus à ceux qui veulent rejeter plus de GES que leur quota initial. Ce dispositif rend les quotas moins rigides, et introduit une incitation financière à réduire ses émissions : les plus gros pollueurs sont les payeurs, et ceux qui polluent moins que leur quota sont rétribués par les pollueurs.

Les quotas de chaque individu seraient enregistrés sur une carte électronique personnelle – la carte carbone – d'où ils seraient débités lors de tout achat d'énergie primaire : facture d'électricité, de chauffage, essence à la pompe et billets d'avion⁴.

La diminution des consommations individuelles d'énergie serait donc le résultat conjoint d'une incitation financière (la possibilité de revendre les quotas excédentaires) et d'une contrainte réglementaire (un maximum indépassable fixé chaque année pour tout le pays).

Anticiper les pénuries énergétiques

Mais la carte carbone n'est pas qu'un instrument de politique climatique. En effet, pour plusieurs de ses concepteurs, la carte carbone est d'autant plus nécessaire que nous devons bientôt faire face au pic du pétrole et à de sévères pénuries d'énergie. Or le même système de rationnement, qui peut nous empêcher de rejeter trop de GES quand l'énergie est surabondante, peut aussi assurer un partage équitable du peu d'énergie disponible en temps de pénurie. On en reviendrait ainsi à l'usage le mieux connu du rationnement : *"la seule façon de s'assurer que tout le monde reçoit sa juste part d'une ressource qui s'est raréfiée"*, selon David Fleming. *"En période de pénurie, si le rationnement n'existait pas, les gens le réclameraient."*⁵

Ce deuxième avantage du rationnement de l'énergie repose toutefois sur la conviction que la situation énergétique actuelle est très tendue, et que nous sommes proches du pic de la production de pétrole. C'est un avis partagé par de nombreux géologues indépendants⁶, mais qui ne préoccupe pas l'opinion publique autant que le changement climatique.

Soutien (prudent) de la part du gouvernement

Le projet de Carte carbone n'est pas qu'une réflexion abstraite ou qu'un objet de controverses entre chercheurs. Au Royaume-Uni, le gouvernement travailliste s'y intéresse depuis plusieurs



années, et a récemment commandé une étude de faisabilité en invoquant pour se justifier la nécessité de diminuer les émissions de 80 % d'ici 2050. La carte carbone est donc une mesure officiellement à l'étude, mais il n'est pas encore certain qu'elle soit un jour appliquée. Les élections du printemps 2010 pourraient être remportées par le parti conservateur, qui s'est déclaré opposé à la carte carbone et plutôt favorable à une taxe carbone.

Transition Towns et rationnement

La Carte carbone a-t-elle une chance de devenir une réalité ? Beaucoup en doutent, car malgré l'intérêt qu'y porte le gouvernement, le projet demeure fortement impopulaire auprès de la population. Même les partis politiques qui pourraient y être favorables avancent donc avec une extrême prudence sur ce terrain...

Finalement, c'est peut-être du côté de certains militants écologistes qu'il faut chercher les princi-

▲ Des militants du "Ministère de ceux qui essaient de faire quelque chose" présentent à des volontaires un carnet de rationnement avec les tickets à coller dessus.

4. L'énergie grise contenue dans tous les autres biens de consommation (fruits exotiques, viande, matériel informatique, etc.) n'entre pas dans le système de Carte carbone : un autre système de quotas d'émissions est prévu pour les entreprises qui produisent ces biens.

5. David Fleming, *Energy and the Common Purpose*, Lean Economy Connection, 2007

6. Voir le site de l'ASPO (Association pour l'étude du pic du pétrole, www.aspo-france.org)

7. Tous les écologistes ne sont pas favorables à la Carte carbone. Voir leurs principaux reproches dans « Controverses autour du rationnement », p.15.



▲ La "représentante du Ministère"



poux soutiens à un système de Carte carbone⁷. Le réseau des *Transition Towns*, notamment, n'hésite pas à parler ouvertement de rationnement : en effet, même si le principe de base des *Transition Towns* est de réfléchir à des plans locaux de descente énergétique, les leaders et les militants s'interrogent aussi sur la coordination de ces actions locales. Et pour cela, le rationnement est peut-être le système le moins injuste qui puisse être envisagé.

Bien entendu, les *Transition Towns* s'intéressent à la manière dont un système de rationnement de l'énergie pourrait aider à organiser une diminution progressive et volontariste des émissions de gaz à effet de serre : la lutte contre le changement climatique est l'une des principales raisons d'être de ce

mouvement. Mais un autre principe des *Transition Towns* est aussi de coupler systématiquement la réflexion sur le changement climatique à une réflexion sur l'imminence du pic pétrolier, ce qui change radicalement les perspectives d'action et rend la question du rationnement quasiment incontournable.

Que peut-il se passer après le pic du pétrole ? Globalement, la production mondiale d'énergie déclinant inexorablement d'année en année, l'offre ne pourra plus satisfaire la demande. Le prix de l'énergie explosera et l'énergie se fera toujours plus rare et plus chère. Plus rare : il n'y en aura plus suffisamment pour conserver toutes nos habitudes ou pour satisfaire tous nos besoins. Plus chère : si on laisse au marché le soin de fixer le prix de l'énergie, on peut d'ores et déjà annoncer que les plus pauvres seront les grands perdants. Mais on peut aussi imaginer des ruptures brutales d'approvisionnement et donc des situations particulièrement tendues auxquelles il faudra trouver des solutions en urgence⁸.

La force des *Transition Towns* est d'arriver à aborder ces questions de front, de manière très concrète : *que ferons-nous lorsque nous nous trouverons soudainement en situation de pénurie énergétique ?* Certes, la perspective du rationnement n'est pas des plus réjouissantes, mais il faut aussi tenir compte des seuils déjà dépassés et de la matérialité des crises énergétiques qui s'annoncent. Pour beaucoup de *transitioners*, le rationnement est finalement la moins mauvaise des solutions réellement envisageables au regard des deux contraintes qui s'imposent à nous : d'une part, la dépendance actuelle de nos sociétés à l'énergie abondante et bon marché et, d'autre part, la situation d'urgence radicale où nous placent l'imminence du pic pétrolier et des points de rupture climatiques.

Après *The Transition Handbook*, le guide d'aide à la formation d'un groupe local de transition, un second livre coédité par le réseau aborde davantage les enjeux nationaux liés à la transition. Malgré le parti pris optimiste propre aux *Transition Towns*, l'hypothèse des pénuries à venir n'y est jamais éludée. Le rationnement y est dès lors présenté comme incontournable : *"Le rationnement doit sa mauvaise réputation à son association à l'idée de pénurie... Alors qu'il est une réponse à la pénurie, et non sa cause. Le mot 'rationnement' présente deux aspects qui, tout en étant liés, sont bien distincts : d'une part la garantie d'un minimum de partage, et d'autre part la limitation de ce que les gens sont autorisés à consommer. Beaucoup d'entre nous rejettent le second, mais en temps de pénurie nous exigeons le premier..."*⁹ D'où la proposition des *Transition Towns* : poser la question du rationnement aujourd'hui, pour ne pas être pris de court demain...

L. S. & M. S. ■

8. Rob Hopkins, *The Transition handbook. From oil dependency to local resilience*, Green Books, 2008

9. Shaun Chamberlin, *The Transition Timeline: For a Local, Resilient Future*, Green Books, 2009, p.66

CRAGs : les volontaires du rationnement

En attendant le jour hypothétique où la carte carbone sera votée par le gouvernement et deviendra obligatoire pour tous les Britanniques, plusieurs groupes de militants ont tenté d'organiser volontairement le rationnement de leur consommation d'énergie.

LEURS MOTIVATIONS SONT DIVERSES : POUR CERTAINS, C'EST UN ACTE DE COHÉRENCE PERSONNELLE par rapport à leurs convictions écologistes. Pour d'autres, c'est surtout une façon de faire pression pour que le gouvernement prenne la décision d'instaurer la carte carbone. Mais dans tous les cas, c'est une exploration de ce que pourront être nos modes de vie dans une société où l'énergie sera rare.

Un club de rationnement : les CRAGs

Ce sont les CRAGs¹ qui, pour l'instant, sont allés le plus loin dans le rationnement volontaire. Les *Carbon Rationing Action Groups* ont été fondés par Andy Ross, un ingénieur inspiré par le discours du journaliste Georges Monbiot² prononcé à Londres lors de la manifestation nationale pour le climat en décembre 2005. Dans ce discours, Monbiot appelait à réduire les émissions britanniques de gaz à effet de serre (GES) de 90 % d'ici 2030 ! Andy Ross s'inspirait également d'un livre présentant la carte carbone : *How we can save the planet*.³

Après en avoir discuté avec des universitaires et des activistes, Andy Ross a exposé sa proposition en 2006 dans un "Petit guide des groupes de rationnement du carbone". Les objectifs annoncés étaient les suivants :

- nous faire prendre conscience à tous de notre empreinte carbone ;
- voir si cela peut nous aider à réduire drastiquement nos émissions individuelles de CO₂ ;
- nous aider à argumenter en faveur de (ou contre !) l'adoption de systèmes similaires à l'échelle nationale (quotas individuels échangeables) et/ou internationale (contraction et convergence) ;
- établir une solidarité entre les personnes (de plus en plus nombreuses) qui sont préoccupées par la question du carbone ;
- partager des connaissances et des expériences pratiques de modes de vie décarbonés.

Lancé en 2006, le mouvement a donné naissance, en quelques années, à une trentaine de groupes locaux. Ces groupes sont généralement formés d'une douzaine de membres actifs, qui déci-

dent ensemble d'une limite chiffrée pour leurs émissions individuelles de GES. Cette "ration" est la même pour tous au sein du groupe. Elle doit en principe diminuer d'année en année. Les membres se réunissent ensuite régulièrement pour compter leurs émissions et échanger des conseils pour les réduire, ce qui leur a valu le surnom de "*Weightwatchers du carbone*". Chaque groupe a son "comptable carbone", un membre qui s'est formé aux subtilités de cette comptabilité particulière. Son rôle est double : il aide chacun à mesurer ses émissions, et additionne ensuite les résultats individuels pour savoir si le groupe a su respecter le plafond collectif d'émissions qu'il s'était fixé. Chaque CRAG est invité à décider d'un prix pour les tonnes de carbone émises au-delà du quota individuel. C'est une amende symbolique pour les pollueurs. Selon les groupes, cette somme est reversée à ceux qui sont en deçà de leur ration, ou donnée à une association de protection du climat⁴. Il s'agit donc d'une application assez fidèle des principes de la carte carbone, mais cette fois à un niveau associatif.

Le mouvement compte aujourd'hui plus de 600 membres inscrits. C'est relativement peu, mais les CRAGs ont acquis une certaine notoriété auprès des militants écologistes. Grâce à leur succès, ils

1. www.carbonrationing.org.uk
2. Journaliste du *Guardian*, il rédige quotidiennement une chronique assez radicale sur les problèmes environnementaux, visible sur www.monbiot.com
3. Mayer Hillman, Tina Fawcett, *How we can save the planet*, Penguin 2004
4. Plusieurs CRAGs ont également choisi de ne pas pratiquer les amendes et échanges d'argent, et s'en tiennent à un rationnement simple.

▼ Passage de militants des CRAGs, à Londres, devant la célèbre horloge "Big Ben" dans le cadre d'une manifestation en faveur du climat.



▼ Manif-vélos des CRAGs à Londres



sont désormais cités comme une preuve que l'on peut effectivement réduire drastiquement et rapidement les émissions individuelles de CO₂ : au cours de leur première année, les *Craggers* parviennent en moyenne à réduire leur empreinte carbone de 30 %. Il y a également eu des succès plus spectaculaires : le mouvement a bénéficié d'un coup de projecteur inattendu en 2008, suite à un concours organisé par Oxfam pour récompenser les trois Britanniques ayant la plus basse empreinte carbone. Alors que le concours était ouvert à tous, les trois gagnants se sont avérés être trois *Craggers*, avec une empreinte de seulement 0,45 tonne de carbone par an pour le premier⁵. Bref, de quoi asseoir la légitimité de cette jeune association.

Le lobbying par la pratique

En somme, les CRAGs sont l'application pratique d'une politique publique déjà étudiée en profondeur, une série de mini-expériences pilotes. Pour beaucoup des premiers membres des CRAGs, en effet, il s'agit de prouver la faisabilité de la carte carbone en en faisant l'expérience personnelle. Ils sont nombreux à soutenir une politique qu'ils décrivent souvent comme "*progressiste*" et "*redistributrice*". Anna, une des trois gagnantes du concours Oxfam, juge que "*la distribution équitable des émissions de carbone soutenables est un élément crucial de justice sociale, et faire partie d'un CRAG me permet de participer activement à ce débat*"⁶. Voilà un des aspects qui font la spécificité des CRAGs par rapport à de nombreuses initiatives locales de réduction des GES : les *Craggers* font du lobbying, en expérimentant directement une politique publique qu'ils cherchent à faire adopter. Cette stratégie a déjà porté quelques fruits : les universitaires qui font la promotion de la carte carbone sont très intéressés par ce que font les CRAGs. Ces expériences volontaires leur permettent d'améliorer la proposition de carte carbone et de la rendre plus crédible aux yeux des gouvernements.

Carnets de rationnement volontaire

C'est sur le même principe du volontariat que se fonde la proposition de la *New Economics Foundation*, qui distribue depuis l'automne dernier des carnets individuels de rationnement de l'énergie, émis par un imaginaire *Ministry of trying to do something about it*⁷. Intitulés "*Carbon Ration Books*", ces carnets se composent d'une grille de 40 cases vierges – la ration d'énergie pour le mois – et de plusieurs pages de coupons à découper, correspondant chacun à une façon d'utiliser de l'énergie. Éclairage, transport, nourriture... sont convertis en unités de carbone, et c'est à chaque volontaire de décider comment utiliser sa ration mensuelle de 40 unités. "*Votre ration de carbone est calculée par rapport à un permis annuel global de 1, 15 tonnes d'équivalent CO₂ par personne, lit-on dans les premières pages du carnet. Cela représente votre juste part du droit d'émettre des GES dans l'atmosphère. Tous les calculs sont fondés sur un objectif de réduction de 80 % des émissions de GES des pays développés d'ici 2050.*" Cet objectif n'est pas farfelu : c'est celui que s'est fixé la Grande-Bretagne, et il correspond aux

recommandations du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Les réductions impliquées sont pourtant sévères : avoir un frigo, éclairer et chauffer la maison, et faire 200 km en train utilisent déjà la moitié de la ration mensuelle, avant même d'avoir commencé à compter la nourriture, l'habillement, ou d'avoir allumé un ordinateur.

On comprend bien la force pédagogique de ce carnet : la radicalité du changement nécessaire saute aux yeux du volontaire qui voit d'un côté ses 40 petites cases disponibles, et de l'autre les pages et les pages de coupons qu'il aimerait pouvoir y coller. L'impossibilité matérielle de caser tous les coupons est l'illustration de l'impossibilité matérielle d'aller au-delà des limites de la planète. Comment vivre avec cette contrainte ? Le *Ministry of trying to do something about it* invite les volontaires à échanger leurs conseils pour former une "avant-garde de rationnés". Il s'agit donc encore une fois d'organiser une sorte d'expérience-pilote radicale. On en attend les résultats avec impatience...

Pédagogie du rationnement

Mais ces expériences de rationnement volontaire sont-elle vraiment différentes d'autres expérimentations de modes de vie écologiques ? Il y a en France des milliers d'objecteurs de croissance ou autres écologistes qui tentent de vivre en cohérence avec leurs convictions, sans pour autant compter leurs émissions et entrer dans une logique de rations mensuelles. Ceux-là gagneraient-ils quelque chose à tester le rationnement ?

A entendre les témoignages des volontaires du rationnement, on peut penser que oui. Pour une majorité de Craggers, et même pour ceux d'entre eux qui militaient déjà depuis longtemps, l'expérience est un véritable "choc pédagogique". Car, en se donnant la peine de compter leurs émissions poste par poste, beaucoup se sont rendus compte que, malgré tous les efforts déjà consentis, ils étaient encore loin du compte : certains bilans étaient plombés par un logement mal isolé, d'autres par la consommation de viande, d'autres par un seul trajet en avion...

Heureusement, l'expérience du rationnement permet aussi de dépasser ce choc en essayant de mieux répartir sa ration mensuelle, quitte à renoncer à certains luxes : adieu l'avion, bonjour le vélo... Mais les volontaires du rationnement se heurtent alors à un autre obstacle, qui est le seuil de tolérance de leur entourage. Beaucoup de Craggers constatent amèrement que non seulement la société ne les aide pas à réduire leurs émissions, mais qu'en plus elle semble sans cesse leur mettre des bâtons dans les roues ! En effet, pour ne pas dépasser la ration mensuelle qui correspond à un mode de vie soutenable, il semble inévitable de prendre une série de décisions qui sont étiquetées "radicales" : devenir végétarien, renoncer au congélateur et au frigo, revendre la voiture... ce qui n'est pas toujours du goût des proches et de la famille. Dans les témoignages des Craggers qui tentent de jouer le jeu jusqu'au bout, le récit des discussions sans fin et des tensions quotidiennes avec l'entourage est un leitmotiv. Certains finissent par lâcher

prise et revoient leurs objectifs à la baisse, par fatigue d'avoir toujours à se justifier. D'autres tiennent bon, mais on a vu des couples se séparer au motif que l'un des conjoints s'entêtait dans son expérience de rationnement volontaire...

Qu'en conclure ? La gestion d'une ration mensuelle soutenable est un vrai casse-tête, même pour des écologistes endurcis... Mais cette expérience vaut la peine d'être tentée, ne serait-ce qu'un mois, au moins pour sa valeur pédagogique. Et si beaucoup de volontaires du rationnement admettent que cette expérience est difficile dans une société non rationnée, ils y voient aussi un argument de plus pour réclamer un système de rationnement, national et obligatoire, comme la carte carbone.

L. S. & M. S. ■

5. En 2008, la moyenne britannique était de 5,4 tonnes de carbone par an. Celle des Craggers était de 3,36 tonnes en moyenne après un an de rationnement volontaire. Le niveau soutenable est estimé à 0,5 tonne par an (source : www.carbonrationing.org.uk).

6. "A Rational Approach to Carbon", *The Ecologist*, novembre 2008

7. Le "Ministère qui essaie de faire quelque chose", voir <http://theministryoftryingtodosomethingaboutit.org> et <http://www.youtube.com/watch?v=DITL-0mSACe>.



▼ Pour augmenter leur résilience, les militants des CRAGs plantent des arbres qui fourniront le bois de demain.





Le rationnement pour la paix, la solidarité et la démocratie

"Seul un immense effort collectif, tendu vers l'objectif de sociétés sobres ci-dessus esquissé, pourra décrire cet avenir désirable, en impliquant les élus, les syndicats et les associations, les scientifiques et les habitants. Cependant, une contrainte immédiate est celle de l'organisation de la distribution en matière alimentaire et énergétique."

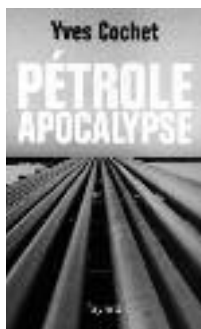
"EN L'ABSENCE DE RATIONNEMENT SOLIDAIRE ET DÉMOCRATIQUE, L'ALLOCATION des ressources alimentaires et énergétiques rares s'effectuera, comme aujourd'hui, par les prix et les revenus, en favorisant les plus riches. Un système de prix n'est jamais qu'un système de rationnement, mais basé sur la règle de l'inéquité : qui a de l'argent achète les biens, qui n'en a pas s'en prive. Un tel système conduit à des inégalités, plus rarement à la guerre civile. D'autant qu'en période favorable certains biens sont remplaçables par d'autres, moins plaisants et confortables, mais dont les plus modestes se contentent. La situation change lorsque c'est dans un secteur vital (l'alimentation, l'énergie) que tous les prix sont élevés. La solidarité, la démocratie et même l'intérêt bien compris des riches redoutant émeutes et vandalisme engagent à organiser le rationnement sur une autre base que le seul pouvoir d'achat. A l'image de la directive européenne sur les quotas d'émission de gaz à effet de serre alloués à toutes les "installations de combustion", des quotas (ou rations) de consommation alimentaire et énergétique pourront être alloués aux familles selon le nombre de personnes qui les composent, modalité de justice sociale neutralisant les différences de revenu."

Yves Cochet (député Vert de Paris), *Pétrole apocalypse*, Fayard, 2005, pp. 212-213

Silence : Yves Cochet, votre position sur le rationnement a-t-elle évolué depuis 2005, date à laquelle vous avez publié le texte cité ci-contre ?

Yves Cochet : J'écrirais encore la même chose. Le rationnement concernerait essentiellement l'énergie et l'alimentation. Ce sont les deux biens de la plus urgente nécessité à l'échelon individuel comme à l'échelon collectif local. C'est donc sur ces deux secteurs qu'il faudrait, qu'il faudra (reste à savoir quand et sous quelle forme) organiser le rationnement.

Je disais aussi, à l'époque, qu'on est déjà depuis longtemps dans un système de rationnement : le système des revenus et des prix. Cela reste vrai : les riches ne se rationnent pas, les pauvres se rationnent, par définition. C'est très inégalitaire. Là est l'argument principal pour le rationnement. Dans un système où les ressources de base vont devenir plus rares et plus chères, si on reste au système des revenus et des prix, les inégalités vont se creuser énormément et il y aura des révoltes. Il faut donc un partage équitable, en gros sur la base de l'existence humaine : tout humain a le droit à une part, égale pour tous.



Selon vous, le rationnement se justifiait alors par l'imminence du pic pétrolier. Où en est-on aujourd'hui ?

Il est toujours audacieux de donner des dates, mais, à mon avis, le pic de pétrole conventionnel fut atteint en 2005. Pour tous les liquides hydrocarbonés, donc le pétrole non conventionnel, ce fut sans doute en 2008. C'est ce que pense la "blogosphère peakoiliste", les gens de l'ASPO¹ par exemple. Evidemment, il faudra attendre une dizaine d'années pour avoir la confirmation que c'était vraiment à ce moment-là.

Bref, je pense que tout ce qu'on peut dire sur les changements économiques et sociaux considérables qui nous attendent, on doit l'envisager dans la perspective réelle et réaliste de la déplétion pétrolière et gazière, et plus généralement de la déplétion de l'énergie nette qui, elle, a déjà commencé. Parce que ce qui compte, ce n'est pas seulement l'énergie ou le pétrole, c'est l'énergie nette, c'est-à-dire celle qui est finalement accessible aux utilisateurs, industriels, services publics, familles, etc. Et cette énergie nette, oui, elle baisse.²

Sommes-nous si dépendants de l'énergie qu'il faille envisager de la rationner ?

Ceux qui souffriront le moins du *peak oil*, ce sont ceux qui ont une empreinte énergétique très faible, avec des moyens de subsistance extrêmement sobres. Cela représente à peu près la moitié de l'humanité. Alors que nous, occidentaux, nous ne savons pas survivre en nous passant de pétrole, et nous avons aussi totalement oublié comment faire pour vivre sans instruments électriques. Si l'électricité devenait de plus en plus intermittente, et qu'il se produisait des black-out de plus en plus fréquents, nous serions assez démunis. Parce que l'électricité irrigue toute notre vie quotidienne et toute notre organisation sociale. Il faut considérer toute la puissance que nous utilisons pour les TGV, les services publics, l'industrie et le confort domestique. C'est absolument énorme. Alors qu'une bonne partie du monde vit sans électricité.

Alors comment voyez-vous les choses ? Comment la fin de l'énergie abondante et bon marché peut-elle nous conduire au rationnement ?

J'imagine deux ou trois étapes dues au *peak oil*, et plus généralement à la baisse de l'énergie nette disponible. Au départ, ce sont les prix qui feront le rationnement. Il y aura de l'inflation, et les pauvres se serreront la ceinture parce qu'ils ne pourront pas acheter. C'est ce qu'on appelle la destruction de la demande ; ce sera un rationnement très inégalitaire.

Ensuite, peut-être dans les années 2020, il est probable que les prix seront si hauts, et la situation, tellement tendue, qu'il faudra un système organisé. Le litre de super à 3 euros fera hurler. Il faudra donc organiser le rationnement, pour l'énergie et sans doute pour l'alimentation, sous la forme de tickets ou de cartes carbone, la forme évoquée par la Grande-Bretagne. Ce rationnement devra être équitable, sinon les gens se révolteront. Ceci pourrait tenir quelques années, à l'échelle de la France ou de l'Europe.

Enfin, peut-être dans quinze ou vingt ans, ce système ne sera plus possible car il coûtera trop cher. Il faudra alors une organisation plus locale, en Transition Towns peut-être, c'est-à-dire tendue vers la solidarité et la sobriété à l'échelon d'un petit territoire. L'Etat n'aura plus les moyens de gérer à l'échelon national parce que la mondialisation se sera écroulée. La guerre civile éclatera dans la moitié des pays du monde. Toute la chaîne logistique d'apport de l'énergie aura du mal à se maintenir.

Dans ces circonstances, la résistance au chaos sera locale, tendue vers la sobriété et l'autonomie énergétique et alimentaire. Là où on sera, il faudra s'organiser pour partager l'énergie et l'alimentation disponibles. Il n'y aura pas un modèle unique de

1. Association for the Study of Peak Oil and Gas : association pour l'étude du pic du pétrole

2. L'énergie nette, c'est l'énergie produite, dont on soustrait l'énergie qui a été utilisée lors de sa production. Yves Cochet : "Il y a un siècle il fallait à peu près 1 baril de pétrole pour en mettre 100 dans le réservoir de la voiture ; maintenant, il faut 1 baril pour en mettre 15 seulement. Donc on voit que le rapport, l'énergie nette, a baissé. Elle diminue parce que c'est du pétrole plus lointain, plus profond, plus visqueux, plus... c'est plus difficile à extraire. Peut-être que dans dix ans, il faudra 1 baril pour en mettre 5 simplement, et non pas 15."



▲ Yves Cochet en conférence sur le pic de production du pétrole, INSA Toulouse, le 6 février 2007.



vie locale : à chaque fois, ça dépendra des ressources locales. Dans le Diois, 80% du territoire est forestier. Dans le pays de Saint-Malo, c'est plutôt la mer et le maraîchage qui constitueront les ressources. Donc, selon les gens, selon les circonstances historiques, mais aussi selon les ressources réelles, nous aurons des modèles de prospérité locale différents. Cela fera un monde plus fragmenté. Il faut anticiper cette vie future en commençant la transition dès aujourd'hui, afin que les villes, les villages soient vraiment résilients vers 2025.

L'énergie est tellement essentielle dans l'organisation de notre société que la fin de l'énergie abondante et bon marché va vraiment être un bouleversement.

On dit souvent qu'évoquer le rationnement équivaudrait à un "suicide politique". Pourtant, vous avez été réélu député en 2007 : en parliez-vous aux électeurs ?

Si on fait une campagne et des tracts uniquement sur le pic de pétrole, les gens vont dire "il est fou", et ça ne marchera pas. Il n'y a aucune chance d'être élu comme ça. Par exemple, supposons que je me représente aux législatives de 2012 : si, dans tous mes tracts, ma profession de foi, mes affiches, je montrais des images de peak oil, et disais "c'est le rationnement pour demain", ça ne marcherait pas parce que la situation n'est pas encore trop grave, apparemment. L'appareil cognitif humain semble incapable d'anticiper un tel changement. Il ne faut donc pas parler que de ça ; il faut diversifier les thèmes, mais en gardant la grande question à l'esprit. Quand je fais des conférences, y compris dans ma circonscription, et que l'on me pose la question : "Vraiment, mais jusqu'où ça va

votre affaire ?", eh bien je dis à peu près ce que je dis maintenant.

Vous arrive-t-il d'évoquer la question du rationnement à l'Assemblée ?

Les députés ont maintenant admis qu'il y a un problème d'offre énergétique, alors qu'il y a cinq ans ils ne l'admettaient pas. Pendant la discussion de la loi POPE³ en 2004-2005, quand je parlais du peak oil, ils ne m'écoutaient pas, voire me prenaient pour un fou. Mais, il y a deux ans, quand j'ai proposé la création du groupe d'étude sur les pics pétrolier et gazier, ils ont accepté, ils ont dit : "oui, finalement il paraît que ça existe". En trois ou quatre ans, ça a changé. Aujourd'hui, ils disent : "on est peut-être pas d'accord sur la date du pic, on n'est pas d'accord avec ton extrémisme un peu catastrophiste", mais le fait que ça soit un problème est admis.

Le rationnement peut-il être un instrument de justice sociale ? Autrement dit, peut-il être "solidaire" ?

Plus solidaire qu'un système de prix, c'est sûr ! Si c'est une ration par personne, c'est plus solidaire de fait. Parce que le premier effet du pic de pétrole, ce sera un choc sur les prix, donc l'inflation rendra la société moins solidaire. Je pense qu'alors le rationnement viendra comme une solution politique, à l'échelon national. A ce moment-là, le gouvernement de l'époque dira : "on ne peut plus tenir, il y a trop d'inégalités..." Les pauvres, d'ailleurs, se seront révoltés auparavant. On fera du rationnement égalitaire, comme dans les années 40, et ce sera sans doute admis et même espéré par la population.

Propos recueillis par L. S. & M. S. ■

3. Loi d'orientation et de programmation énergétique

Controverses autour du rationnement (et de la Carte carbone)

Petit tour d'horizon des points forts et des points faibles généralement soulevés, ainsi que des questions laissées en suspens...

CELA FAIT DÉJÀ PLUSIEURS ANNÉES QUE DES CHERCHEURS, DES HOMMES POLITIQUES ET DES militants britanniques se penchent sur la question du rationnement. Comme on pouvait s'y attendre, les avis divergent souvent sur les conditions préalables et sur l'organisation qui pourraient rendre le rationnement envisageable ou acceptable. De même, lorsque le sujet est abordé en France, les sujets polémiques ne tardent pas à faire surface.

L'instauration d'une limite collective

C'est certainement l'un des points forts du rationnement par rapport à d'autres systèmes visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre ou les consommations d'énergie. En effet, l'instauration d'une taxe carbone ou de tarifs progressifs pour l'énergie ne fixe aucun seuil de limitation collective de la consommation d'énergie : il est donc très difficile, sinon impossible, de planifier une décroissance graduée et progressive de la consommation énergétique globale du pays. De plus, on sait que la consommation d'énergie est "peu élastique" par rapport au prix : cela signifie que notre société est tellement dépendante du pétrole que, en cas de hausse des prix, elle aura plutôt tendance à payer davantage qu'à diminuer sa consommation.

En revanche, un système de rationnement permet de fixer chaque année la quantité d'énergie disponible et de s'assurer ainsi que ce plafond ne sera pas dépassé. A condition, bien sûr, que ne soient pas créées des échappatoires du type "mécanismes de compensation" (comme dans le protocole de Kyoto), qui augmenteraient le nombre total de quotas en circulation dans le pays.

Des principes égalitaires et redistributifs

Autre point fort du rationnement : le partage initial de rations en parts égales. Actuellement, nous sommes déjà, d'une certaine façon, dans un système de rationnement : c'est le système des revenus et des prix, où les plus riches achètent sans que ça leur coûte beaucoup, et où les pauvres se serrent la ceinture¹.

Au contraire, avec la carte carbone, la répartition initiale des quotas échappe à la loi de l'offre et de la demande ; donc, même les plus pauvres sont

assurés de disposer d'un minimum d'énergie. Sans cela, en situation de pénurie énergétique, le prix de l'énergie exploserait et les plus riches tendraient évidemment à s'accaparer le peu d'énergie disponible. Rationner, cela revient donc à partager équitablement ce qu'il reste de pétrole, d'atmosphère...

De plus, la Carte carbone promet d'avoir un effet redistributif : on estime que 70 % des habitants les plus pauvres seraient gagnants avec un tel système². En effet, les plus pauvres sont généralement les plus petits consommateurs d'énergie, tandis que les plus riches sont de plus gros consommateurs (grosse voiture, grosse maison, voyages en avion...). Les plus pauvres auraient donc des quotas excédentaires à revendre aux plus riches, opérant ainsi un transfert d'argent (relatif...) des plus riches vers les plus pauvres.

La prise en compte de l'urgence et de l'incertitude

Troisième point fort : la prise en compte de l'urgence, et notamment de la possibilité de points de basculement – par exemple en cas de grave pénurie énergétique. Avec l'aggravation du changement climatique et de la crise énergétique, il est probable que nous entrions dans une longue période d'incertitude et d'instabilité, avec de possibles ruptures d'approvisionnement énergétique. Ce n'est pas au

1. Voir à ce sujet l'interview d'Yves Cochet, pages précédentes.

2. Selon l'étude de faisabilité commandée par le gouvernement britannique



moment où les cuves seront vides qu'il faudra s'interroger sur les vertus du rationnement : c'est une réflexion difficile, qui demande du temps, et il est probable que les sociétés disposant déjà de systèmes de rationnement seront plus résilientes en cas de crise énergétique majeure. L'intérêt de la carte carbone, c'est donc que c'est un système permettant dès aujourd'hui de limiter les émissions de gaz à effet de serre, mais qui se trouverait déjà prêt et mis en place pour partager l'énergie en cas de pénurie.

Les risques du fichage informatique

Gros point faible de la Carte carbone : telle qu'elle est généralement envisagée, chaque personne devrait disposer d'une carte à puce nominative, et la faire débiter à chaque achat d'énergie primaire. La puce renverrait à un fichier informatique national qui centraliserait les données, pour suivre instantanément la quantité de quotas déjà consommés ou encore disponibles... Cela pose bien sûr problème à tous ceux qui s'inquiètent du fichage des données privées, puisqu'il deviendrait compliqué d'acheter du carburant ou un billet d'avion sans que cela soit enregistré par le fichier central. Voir la controverse sur le Pass Navigo dans les transports parisiens³.

Certains proposent donc de distribuer des cartes non nominatives, ou bien de renoncer au fichier informatique pour distribuer des quotas en papier difficilement falsifiables, sur le modèle des tickets-restaaurant. Cela reviendrait certainement plus cher à organiser, mais peut-être est-ce le prix du droit à l'anonymat.

La question de la bourse du carbone

Dans les projets de Carte carbone, les quotas peuvent être revendus sur un "marché du carbone", où le prix du quota est fixé en temps réel selon le rapport entre offre et demande. Ce point fait souvent grincer des dents en France, alors que les Britanniques y voient rarement un problème. Question de culture... Ce recours aux mécanismes de marché pose de nombreux problèmes. Les riches doivent-ils avoir le droit d'acheter davantage de quotas et de polluer plus, sous prétexte qu'ils sont riches ? Les pauvres ne seront-ils pas tentés de vendre rapidement les quotas dont ils auraient pourtant besoin plus tard ? Cela ne va-t-il pas nécessairement entraîner une spéculation massive ? On rejoint là les dénonciations des nombreux effets pervers de la finance carbone⁴.

Étant donnée la diversité des modes de vie, une certaine souplesse dans la circulation des quotas semble inévitable. Mais on pourrait imaginer un prix fixe (et non fluctuant) du quota de carbone, qui ne serait pas déterminé par l'offre et la

demande, mais plutôt par la collectivité – ce qui limiterait considérablement les possibilités de spéculation. Par ailleurs, on peut imaginer une limitation des achats de quotas supplémentaires par personne : par exemple, impossibilité d'acheter plus du double des quotas normalement alloués⁵. Yves Cochet propose quant à lui que les quotas individuels deviennent, avec le temps, de plus en plus fondants⁶ et non échangeables.

Le rationnement peut-il fonctionner ailleurs que sur une île ?

Si un système de type Carte carbone était mis en place en France, on imagine que les frontaliers seraient tentés d'acheter leur essence ou de prendre l'avion en Belgique, en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Suisse... Le problème se pose déjà avec les taxes sur les carburants, sur l'alcool et les cigarettes, alors qu'il s'agit seulement de variations de prix. Avec un système de quotas, et donc de plafonnement des possibilités de consommation, il ne pourrait que s'aggraver. Le fait que le Royaume-Uni soit une île et dispose de peu de frontières terrestres (uniquement en Irlande) facilite évidemment la mise en place du rationnement dans ce pays ; mais, sur le continent, il faudrait imaginer des systèmes d'harmonisation entre pays limitrophes...

Faut-il utiliser le mot "rationnement" ?

De nombreux chercheurs travaillant sur le sujet évitent de parler de "rationnement", tant le mot semble chargé de connotations négatives. Ils préfèrent donc parler de "quotas" qui sont "donnés" au début de chaque mois, et grâce auxquels ont peut éventuellement "gagner de l'argent" en les revendant... Il est évidemment tentant de contourner la question en multipliant les euphémismes et les périphrases pour éviter de bloquer le débat par des mots qui, quelles que soient les précautions prises, déclenchent les passions.

Mais, d'un autre côté, il est peut-être plus franc pour le débat de poser clairement les termes du problème, même s'ils ne sont pas gais à entendre : pénurie, rationnement, etc. Un débat démocratique clair ne se construit pas sur des euphémismes, et sans doute la situation énergétique et climatique est-elle suffisamment préoccupante pour être abordée de front. C'est par exemple l'avis de Mayer Hillman et Tina Fawcett : *"Bien que le mot 'rationnement' puisse être effrayant, étant associé à des images de privation et de restriction, il est utilisé ici de façon délibérée pour être le plus clair possible, et pour en appeler à la conscience collective d'une action nationale pour l'intérêt général."*

L. S. & M. S. ■

► "Réduisez votre empreinte carbone"



3. Voir "Pass Navigo et vie privée", Michael Herinx, *Silence* n° 350, octobre 2007

4. Voir notamment Aurélien Bernier, *Le Climat otage de la finance, ou comment le marché boursicote avec les "droits à polluer"*, Mille et une nuits, 2008

5. Voir dans cet esprit les débats sur le revenu maximal admissible, notamment www.salairemaximum.net

6. Une monnaie fondante est une monnaie qui perd de la valeur avec le temps, pour décourager la thésaurisation

7. Mayer Hillman et Tina Fawcett, *How we can save the planet*, Penguin 2004, p. 126

Le plus vieux mensonge du monde

Une association canadienne, la Concer-tation des luttes contre l'exploitation sexuelle, ou Cles (lauréate du prix Egalité 2010), propose un documentaire réalisé "dans le but de prévenir la participation des jeunes femmes et des jeunes hommes à l'industrie du sexe" en montrant sa violence, envers les femmes en particulier. *Le plus vieux mensonge du monde*, en français et en anglais, s'adresse à des jeunes de 14 à 19 ans. Il dure 30mn et on peut se renseigner et commander sur le site www.lacles.org.

son mandat d'élui, à moins d'une procédure préfectorale de révocation. Cette condamnation est-elle, de plus, compatible avec l'appartenance au PS ? Martine Aubry est interrogée sur ce point... Une pétition existe en ligne pour que les élus condamnés pour des violences sexistes et sexuelles soient aussi sanctionnés sur le plan politique. *AVFT, Association européenne contre les violences faites aux femmes au travail*, 51, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 45 84 24 24. Pétition : <http://lapetition.be/en-ligne/petition-5678.html>.

Agresseur sexuel et pourtant sénateur-maire ?

Suite à la condamnation définitive, au mois de mars 2010, du sénateur-maire de Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis) Jacques Maheas pour agression sexuelle, plusieurs associations s'inquiètent de l'absence de conséquence sur

Des albums pour l'égalité et le respect entre les genres

L'association suisse romande Lab-elle a déjà labellisé 250 albums illustrés "attentifs aux potentiels féminins" et contrecarrant les stéréotypes de genre. On peut contribuer à sa sélection et se procurer des autocollants-labels pour les bibliothèques que l'on fréquente, ainsi qu'une exposition. *Association Lab-elle, Perrault de Jotemps, CH 1217 Meyrin, contact@lab-elle.org*.

Des enfants de plus en plus tard

L'âge moyen des femmes qui ont accouché en 2009 dépasse pour la première fois 30 ans. En 1970, cet âge moyen était de 27 ans.

éducation

Les écoles maternelles menacées

Après avoir fermé les petits hôpitaux, il semble que cela soit maintenant le tour des écoles maternelles. D'un côté le gouvernement incite à l'ouverture de crèches privées (donc payantes) de l'autre, il poursuit la diminution des effectifs dans les écoles.

Exemple : à Quimper, la mairie socialiste a annoncé début décembre 2009 la fermeture à la rentrée 2010 de trois écoles maternelles (Petit-Parc, Jules-Ferry et Les Pommiers) au profit d'un regroupement dans de plus grosses... où le manque de personnels laisse penser que seuls les enfants les plus âgés seront admis. Les parents d'élèves ont monté des collectifs pour défendre ces écoles, expliquant qu'une école maternelle est aussi un centre de quartier, un lieu de convivialité (on peut en savoir plus par internet : <http://dupetitparc.over-blog.fr>). Le syndicat Sud-Education rappelle que le Bulletin officiel de l'Education nationale a publié le 30 septembre 2004 une modification du règlement qui de fait n'oblige plus l'Education nationale à accueillir les enfants avant l'âge de cinq ans contre trois avant... ce qui devrait se traduire par la fermeture de la moitié des classes de maternelle.

Désobéisseurs

Répression en pleine classe !

Le 18 janvier 2010, deux personnes de l'inspection d'académie sont arrivées dans la classe de Gilles Lehmann, instituteur à Condat-sur-Vienne, lui demandant s'il allait effectuer le protocole d'évaluation de CM2 programmé au niveau national. Devant son refus — campagne engagée par les Désobéisseurs — il a été immédiatement suspendu et un remplaçant a pris la suite des cours. Il est accusé de "désorganiser le service public". Les syndicats ont signalé que de très nombreux enseignants ont également refusé de faire ces tests d'évaluation, comme en 2009. Une manifestation de soutien s'est tenue le 22 janvier 2010 à Limoges lors de la convocation de Gilles Lehman devant l'inspecteur d'académie. <http://resistance-pedagogique.blog4ever.com/blog>.

Pour la liberté d'avortement

On a l'impression parfois qu'il y a une vraie coupure sur la question de l'avortement. Une association anti-avortement a commandé un sondage à l'Ifop. Reconnaissons le mérite au quotidien *La Croix* d'en avoir publié les résultats dans son édition du 4 mars 2010... des résultats fort éloignés de la pensée de l'Eglise catholique !

85 % des femmes interrogées (94 % chez les cadres et professions intellectuelles) se prononcent pour la liberté d'avortement alors que seules 7 % y sont opposées (8 % sans opinion). 61 % des femmes estiment qu'il y a trop d'avortements... car comme le pensent 83 % des femmes sondées, un avortement a des conséquences au minimum psychologiques.



▲ Dessin de Dino paru dans *La Brique* n°8, www.labrique.net.

Médias

■ **Savoie : Radio Alto (94.8),** résidence La Madeleine, 73340 Leschraignes, tél. : 04 79 54 19 89, www.radioalto.info. Cette radio associative située dans les Bauges programme des émissions sur l'environnement et la mise en valeur du cadre de vie. Il y a en particulier l'émission *Alter Actif* (mardi à 18h, mercredi à 4h, jeudi à 20h15, vendredi à 10h, samedi à 18h) qui présente des acteurs engagés dans les alternatives : écoconstruction, énergies renouvelables, santé, éducation alternative, jardinage bio... Egalement *Les racines du futur* qui présente les actions des associations et des gens qui font bouger les Bauges, *Coton tige* qui nettoie les oreilles avec des débats politiques et sociologiques...

■ **Le Poulpe multipotent,** Institut Pacôme, 7, rue de l'Aimant, 67000 Strasbourg, <http://institutpacome.free.fr>. Revue bricolo-écologie pour la jeunesse qui paraît tous les six mois. Les deux pages de BD parues dans le numéro de mars 2010 "le B.A.Ba du jardinage de Buch-à-

Barbiche" en sont extraites et son auteur a été présenté dans le premier reportage du numéro de janvier 2010. Le n°3 (l'eau), le n°4 (la folie) et bientôt le n°5 (les abeilles) sont disponibles contre 5 € l'un + 2 € de frais de port forfaitaire. D'autres publications sont présentées sur le site internet.

Médias alternatifs en difficulté

La crise a des conséquences de plus en plus sensibles sur le taux de réabonnement des revues alternatives. Nous recevons de multiples appels à l'aide. Après **Le Ravi** qui a réussi à réunir la somme nécessaire fin 2009 pour poursuivre, nous avons reçu depuis début 2010, des appels à l'aide de **Cassandra**, de **Transrural**, d'**Esprit Village**... et il y a sans doute des revues qui s'arrêtent sans que nous le sachions.

■ **Le Ravi**, La Tchatche, 11, boulevard National, 13001 Marseille, tél. : 04 91 08 78 77, www.leravi.org.

Échange publicitaire



FEVE, Formation et expérimentation AU VIVRE ENSEMBLE

Suite à une rencontre forte avec Rajagopal, un leader indien non-violent (voir entretien dans le numéro de Silence de janvier 2010) et après une année de réflexions intenses, la communauté de l'Arche de Saint-Antoine, dans l'Isère, lance le projet FÈVE dont le premier cycle débutera en octobre 2010.

La communauté de l'Arche de Saint-Antoine expérimente le Vivre Ensemble par des moyens non-violents depuis 1987. Elle fait partie de la Communauté de l'Arche, Non Violence et Spiritualité, fondée par Lanza del Vasto, qui expérimente la vie communautaire depuis plus de 60 ans.

La FÈVE vise à donner un bagage solide de formation à la non-violence et d'expérimentation du Vivre ensemble à des personnes de 22 à 35 ans qui sont en recherche ou en réflexion sur leur avenir et/ou qui souhaitent se mettre en route pour participer à des projets qui comportent une dimension collective, en cohérence avec leurs valeurs. Ce projet a aussi pour objectif de créer un réseau de soutien et de partage d'initiatives, en lien avec la communauté de l'Arche de Saint-Antoine.

Il s'agit d'un cycle de formation de deux ans.

La première année se déroule au sein de la communauté de Saint-Antoine, afin de vivre une expérience collective concrète (activités et services communautaires). Une formation théorique transmise par des intervenants extérieurs et internes à la communauté complète cette mise en pratique (Jean-Marie Muller, Thomas d'Ansembourg, Bernard Ginisty, Hervé Ott, Elena Lasida, Rajagopal P.V., entre autres...)

La deuxième année est structurée par des regroupements, sur la gestion de groupe, la mise en place et l'accompagnement de projet. Pour ceux qui le souhaitent, elle peut être complétée par la poursuite de la formation communautaire. Cela permet une implication plus importante dans le fonctionnement de la communauté, et un approfondissement des savoir-faire visant à l'autonomie (faire le pain, plomberie, électricité, etc.) avec l'aide d'un tuteur.

Le temps de crise actuel que vit notre société révèle un réel besoin de changement. Le modèle social des dernières décennies, fondé sur l'individualisme, la compétition et la poursuite de la réussite économique, n'est plus souhaitable.

Au niveau humain, il a induit la rupture des liens sociaux traditionnels, sans les remplacer par d'autres. La plupart des hommes et des femmes de notre société vivent dans une grande solitude.

Au niveau économique, il a normalisé un système où le profit économique justifie tout, même les pires injustices. En plus, il n'est pas extensible à l'ensemble de la planète : de moins en moins de personnes peuvent se le payer.

Au niveau écologique, il conduit à la destruction de la planète.

Il est nécessaire alors de réapprendre l'art du « Vivre Ensemble » : la relation, le partage, l'agir ensemble pour le bien de tous. Réapprendre la richesse d'une vie simple fondée sur la solidarité humaine et le respect de la création. Apprendre aussi à nous positionner de façon non-violente face à l'injustice.

Notre époque nous invite à construire l'avenir en mettant en place des projets alternatifs différents des propositions traditionnelles. Il nous faudra réinventer le travail, une nouvelle façon de gagner notre vie, une nouvelle façon de vivre, une nouvelle façon d'être. Nous devons réapprendre à devenir vraiment des acteurs de notre société avec d'autres et ne plus attendre qu'on nous apporte des solutions pour notre avenir : cet avenir, nous devons le créer de nos cœurs et de nos mains. Et il peut être très beau.

Chaque jour naissent de nouveaux projets qui vont dans ce sens. Si certains d'entre eux aboutissent, beaucoup échouent, souvent à cause de conflits mal gérés. Vivre ensemble, ça s'apprend !

Margalida Reus,
responsable de la communauté

■ FÈVE Arche de Saint-Antoine 38160 Saint-Antoine-l'Abbaye,
tél. : 04.76.36.45.97, www.feve-nv.com

■ **Cassandre**, Horschamp 16, rue Girardon, 75018 Paris, tél. : 01 40 35 00 98, www.horschamp.org.
 ■ **Transrural initiatives**, 2, rue Paul-Escudier, 75009 Paris, tél. : 01 48 74 52 88, www.transrural-initiatives.org.
 ■ **Esprit Village**, La Caillère, 61100 La Carneille, www.village.tm.fr.

Séjours pour enfants

Le Petit prince

Le *Petit prince* est une association qui organise des séjours pour les enfants avec comme objectifs d'utiliser la relation à la nature comme vecteur d'entraide, de solidarité, d'efforts et aussi de joie ; de faire l'apprentissage de l'autonomie et de son corollaire la responsabilisation ; de susciter le respect de soi pour éveiller celui de l'autre et celui de la nature ; de favoriser ainsi l'émergence de valeurs citoyennes sans avoir à les imposer de l'extérieur ; d'éveiller aux questions du bien-être, de l'alimentation, de l'équilibre du corps, à l'écoute des besoins, et leur satisfaction par des voies positives. Tout cela pour susciter le goût de la vie et l'ouverture aux autres. L'association propose pour cela des activités incluant les jeux coopératifs, le théâtre-action, la cuisine de plantes sauvages, le bivouac dans la nature... Centre de vacances dans un château en Auvergne. *Le Petit prince*, 11, chemin de Lauris, 84160 Cadenet, tél. : 04 90 68 10 00, www.lepetitprince.asso.fr.

Val-de-Marne

Tous les maquis !

Le groupe *Tous les maquis* est un groupe de la fédération anarchiste dans le Val-de-Marne. Il rassemble des personnes de Saint-Maur-des-Fossés, Créteil et des environs. Plusieurs membres de ce groupe préparent et animent l'émission écolo-libertaire *Les Mangeux d'Terre*, diffusée sur Radio libertaire le 1^{er} lundi du mois à 18h00. (89.4 Mhz en région parisienne et sur internet : rl.federation-anarchiste.org) contact de l'émission : lesmangeuxdeterre@no-log.org. Le groupe travaille sur la question de la décroissance libertaire (réunions, débats, articles...). Contact du groupe : touslesmaquis@voilà.fr.

Morbihan

Le pot commun

L'association *Le Pot commun* est née en 2004 avec comme objectif de redynamiser le lien social et culturel à Rochefort-en-Terre. L'association a ouvert *Le café de la Pente* où l'on trouve une épicerie-groupe d'achat... et deux associations : *Ingalân* (promotion et développement du commerce équitable en Bretagne revendiquant la notion Nord/Nord) et *Souliers* (promotion du cinéma d'animation amateur en milieu rural). Cinq salariés et une dizaine de bénévoles travaillent dans les locaux. En octobre 2009, le bâtiment dans lequel ils sont installés est mis en vente et il est décidé de l'acheter pour ne pas disparaître. Il est possible d'aider soit en faisant un don à l'association, soit en prenant contact pour acheter des parts de la société en constitution. *Association Le Pot commun*, *Le café de la Pente*, 9, route du Vieux-Bourg, 56220 Rochefort-en-Terre, tél. : 02 97 43 40 11.



Espagne

Une assurance éthique et solidaire

Après les banques alternatives, les Espagnols sont en train de débattre d'étendre le concept aux assurances. Celles-ci représentent effectivement une part importante des placements financiers. La réflexion pourrait déboucher sur

une nouvelle forme de... mutuelle basée sur la transparence des placements. Pour ceux qui lisent l'espagnol, on peut en savoir plus sur le site www.ethsi.net.

Lozère

De pierres et de plantes

L'association *De pierres et de plantes* propose l'échange des plantes médicinales en toute liberté. Pas d'argent, juste des

échanges sous toutes les formes souhaitées : bénévolat, volontariat, stage, troc, Sel, Jeu, don... Le jardin est ouvert de mars à novembre, en été, il faut prévenir au moins quinze jours à l'avance de sa venue. Le jardin est ouvert pour des rencontres éveillées entre fanas de tisanes, pour partager de jolis instants, se reposer, jardiner, apprendre, bricoler... et sauver des terrasses fragiles. *De pierres et de plantes*, 48800 Pied-de-Borne, tél. : 04 66 46 40 04.

Marseille

A vos cartons !

Il est possible de faire son mobilier en cartons... en recyclant de vieux emballages. A vos cartons propose soit des meubles au design contemporain tout fait, soit des plans pour les réaliser, soit des ateliers pour vous accompagner dans la réalisation de vos propres meubles (autour de Marseille). *A vos cartons*, Stéphanie Santoromito, tél. : 06 10 64 60 03, www.avoscartons.com.



EPR

Aucune chance de s'exporter !

Selon une étude de l'Agence internationale de l'énergie et de l'Agence pour l'énergie nucléaire, le prix du mégawattheure devrait être pour l'EPR compris entre 56 et 92 \$ contre 29 à 42 \$ pour les réacteurs Kepco en Corée du Sud, 30 à 44 \$ pour le réacteur chinois CPR-1000 et 43 à 68 \$ pour le réacteur russe VVER-1150. Donc l'EPR français est deux fois trop cher pour pouvoir s'exporter.

Fermeture du dernier surgénérateur

Alors que Superphénix qui n'a jamais fonctionné correctement, a été arrêté en juin 1997 ; il restait un autre surgénérateur encore en fonctionnement : celui de Marcoule, Phénix, qui avec une puissance quatre fois moindre, a à peu près fonctionné. Le 12 sep-

tembre 2009, le CEA et EDF ont annoncé son arrêt définitif. Il était âgé de 35 ans. Cette technologie utilise du plutonium au lieu de l'uranium et du sodium comme fluide caloporteur au lieu de la vapeur d'eau. Le sodium a la particularité de s'enflammer au contact de l'air et d'exploser au contact de l'eau, ce qui en rend la manipulation très difficile. Tellement difficile que depuis 1997, il n'a toujours pas été possible de le sortir du réacteur Superphénix où il y en a 5000 tonnes.

Brennilis

Démantèlement reporté

Ce petit réacteur (70 MW) qui n'a fonctionné que 18 ans (1967 à 1985) aurait pu servir de modèle pour s'essayer au démantèlement d'un réacteur nucléaire. Mais depuis 1985, les difficultés s'accumulent. De 1985 à 1997, il a été procédé à l'arrêt du réacteur. De 1997 à 2006, au nettoyage des parties externes. La troisième phase devait être organisée à partir de 2006, mais le 6 juin

Qu'est-ce que vous voulez savoir ? Ce qu'est un déchet à vie longue ? Si on prend le chlore 36, il y en aura pour un million d'années.

Quant à savoir si les fûts de confinement vont fuir, eh bien oui, ce sera le cas un jour.

Jean-Paul Baillet, secrétaire général de l'Andra, dans un moment d'énervement, lors d'une réunion sur l'enfouissement des déchets qui s'est tenue le 1^{er} juillet 2009 à Auxon, dans l'Aube.

2007, le Réseau Sortir du nucléaire a obtenu l'annulation du décret autorisant les travaux devant le Conseil d'Etat; montrant que le dossier déposé par EDF n'est pas complet. Le Réseau rend alors publics des documents indiquant des pollutions dont les plus dangereuses contiennent du plutonium. Une nouvelle enquête publique se déroule et, le 15 mars 2010, les commissaires donnent un avis négatif. Ils demandent un inventaire de l'état radiologique, relèvent l'absence de lieu de stockage pour les déchets (un site n'est pas prévu à Bugey avant 2014). Ils constatent que rien ne presse : plus on attend, plus la radioactivité diminue. Ils condamnent donc l'empressionnement d'EDF qui voudrait prouver qu'un

démantèlement est possible... A noter que le coût annoncé de l'opération a déjà été multiplié par 20 depuis 1985. Le 28 mars 2010, le Réseau Sortir du nucléaire a demandé qu'un débat national soit organisé sur la question du démantèlement pour savoir qui va payer. Il rappelle que la cour des comptes a estimé que les réserves financières d'EDF pour le démantèlement des autres réacteurs sont pour le moment "embryonnaires" : ce sont des centaines de milliards d'euros (on parle d'au moins 300 !) qu'il va falloir sortir ! Qui va payer ? Une pétition est en ligne pour appuyer la demande de débat : <http://www.sortirdu nucléaire.org/dossiers/petition-debat-demantèlement.html>

Echange publicitaire



▼ Le réacteur de Brennilis... en pleine nature.



10 réacteurs à l'arrêt

Alors que les antinucléaires se mobilisent pour obtenir la fermeture du premier réacteur à eau pressurisée de Fessenheim, voici ce qu'il en est des réacteurs déjà arrêtés en France :

• Brennilis	1967-1985	18 ans
• Bugey 1	1972-1994	22 ans
• Chinon A1	1963-1973	10 ans
• Chinon A2	1965-1985	20 ans
• Chinon A3	1966-1990	24 ans
• Chooz A	1966-1991	25 ans
• Creys-Malville (Superphénix)	1986-1997	13 ans
• Marcoule (Phénix)	1974-2009	35 ans
• Saint-Laurent 1	1969-1990	21 ans
• Saint-Laurent 2	1971-1992	21 ans

Seul réacteur à avoir dépassé l'âge de Fessenheim, le réacteur Phénix a connu plus de dix ans d'arrêt à partir de 1990. Il n'a été maintenu en fonctionnement que parce qu'il était le seul réacteur surgénérateur. Cela a coûté une fortune.



Militarisation

Les énergies alternatives sous le contrôle de l'armée ? Le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, organisme dépendant des Ministères de la Défense et de l'Industrie, créé en 1945 pour mettre en place la bombe atomique, vient de changer de nom pour devenir le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (décret du 10 mars 2010). Les photopiles étaient déjà fortement militarisées (elles ont été initialement produites pour alimenter des satellites militaires). L'armée va maintenant essayer de contrôler les autres sources d'énergie !

Lorraine

De l'OTAN à EDF

EDF devrait installer d'ici 2012, 425 hectares de photopiles sur l'ancienne base militaire de l'OTAN à Toul-Rosières (Meurthe-et-Moselle) dont les terrains appartiennent à l'Etat. Cela représente une puissance de 143 MW. Ce sera la plus grosse centrale solaire de France. Le chantier de deux ans emploiera 150 personnes. La centrale en emploiera ensuite une quinzaine.

Manche

Première commune chez Enercoop

La commune de Chefresne, à quelques kilomètres de Flamanville, s'était prononcée en

2005 contre la construction de l'EPR. Elle a ensuite essayé de s'opposer au projet de nouvelles lignes THT. Profitant du renouvellement du contrat de fourniture d'électricité, la commune a fait un appel d'offres incluant une clause éthique et environnementale... Et, le 18 mars 2010, c'est Enercoop qui a fait la meilleure offre. C'est la première commune cliente pour l'opérateur qui garantit un approvisionnement 100 % renouvelable. L'offre est un peu plus chère que d'autres opérateurs, mais la commune a fait ce choix en mettant en place en parallèle un diagnostic pour économiser l'électricité et rester à budget constant. A cette date, Enercoop compte 4800 clients particuliers et 700 professionnels (dont les locaux de S!lence). *Enercoop, 11, rue des Réglises, 75020 Paris, tél. : 0811 093 099, www.enercoop.fr.*

Dubaï

Un immeuble de grande hauteur à énergie positive ?



Jusqu'à maintenant, les immeubles de grande hauteur sont des gouffres énergétiques. Un bureau d'étude *Studied impact* a présenté à Dubaï un projet d'immeuble de 50 étages (130 000 m²) qui produirait jusqu'à 10 fois plus d'énergie qu'il n'en consomme. Pour cela l'immeuble est construit à l'arrière d'un four à concentration solaire. Des miroirs convergent vers une conduite où l'eau est vaporisée à 500°C, vapeur qui fait tourner des turbines. Au sommet de l'immeuble, se trouverait une grande éolienne de 5 MW (les plus grosses existantes aujourd'hui). Les parois extérieures restantes seraient de plus tapissées de photopiles. Au total, la tour produirait chaque année environ 20 000 kWh de plus qu'elle n'en

Tous pour les renouvelables

L'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, a publié début mars 2010 son baromètre sur les Français et les énergies renouvelables : 97 % d'entre eux sont favorables au développement des énergies renouvelables. Un chiffre stable depuis quatre ans. 85 % sont capables de citer au moins une énergie renouvelable... contre 68 % en 2005. Le solaire est vu comme l'énergie la plus propre : 96 % sont favorables à l'installation de capteurs sur des bâtiments publics, 88 % sur un toit voisin de son habitation... 97 % sur son propre toit. Les éoliennes arrivent en deuxième, mais posent des problèmes d'esthétisme pour 61 % des sondés et de nuisances sonores (pour 58 %) et les gens souhaitent majoritairement qu'elles soient à plus d'un km de chez soi.



Danemark : exportateur d'électricité éolienne.

En 2009, l'électricité éolienne a atteint 19 % de la production du pays. Mais cela avec de grosses variations. Certains jours ventés, la production éolienne a couvert ponctuellement la totalité de la consommation et des exportations ont même eu lieu vers la Pologne. Le gouvernement s'est fixé comme but de diminuer sa consommation totale d'énergie de 2 % d'ici 2011 et 4 % d'ici 2020... afin qu'en 2025, la consommation soit la même qu'en 1975.

consomme... ce qui rembourserait ce que consomme sa construction en moins de vingt ans. Pour que cela marche, il ne faut pas qu'il y ait d'ombre sur l'immeuble, ce qui est en contradiction avec un habitat dense. Quant au prix, il doit être faramineux. Images sur <http://studiedimpact.com/sustainable5.shtml>.

Eolien

■ Sénégal : parc près de Dakar.

Le gouvernement sénégalais a annoncé le 9 mars 2010 le lancement de la construction d'un parc éolien à Taïba Ndiaye (5 km de la côte atlantique, à 80 km au nord de Dakar) d'une puissance de 125 MW. Les éoliennes devraient fonctionner dès 2011.

■ Aude : quatre éoliennes à démonter ?

Le parc éolien de Névian (21 machines de 72 m de haut), à proximité de Narbonne, est-il installé trop près des lieux d'habitation d'une famille propriétaire du domaine viticole de Bouquignan qui sont au pied des mâts ? Le 4 février 2010, le tribunal de grande instance de Montpellier a jugé que oui. Non seulement la Compagnie des Vents propriétaire est condamnée à verser 500 000 € pour trouble visuel entraînant une perte de valeur foncière, mais en plus, le tribunal demande que soient démontées les quatre éoliennes les plus proches des habitations. L'industriel a fait appel. (*L'Indépendant*, 6 mars 2010).

Kenya

Le poids des haricots verts

Ils viennent du Kenya, sont bien rangés dans des barquettes et sont vendus dans les magasins et même sur les marchés : les haricots verts du Kenya. Dans ce pays, ils occupent 10 % des terres agricoles, les meilleures. Le Kenya en exporte 25 000 tonnes par an. Le haricot vert nécessite 2000 tonnes d'eau à l'hectare. Une aberration dans un pays où un dixième de la population ne dispose que de deux litres d'eau par jour pour survivre. On ne parle même pas du kérosène qu'il faut pour les amener chez nous. (source : *Eaux et rivières de Bretagne*, hiver 2010)

Commerce équitable

Le grand n'importe quoi...

Une publicité parue dans le *Courrier international*, début mars 2010, montre le dirigeant d'AlterEco, Tristan Lecomte, très fier de son contrat de téléphone portable. La publicité est pour un des trois opérateurs de téléphonie mobile. Alors que ces trois opérateurs ont été condamnés fin 2005 à 534 millions d'euros d'amendes pour s'être entendus pour pratiquer des prix élevés sur le dos du consommateur, le slogan de la pub est "Le commerce équitable ne s'arrête jamais, mon opérateur l'a

compris". Nul doute que le message est bon pour l'opérateur, mais pour le commerce équitable ? Un gros chèque pour Alter Eco sans doute, chèque redistribué à tous les petits producteurs... qui eux n'ont sans doute pas encore de téléphones portables.

Courir ici pour aider là-bas

L'association de solidarité internationale Oxfam organise les 12 et 13 juin 2010 dans le parc du Morvan une nouvelle édition d'une marche sportive par équipes. Chaque équipe de quatre personnes parcourt 100 km en moins de 30 h. Pour s'inscrire à la course, chaque équipe s'engage à col-

lecter pour au moins 1500 € de dons qui serviront à des projets suivis par Oxfam dans le Sud. Cette course se tient dans un pays différent depuis 1981 (elle a commencé à Hong-Kong). Cette course en France marquera la 10^e édition. *Oxfam France - Agir ici, 104, rue Oberkampf, 75011 Paris, tél : 01 56 98 24 40, www.oxfamfrance.org.*



Eric DeMidi & Tineke D'Hase / Oxfam



De la hauteur du pédalier

Pour éviter que les pédales ne touchent le sol lorsque l'on penche le vélo, les VTT ont souvent des pédaliers rehaussés (entre 30 et 35 cm entre la pédale à l'horizontale et le sol au lieu de 27,5 cm sur les vélos classiques). Une petite modification technique... qui a des conséquences politiques ! Pour pédaler de manière efficace, il faut remonter la selle jusqu'à ce que, talon posé sur la pédale, la jambe soit tendue. Lorsque c'est le cas, pour vous arrêter avec un vélo clas-

sique, vous pouvez tout juste mettre la pointe du pied par terre en penchant un peu le vélo. Si, comme sur les VTT (et parfois les VTC) le pédalier est plus haut, le seul moyen de mettre pied à terre (et cela arrive souvent en ville), est soit de descendre de la selle à chaque fois, soit de baisser la selle... ce que font la plupart des utilisateurs amateurs.

Conséquence : avec une jambe qui n'est alors plus dépliée à chaque tour de pédale, on se fatigue très vite... et on se dégoutte alors du vélo. La mode pour les enfants étant au VTT, en achetant ce type de vélo, au pédalier rehaussé, vous leur donnez l'impression que le vélo est très fatigant. Mieux vaut opter pour des pédaliers à hauteur de 27,5 cm. (source : *CADR Mulhouse*)

Bus cyclistes

Présente dans plusieurs villes (nombre d'itinéraires : Toulouse 41, Paris 39, Chambéry 8, Marseille 4, Lyon 4, Bordeaux 2, Grenoble 2, Mulhouse 2, Aix-en-Provence 1, Reims 1, Nice 1) l'association Bus cyclistes propose des itinéraires groupés pour les

personnes qui font la liaison domicile-travail à vélo et qui souhaitent emprunter des itinéraires les moins dangereux possibles. *Organisation Bus Cyclistes, Le Clos des Cèdres 1, A33, 20, rue Victor-Hugo, 31700 Cornebarrieu, tél. : 06 29 61 66 85, www.buscyclistes.org.*

Lyon

Pour une ville sans voiture

Un nouveau collectif lyonnais *Pour une ville sans voiture* reprend le flambeau de l'association *Regroupement pour une ville sans voiture*, qui s'est dissoute. Figure de proue des militants cyclistes des années 1990, cette association compte parmi ses coups d'éclat l'organisation de manifestations à vélo, dont une action sous le tunnel de

Fourvière, et la diffusion régulière de tracts et d'un journal *L'illusion*. Tout cela à une époque où la voiture était reine à Lyon et le vélo totalement absent des considérations politiques. Même si le discours s'est infléchi, beaucoup reste à faire pour lutter contre l'idéologie de la voiture. Le collectif se mobilise actuellement contre la construction d'un parking des Tables Claudiennes. Ce nouveau parking ne peut se faire en souterrain... à cause de la richesse archéologique du sous-sol et se fera donc en immeuble dans un des quartiers anciens les plus denses d'Europe, la Croix-Rousse, absolument pas prévu pour accueillir des voitures. Un quartier qui a vocation à devenir piéton. Pour plus d'informations et pour rejoindre le collectif :

<http://sansvoitures.free.fr>.
Contact : sansvoitures@yahoo.fr.





Transports

■ **Morts de la route.** Trois tués sur quatre sont des hommes de même que deux blessés sur trois. Les 18-25 ans représentent 21 % des tués, 22 % des blessés... alors qu'ils ne représentent que 9 % de la population. 16,5 % des victimes sont des motards... alors qu'ils ne représentent qu'1 % du trafic !

■ **Place de la voiture.** Selon les statistiques de l'Insee, en 2006, 9,1 % du territoire est "artificialisé" (20 % en Ile-de-France). Ces 9,1 % se partagent ainsi : 1,4 % pour le bâti (logement, usines, commerces...), 3,9 % pour les sols "nus" (gazon, chantiers, terrains vagues)... et 3,7 % pour les routes et les parkings. La voiture, qui, à 90 %, a comme fonction d'occuper une place de stationnement, nécessite donc plus du double de surface que le bâti (2,64 exactement) !



Les Greenwashers lavent plus vert

Les "Greenwashers" ont frappé à l'occasion du salon de l'automobile de Genève le 12 mars 2010. Ces spécialistes en éco-blanchiment sont allés verdir un 4x4 d'une sous-marque de Renault, Dacia, pour déculpabiliser les clients potentiels quant à son impact sur le climat. Se réappropriant la fameuse phrase du chef de l'Etat français : "L'écologie, ça commence à bien faire" et "Oui à la croissance verte", ils ont distribué des badges à l'image de Claude Allègre, leur mentor, ainsi que des lunettes vertes permettant de verdir la réalité automobile, alors que d'autres recouvraient le 4x4 d'un tissu vert. A travers cette action, les militants d'Agir pour l'environnement dénoncent le double langage devenu coutumier du marketing automobile. Leur slogan : "Vous avez un problème d'environnement ? Nous sommes

là pour verdir artificiellement votre image !". Voir <http://j.mp/LesGreenWashers>. Agir pour l'environnement, 2, rue du Nord, 75018 Paris.

Montagne

Et si vous changiez d'approche ?

L'association *Mountain wilderness* lance pour la quatrième fois un concours 'Et si vous changiez d'approche ?' qui propose, hors technicité d'une sortie en montagne, de raconter sous une forme de son choix (écrit, photo, dessin...) comment vous vous êtes organisé pour faire cette sortie en utilisant le moins possible de moyen de transport polluant, comment vous vous êtes appuyés sur les ressources locales et avez été solidaires avec les habitants de la montagne. Le concours est ouvert jusqu'au 15 septembre 2010. *Mountain wilderness*, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 01 89 08, www.mountainwilderness.fr.

Hautes-Alpes

Retour de l'A51 !

L'autoroute A51 entre Grenoble et Marseille par la vallée de la Durance n'a jamais été complètement réalisée : le passage dans les montagnes du Trièves se révélant fort coûteux.

Les écologistes pensaient avoir obtenu l'abandon du projet depuis 2005... mais voici que des élus des Hautes-Alpes ont relancé le projet au moment des élections régionales et que Michel Vauzelle, candidat socialiste, leur a donné son soutien.

Europe-Ecologie a immédiatement réagi en rappelant qu'avec la somme que cela coûterait (2,5 milliards d'euros), il y avait mieux à faire : améliorer les liaisons ferroviaires entre Grenoble et Veynes, percement d'un tunnel pour rejoindre Briançon à la vallée de Suze et donc s'ouvrir à l'Italie, réouverture de la ligne Sisteron-Digne pour faire le lien avec la ligne Digne-Nice, électrification des lignes, et quand même amélioration des nationales existantes. Dossier sur <http://provence.regions-europe-ecologie.fr>.

Faune

■ **Portugal : animaux de cirque interdits.** Les cirques ne pourront plus faire de spectacles au Portugal avec des animaux sauvages, ceci en vertu d'un décret paru le 13 octobre 2009. Les associations demandent localement l'extension de cette mesure aux zoos et aux laboratoires de recherche.

■ **Allemagne : fin des poules en batterie.** Les œufs de poules élevées en batterie sont interdits en Allemagne depuis le 1^{er} janvier 2010. De fait, la mesure était déjà appliquée dès le mois d'octobre 2009. En magasin, on ne trouve plus que des œufs bio ou des œufs de poules élevées en plein air. En France, selon *Alliance végétarienne de France*, sur 14 milliards d'œufs produits par an, 80 % sont issus de poules en batterie.

■ **Délinquance des amis des animaux.** Dans le cadre d'un projet de loi visant à moderniser le droit en faveur de la chasse, déposé le 15 mars 2010, par Pierre Martin, sénateur, on découvre le projet de création d'un "Observatoire de la délinquance et défense de la cause animale". A la lecture du projet de loi, on s'aperçoit que c'est surtout les manifestations contre les chasses à courre qui gênent le sénateur.



Déballons en grande surface

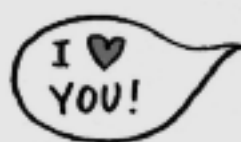
Et si l'on obligeait les commerçants, en commençant par les grandes surfaces à installer une plate-forme de déballeage visant à offrir la possibilité au consommateur d'enlever tout emballage superflu... ce qui permettrait de laisser ce déchet à la charge du supermarché une fois le produit acheté. Si cela ne relève pas de la réduction des déchets, cela devrait inciter ces magasins à demander à leurs fournisseurs des modes d'emballage moins abusifs... "Ai-je le droit de laisser mes emballages au supermarché ?" a demandé un journaliste de *Rue89* à la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution (FCD). Le président de cette organisation a répondu par la positive au nom de la "satisfaction-client" mais il s'est dit opposé à la mise en place d'une plate-forme obligatoire envisagée dans le cadre du Grenelle II. Le *Cniid*,

Centre national d'information indépendante sur les déchets, rappelle que chaque année en France au moins 4,8 millions de tonnes d'emballages sont mises sur le marché. Une telle plate-forme peut limiter un peu les emballages, mais ne changera pas globalement le problème : pour éviter les emballages, il faudrait des systèmes de consigne et des transports courts, ce qui est à l'opposé de la politique actuelle des grandes enseignes. Mieux vaut acheter, quand c'est possible, ses produits localement, non emballés. *Cniid*, 21, rue Alexandre-Dumas 75011 Paris, tél. : 01 55 78 28 60, www.cniid.org.





société



paix



Etats-unis

Obama met en place la sécurité sociale

Cela faisait un siècle que les présidents démocrates essayaient de mettre en place une couverture sociale pour tous les Etats-

uniens... car actuellement les 10 % les plus pauvres ne bénéficiaient d'aucune aide maladie, ce secteur relevant du privé. Le 22 mars 2010, Obama a réussi à faire adopter son projet. Alors qu'en France, on nous parle sans cesse du déficit de la sécurité sociale, cet engagement du président des Etats-Unis montre bien qu'il ne s'agit que d'un choix politique.

Irlande

Un sur quatre

One in four, c'est le nom pris par l'association nationale de lutte contre la pédophilie en Irlande. *One in four* signifie un sur quatre. C'est en effet la proportion actuellement admise des enfants victimes de sévices sexuels lors de leur passage dans une institution religieuse. 300 000 personnes (pour six millions d'habitants) ont déjà témoigné d'actes de pédophilie au sein de l'Eglise catholique entre 1950 et aujourd'hui.



Ultime Atome

Plusieurs associations ont lancé une campagne pour demander au président de la République d'organiser un référendum sur la question du désarmement nucléaire. Ceci au moment où la France participe à la révision du Traité de non prolifération, traité qu'elle viole en renouvelant son armement nucléaire ou au lieu de le démanteler. Pour prendre connaissance de la campagne : ACDN, 31, rue de Cormier, 13100 Saintes, tél. : 06 73 50 76 61, www.acdn.net.

cours expo-jeunes *La non-violence, une force pour agir* destinée aux collégiens, lycéens et adultes. Une malle *Jeux coopératifs* accompagnée d'une formation à destination des équipes d'enseignants, d'animateurs et d'éducateurs avec deux versions : 3-6 ans et 6-12 ans. Pour plus de détails sur le contenu, les conditions de location, les tarifs... www.non-violence-mp.org, crnv.midi-pyrenees@wanadoo.fr ou tél. : 05 61 78 66 80.

Education à la non-violence

Le Centre de ressources sur la non-violence de Midi-Pyrénées propose trois outils pédagogiques. Une mallette *Sensibilisation à la gestion des conflits à l'école* destinée aux enseignants de l'école primaire et aux éducateurs. Un par-



Bidoche

Le lobby de la bidoche vous salue bien

Lecteurs de *Silence*, voilà ce qui s'appelle un septième épisode. Il n'est pas impossible que vous en ayez soupé, de la bidoche. Il y a de quoi, croyez-moi sur parole. Mais c'est pire pour tous ceux qui ont fait profession de défendre envers et contre toute la société la viande industrielle. Je vous l'avoue, je les plains — hypocritement bien sûr.

Le cœur nucléaire du lobby de la bidoche, en France, s'appelle le Centre d'information des viandes, ou CIV. Information ? Évidemment, cela commence mal. Le CIV est dirigé par un homme appelé Louis Orenga, chargé "d'informer", mais payé par les filières industrielles et en partie par l'État, via le ministère de l'Agriculture. On cherchera, mais en vain, une meilleure définition du mot lobby. Orenga est aussi l'auteur d'un livre intitulé *La Communication collective*, dans lequel il fait preuve d'un sens on ne peut plus madré du marketing. Livre publié par une discrète association appelée *Stratégie et communication collective*. Parmi ses membres, outre le CIV, on retrouve l'essentiel du lobby de la viande et de l'agroalimentaire.

Citation impeccable d'Orenga, qui nous éloigne quelque peu du rôle revendiqué de journaliste : "La mise en place d'une marque collective s'inscrit, la plupart du temps, dans une perspective à long terme qui relève du marketing stratégique pour influencer à terme sur les évolutions d'un marché". Eh bien, c'est dit : il s'agit donc de conquérir des parts commerciales.

Rions un peu avec la technique du speed dating, qui permet de rencontrer le plus grand nombre possible d'éventuels partenaires amoureux en multipliant les face-à-face d'une durée de sept minutes. Inventée

dans les bars de Manhattan, l'idée a franchi l'Atlantique il y a quelques années, avant d'être détournée par le CIV, qui sait ce que rigolade veut dire. Le 27 mai 2008, dans le café parisien Le Louchebem — "boucher" en argot —, des professionnels de l'élevage ont répondu, sur ce modèle, à un panel soigneusement sélectionné de consommateurs. Au chapitre des questions posées, le transport des moutons vers l'abattoir, le bien-être des bovins d'élevage, les conditions d'élevage des veaux. Les gagnants partageaient avec un week-end gastronomique en cadeau.

Pour le reste, faisons confiance à votre sagacité, et dans le doute, n'hésitez pas à consulter le livre. Juste un mot sur cet excellent ami de la viande qu'est l'expert multicarte Jean-Marie Bourre. Chercheur à l'Inserm, membre de l'Académie de médecine, ce noble pourfendeur des peurs alimentaires a publié chez Odile Jacob un livre retentissant : *Les Aliments de l'intelligence et du plaisir*. Dans l'ouvrage, avec une finesse qui l'honore, Bourre s'en prend aux végétariens, qui "synthétisent moins d'albumine que les omnivores, ce qui constitue un signe de malnutrition".

Un tel connaisseur ne pouvait manquer d'être remarqué par *Le Monde* 2, qui lui a accordé le 26 août 2006 un long entretien d'où il ressort que les "terroristes alimentaires" sont parvenus à imposer la "phobie du gras". Au long d'un propos général, le nutritionniste parvient comme par enchantement à défendre les viandes, la charcuterie et les graisses animales comme autant d'aliments indispensables pour que notre cerveau ne nous laisse pas tomber brutalement. Ce que le lecteur ne saura pas, c'est que Bourre est, au moment où il parle, président du Centre d'information sur les charcuteries, payé par les industriels de la saucisse. Le reste, tout le reste est à l'avenant. Ne me dites pas que vous êtes étonnés.

Fabrice Nicolino

Fabrice nicolino est l'auteur du livre *Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde* (édition Les liens qui libèrent, Paris)





Islande

93 % contre le remboursement

En pleine crise boursière, la banque islandaise Icesave a emprunté 3,9 milliards d'euros au Royaume-Uni et aux Pays-Bas. Mais elle n'a pas les moyens de rembourser et le parlement n'a rien trouvé de mieux que de demander aux 300 000 Islandais de rembourser eux-mêmes... Le chef d'Etat, Olafur Ragnar Grimsson, ayant refusé de signer le projet de loi, il a fallu recourir au référendum. Le remboursement aurait représenté 100 euros par mois et par habitant pendant huit ans !

Le 6 mars 2010, les Islandais ont voté à 93,3 % contre ce projet de loi, et 1,7 % pour !

Elections régionales

■ La montée de l'abstention.

Le taux officiel d'abstention pour le premier tour de ces élections a atteint 53,63 % en métropole (de 37,62 % en Corse à 58,45 % en Lorraine) auquel il faut ajouter 3,72 % de bulletins blancs ou nuls. Seuls 18,9 millions de Français se sont exprimés. Dans les banlieues pauvres, c'est encore pire : on atteint parfois les 75 % d'abstention. Ceci relativise toutes les autres analyses que l'on peut faire.

Ces chiffres sont en plus sous-estimés : ils oublient les personnes qui sont en âge de voter et qui ne s'inscrivent même plus sur les listes électorales. Il y a en France plus de 50 millions de personnes en âge de voter (sur 65,4 millions d'habitants) et seulement 44 millions d'inscrits.

Le taux réel d'abstention est donc de 62 %. Cela signifie, par exemple, que si Europe-Ecologie fait 12,5 % des votes exprimés, cela ne correspond qu'à... 4,75 % des Français.

■ Progression des écologistes.

La liste Europe Ecologie a confirmé son excellent score des élections européennes avec donc 12,5 % des voix.

Cela va de 8,48 % en Champagne-Ardenne à 17,83 % en Rhône-Alpes.

■ Premières listes décroissantes.

Aux élections européennes, une liste avait été présentée, mais sans se donner les moyens d'être visible, pour un résultat anecdotique.

Cette fois-ci, il y a de vraies listes en Alsace (1,61 % 8376 voix) et en Franche-Comté (1,12 %, 4471 voix). Il y avait aussi des candidats décroissants sur des listes multipartites en Bretagne et en Limousin.

■ Écologistes indépendants.

Si Antoine Waechter a rejoint Europe Ecologie en Alsace, l'Alliance écologiste indépendante (MEI, France en Action, Génération écologie) a été reconduite dans 9 régions pour des résultats allant de 3,87 % en Languedoc-Roussillon à 1,40 % en Ile-de-France.

■ Gauche anticapitaliste.

Le Front de gauche (parti de gauche + PC + Alternatifs) a tiré son épingle du jeu avec 6,1 % des voix. Il fait des scores importants en Limousin (13,13 % avec le NPA) et en Auvergne (14,24 %). Le NPA, Nouveau parti anticapitaliste, est lui retombé au niveau de l'ancienne LCR (3,4%), aux côtés de Lutte ouvrière (1,1 %).

■ Nantes : rejet du projet d'aéroport.

Le résultat des votes à Notre-Dame-des-Landes est sans appel : le candidat d'Europe Ecologie y fait 33,33 % et celle du Modem (engagé contre le projet) fait 19,09 %, le Front de gauche également opposé fait 5,98 %. L'UMP pro-aéroport ne fait que 17,09 % et le candidat PS pro-aéroport 12,82 %.

Reste maintenant à respecter la démocratie (voir ci-après).

■ **Accords Verts-PS.** Au niveau national, les Verts ont demandé un calendrier prévoyant une baisse de 40 % des émissions des gaz à effet de serre d'ici 2016, le PS ne propose que 20 %. Le PS s'est vanté de ne rien avoir lâché sur le nucléaire.

En Ile-de-France, Les Verts et le Front de gauche défendaient un pass Navigo à tarif unique (actuellement plus on est pauvre, plus on habite loin et plus on paie cher !). Ils ont obtenu qu'il soit mis en place dans un délai de deux ans.

En Aquitaine, les Verts ont demandé l'abandon du projet de ligne LGV entre Bordeaux et l'Espagne au profit d'une amélioration des lignes TER. L'amélioration du TER a été acceptée, mais pour la LGV, le PS n'accepte que de faire des études complémentaires avec la participation des associations (donc débat bidon).

En Pays-de-Loire, les Verts ont demandé l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes. Cela leur a été refusé : la région ne financera rien, mais le

DEMANDEZ DES COMPTES À VOTRE BANQUIER



Depuis le 1^{er} mars 2010, la loi oblige les banquiers à faire preuve de transparence sur leurs activités dans les paradis fiscaux. Une campagne *Stop paradis fiscaux* a été lancée par un collectif regroupant CFDT, CGT, Snui, Solidaires, Attac, CCFD-Terre Solidaire, Oxfam France-Agir Ici et de la Plate forme paradis fiscaux et judiciaires. Chacun-e est invité-e à envoyer une lettre à son banquier et à lui demander des comptes. Mais la loi n'oblige les banquiers à répondre que sur les paradis recensés sur une liste officielle... laquelle ne comprend malheureusement pas grand monde : les îles Caïmans, le Luxembourg, la Suisse, le Liechtenstein et autres îles Vierges britanniques n'y figurent pas. www.stopparadisfiscaux.fr.

PS envisage quand même de faire des "prêts" remboursables à l'Etat en faveur de l'aéroport (démocratie enterrée).

En région Provence-Alpes-Côte d'Azur, les Verts ont demandé le retrait des aides accordées au réacteur Iter (152 millions) au profit de la maîtrise de l'énergie et des énergies renouvelables. Le PS a refusé de revenir sur ce budget, mais s'est engagé à ne plus donner un euro de plus pour le nucléaire.

En Rhône-Alpes, les Verts ont obtenu l'abandon de toute aide à

des projets routiers (ce qui devrait bloquer le projet de doublement de l'autoroute entre Lyon et Saint-Etienne) et de tout consacrer au train (et aux cars en Ardèche).

■ 263 élu/es Europe-Ecologie.

Les listes Europe-Ecologie ont obtenu 263 élu/es (sur 1881 et donc 14 % des sièges) dont 50 en Ile-de-France, 37 en Rhône-Alpes, 18 en Pays-de-Loire et en Provence, 15 en Midi-Pyrénées...

Échange publicitaire

BON POUR UN DEMI TARIF

Naturavignon®

THEME : 'L'ÉCOLOGIE AU QUOTIDIEN, UNE URGENCE CITOYENNE !'

8 & 9 Mai 2010 AVIGNON

Domaine de la Souvine - Route de Bel Air
84140 Montfavet - AVIGNON

ENTRÉE TARIF NORMAL 6 €
DEMI TARIF 3 €
sur présentation de ce document

ENTRÉE GRATUITE
-10 ans, étudiants, chômeurs, RSA, handicapés, ou présentation d'un justificatif officiel.

15^{ème} Fête Ecobiologique

● GRAND MARCHÉ ÉCOLOGIQUE ET ARTISANAL (250 EXPOSANTS) : producteurs bio, artisans locaux, locaux et solidaires, prévention et santé, bien-être, habitat éco, économie d'énergie, énergies renouvelables, commerce du commerce équitable, voyage associatif (10-20). ● 20 CONFÉRENCES ● 20 ATELIERS ADULTES ● 2 STAGES ● 11 FILMS ● ESPACE PÉDAGOGIQUE POUR LES JEUNES DE 10 à 25 ANS : 45 ateliers encadrés d'un GRAND JEU CONCOURS (1^{er} PRIZ : un stage ÉNERGIES RENOUVELABLES au DANEMARK) ● ESPACE DÉTENTE ET RESTAURATION EN MUSIQUE : SAMEDI 18h INAUGURATION OFFICIELLE 1) Marie-Anne STAUFFENBERGER médien intergéné (SAMEDI : 11h45, 15h, 18h15 ; DIMANCHE : 12h, 15h, 18h15). 2) Jean-Yves CHETAIL, auteur-compositeur-interprète engagé (SAMEDI : 12h30, 18h ; DIMANCHE : 12h30, 15h30). 3) ASSOCIATION PLANÈTE BLEUE club chorale Avignon (SAMEDI : 14h15, 17h30 ; DIMANCHE : 18h15, 19h15). 4) LE QUARTET CALYPSO STEEL BAND (SAMEDI : 16h, 18h ; DIMANCHE : 16h, 17h). 5) DÉFILE DE MODE ÉCO-ÉTHIQUE ET CHIC : DIMANCHE 18h. 6) L'ARVÉL FRUITEUX : moulin-chaudière à l'Arrière de l'Arrière. 7) SAMEDI 18h : BAL TRADITIONNEL JOLIE 10 musiciens sur scène (SAMEDI 18h : ATELIER DANSES TRADITIONNELLES pour se préparer au bal). 8) DIMANCHE 18h : RENDEZ-VOUS BOUVE DE 30 RECOMMANDÉS AUX ADONANTS DU GRAND JEU CONCOURS ENCADRANT LES 40 ATELIERS JEUNES ● EXPOSITIONS ET DEMONSTRATIONS ● GRANDS PARKINGS GRATUITS ● BUS 2 ou 30 le dimanche : arrêt Souvine (C2) TOUT SUR LE SITE : www.nir84.org Mail : contact@nir84.org

Organisation : A.V.E.N.I.R. Association Vauclusienne d'Éducation aux Énergies Non-polluantes, Indépendantes et Renouvelables BP 37 - 84143 MONTFAVET Cedex 3
Préparé avec le soutien financier de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur



agenda



santé

dans la rue

femmes



politique, société



habitat



paix



fêtes, foires, salons



nord / sud



énergie



Genève : pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roulland*, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.



Drôme : Avec les réfugiés climatiques, jusqu'au 30 mai, exposition photo du collectif Argos sur les régions où des déplacements de population sont déjà en cours. *Centre du patrimoine arménien*, 14, rue Louis-Gallet, 26000 Valence, tél. : 04 75 80 13 00, www.patrimoinearmenien.org.



Puy-de-Dôme : 3^e Humus, 1^{er} et 2 mai, foire écoécologique dans la tradition de l'éducation populaire avec de nombreuses conférences et ateliers. Samedi à 11h, *L'apport des vaccinations à la santé publique : la réalité derrière le mythe* avec Michel Georget ; à 13h, *La science et le citoyen* avec Jacques Testart ; à 15h, *Les OGM sous toutes les facettes* avec Christian Vélot ; à 17h, *Les effets des champs électromagnétiques sur la santé* avec Pierre Le Ruz, Criel-Rem. Dimanche, à 11h, *Le génie du sol vivant, clés pour une révolution de l'humus* avec Bernard Bertrand ; à 13h : *l'immunité du vivant* avec Gilles Grosmond ; à 15h, *Refonder la Pac en faveur d'une agriculture paysanne, écologique, créatrice d'emplois et d'une alimentation de qualité pour tout le monde* avec Aurélie Trouvé, Attac ; à 17h : *Le rôle vital et méconnu des champignons dans la vie des plantes* avec Marc-André Selosse. Ateliers : plantes sauvages, cuisiner l'ortie, pâte végétale, BRP, gîte à insectes, logiciels libres... Spectacles, contes, musique. *Association Humus chez Anne et Thierry Trontin*, Marionton, 63290 Châteldon, tél. : 04 73 94 68 08 ou 04 73 94 90 55, <http://foire-ecobiologique-humus-châteldon.fr>.



Arras : 9^e salon du livre d'expression populaire et de critique sociale, 1^{er} mai, quartier des arts. Débats, conférences, interventions artistiques, lectures, prix, stands, etc... *Colères du Présent*, 61, grand Place, 62000 Arras, tél. : 06 89 19 23 88 (Didier Andreau), www.coleresdupresent.com.



Nantes : véloration, 1^{er} mai. En restant groupés avec nos vélos (ou tandem, roller...), nous créons une zone libérée de l'automobile, montrant ainsi que son règne n'est pas une fatalité. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec des sympathiques banderoles ! *Rendez-vous chaque premier samedi du mois à 14h, place Royale*. www.velorution.org.



Paris : véloration, 1^{er} mai à 14h, place du Châtelet, www.velorution.org.



Bretagne : 7^e foire bio et alternative, 1^{er} et 2 mai à Riec-sur-Belton. *ABC*, Jean-Pierre Andrieux, 9, chemin de Kerdavid, 29340 Riec-sur-Belton, tél. : 02 98 06 93 62, www.agribio-cornouaille.org.



Lille : véloroutes, 1^{er} et 2 mai, avec les associations Adav, AF3V et Rando-vélo, deux jours de promenades à vélo dans l'agglomération pour découvrir les voies vertes et les véloroutes réalisées ou en projet. *Adav*, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 86 17 25, www.droitauvelo.org.



Rhône : Franch'vert, 2 mai au parc public du Grillon, à Francheville, marché du jardin et du développement durable. *Mairie*, 1, rue du Robert, 69340 Francheville, tél. : 04 72 16 35 95.



Val-d'Oise : Bernard, ni dieu, ni chaussettes, 3 mai à 20h30, cinéma Utopia, à Saint-Ouen-l'Aumône, film sur un agriculteur anarchiste du Centre. Débat avec le réalisateur Pascal Boucher et lecture de poésies et textes de Gaston Couté. *Cinéma Utopia*, 1, place Pierre-Mendès-France, 95310 Saint-Ouen-l'Aumône, www.cinemas-utopia.org/saintouen.



Essonne : eau chaude et chauffage solaire thermique, 4 mai à 20h, Pépinière d'entreprises, 31, avenue de Gaulle, à Viry-Châtillon, comment profiter d'une énergie gratuite pour économiser sur sa consommation d'énergie. *SoliCités*, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 97 91, www.solicites.org.



Aude : les plantes compagnes du verger, 4 mai, journée de formation à Rouvenac co-organisée avec Nature & Progrès Aude. *Le chant du pissenlit*, La Bouichère, 11140 Galinagues, tél. : 04 68 20 90 82, www.lechantdupissenlit.org.



Toulouse : l'éducation populaire aujourd'hui, 5 mai, 20 h, à l'ESC, 20 boulevard Lascaresses (M^e Compans-Caffarelli), table-ronde avec le mouvement Freinet, le CEMEA et la Ligue de l'enseignement. *GREP-MP*, 5, rue des Gestes, BP 71340, 31013 Toulouse cedex 6, tél. : 05 61 13 60 61, www.grep-mp.org.



Bouches-du-Rhône : ma banque, je la change ou j'en change, 5 mai à 18h30 à la maison des associations de La Ciotat. Débat avec Béatrice Chauvin de la Nef, organisé par le groupe local d'Attac, maison des Associations, place Evariste-Gras, 13600 La Ciotat, <http://local.attac.org/13/laciotat>.



Essonne : cosmétiques, jardinage, ménage, les trucs de grands-mères, 6 mai de 12h à 14h, MJC Maryse-Bastie, 12, place René-Coty, à Viry-Châtillon. Repas possible sur réservation. *SoliCités*, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 97 91, www.solicites.org.



Ardèche : l'accueil du nouveau-né, 7 mai, à 19h, aux Jardins intérieurs, quartier les Buis, à Saint-Privat. Rencontre entre parents, futurs parents et professionnels de santé. *Réseau naissance allaitement*, tél. : 04 75 93 16 86 (Emilie).



Ain : Festival un autre monde, 7 et 8 mai à Montluel, village associatif, animations, concerts, tables rondes... MJC de la 3CM, *Festival un autre monde*, chemin de la Portelle, 01120 Montluel, culture@mjc-3cm.org.



Paris : indépendance, servitude, soumission des médias, 7 mai à 19h, à la bibliothèque La Rue (M^eBlanche), débat organisé par le groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, avec Henri Maler d'Acrimed. *La Rue*, 10, rue Robert-Planquette, 75018 Paris.



Bas-Rhin : enduits de terre crue, 7 mai à 10h à Sparsbach, stage pratique. *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Paris : Festival des résistances et des alternatives, 7 au 17 mai. Vendredi 7 : Ouverture au Jardin d'Alice (40, rue de la Chapelle, 18^e). Samedi 8 : Offensive Illégaliste. Dimanche 9 : Ville et Gentrification à Eco Box (37, rue Pajol, 18^e). Lundi 10 : Le sens du travail. Mardi 11 : Squat et lutte pour le logement. Mercredi 12 : Enfermement. Jeudi 13 : Sextax. Vendredi 14 : Ecologie aux Murs à Pêches (Montreuil). Samedi 15 : Afrique et alimentation à Beaulieu. Dimanche 16 : questions d'éducation, à la CNT (33, rue des Vignoles, 20^e). Lundi 17 : Construire l'anarchie. Mardi 18 : Bourgeoisie, à la maison des Métalos (94, rue Jean-Pierre-Timbaud, 11^e). Programme complet : <http://frap.samizdat.net>.



Evry : 30 ans d'échanges de savoir, 7 et 8 mai aux Arènes de l'Agora, rencontres à l'occasion des 30 ans de la fondation des réseaux d'échanges réciproques de savoirs. Le 7 à 20h30 : théâtre *Pas sage* à l'acte suivi de *Les*

vacances. Le 8, à 9h30, table-ronde *Création collective, une démarche sociale et citoyenne* ; 14h30 : foire aux savoirs avec les réseaux du département de l'Essonne ; 19h : repas convivial ; 20h30 : soirée festive. *Réseau échanges réciproques de savoirs*, 38, allée Jean-Rostand, 91000 Evry, tél. : 01 64 97 09 38, www.rers.evry.fr.



Rhône : initiation à la résolution non-violente des conflits, 8 mai, 9h30 à 17h à Vénissieux. Permettre à chacun de porter un regard différent sur sa relations aux conflits, à l'autorité, au pouvoir, sur ses peurs et ses évitements. *Ifman Rhône-Loire*, 20, rue de l'Antienne-Gare, 69200 Vénissieux, tél. : 04 77 89 20 28, www.ifman.fr.



Paris : salon du livre libertaire, 8 et 9 mai à l'Espace des Blancs-Manteaux, 48, rue Vieille-du-Temple, 75004 Paris, M^e Hôtel-de-Ville, une centaine d'éditeurs et d'auteurs, livres et presse expositions, débats... Entrée à prix libre. *Salon du livre libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : 01 48 05 34 08, <http://salonlivrelibertaire.radio-libertaire.org>.



Drôme : journée jardinage, 8 mai, initiation à l'agro-écologie, découverte des plantations. *Les Amanins*, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.



Allier : concevoir, construire ou rénover, 8 mai au Mayet-de-Montagne, journée de formation sur l'utilisation rationnelle de l'énergie (efficacité, sobriété), recours aux énergies renouvelables, avec des techniciens, des producteurs d'énergie, des fabricants : conception bioclimatique, systèmes de chauffage, ventilation, électricité, assainissement... *Aprומר*, Canivet, 03250 Le Mayet-de-Montagne, tél. : 04 70 59 37 34, www.apromer.fr.



Haut-Rhin : oiseaux, êtres humains et agriculture, 8 et 9 mai, à la ferme de Bergenbach, stage animé par Hans Christian Zehnter (biologiste) et Jean-Michel Florin (formateur au Mouvement de culture bio-dynamique). *Mouvement de culture bio-dynamique*, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 29 24 36 41, www.bio-dynamie.org.



Avignon : 15^e Naturavignon, 8 et 9 mai, sur le thème "L'écologie au quotidien : une urgence citoyenne". Marché biologique et artisanal, espace pédagogique pour les jeunes avec 40 ateliers et 20 conférences, bal folk le samedi soir. *Avenir*, BP 87, 84143 Montfavet cedex 3, tél. : 09 54 18 24 57, avenir84.org.



Seine-et-Loire : apiculture, 8 et 9 mai, au domaine agricole de Saint-Laurent, près de Cluny, formation animée par Anne Wanner (apicultrice) et Thierry Bordage (apiculteur). *Mouvement de culture bio-dynamique*, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 29 24 36 41, www.bio-dynamie.org.



Bouches-du-Rhône : stage découverte éco-construction, 8 et 9 mai, découverte de l'habitat bio-climatique et des techniques d'éco-construction. *Le Loubatas*, BP 16, 13860 Peyrolles, tél. : 04 42 670 670, www.loubatas.org.



Seine-et-Loire : pépète lumière, 8 et 9 mai à Montagny-sur-Grosne, deux jours sur les arts au naturel : musique, poésie, land-art... *Association Pépète lumière*, Les Jeans martins, 71520 Montagny-sur-Grosne, tél. : 06 15 60 90 91, www.pepete-lumiere.com.



Ille-et-Vilaine : je réalise des murs en bottes de paille, 8 et 9 mai, jardin de saules, à Bazouges-sous-Hédé, *Les amis du petit patrimoine*, 2, rue de la Lande, 35630 Bazouges-sous-Hédé, tél. : 02 99 45 52 22, <http://lesamisdupetitpat.free.fr>.



Lyon : rencontres européennes pour un service civil de paix, 8 et 9 mai. Les rencontres annuelles du Réseau européen pour un service civil de paix (EN.CPS) et de l'ONG internationale Nonviolent Peaceforce se tiendront à Lyon du 6 au 10 mai prochain. En France, c'est surtout l'intervention civile de paix (ICP) en zones de conflit qui est développée. A l'occasion de ces rencontres, le Man, Mouvement pour une alternative non-violente organise des événements publics. Le samedi 8 à 15h aura lieu une marche non-violente et festive sur les quais du Rhône, avec des stands d'information ainsi que des animations sur l'esplanade du pont de la Guillotière. Le dimanche 9 mai, une conférence réunissant des acteurs de terrain et des personnalités politiques est organisée sur le thème L'Europe, un projet de paix. Elle se déroulera à la Maison des Passages, 44, rue Saint-Georges, Lyon 5^e, de 10h à 13h. Ces actions s'inscrivent dans le prolongement de la campagne de plaidoyer Européen, Votons pour la paix ! (www.civilpeace.eu). *Paola Caillat*, Man Lyon, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, lyon2010@non-violence.fr, tél. : 06 87 09 13 30.



Gard : Trucs et astuces du jardinier, 9 mai, Saint-Jean-du-Gard, 70 exposants, thème de l'année : les aromatiques. Outre un potager géant, des visites de jardins, des ateliers pratiques... Conférences sur les techniques de culture, les plantes bio-indicatrices, les engrais naturels, la transformation en cuisine... *Les Dimanches Verts*, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél. : 04 66 85 32 18, www.dimanchesverts.org.



Isère : 9^e salon de la nature, 9 mai à la salle sports et loisirs de Saint-Georges-d'Espéranche. *Association Espace Terre, mairie*, 38790 Saint-Georges-d'Espéranche, tél. : 06 73 30 38 15.



Seine-et-Marne : 2^e Jardin autrement, 9 mai, 1, rue de Longuelet à Chevry-Cossigny. Echanges de plantes, de graines, de plants de légumes, ateliers pratiques et réalisations écologiques, débat avec un agriculteur bio de la commune, stands associatifs. *Autrement*, 2, rue de Cossigny, 77173 Chevry-Cossigny, tél. : 01 60 62 00 06, asso.autrement@live.fr et *Tout simplement*, 1, rue du Longuelet, 77173 Chevry-Cossigny, tél. : 01 64 05 69 79, tout simplement@aliceadsl.fr.



Bas-Rhin : enduits décoratifs à la chaux, 10 mai à 9h à Pfaffenhoffen, stage pratique sur chantier. *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Drôme : pédagogie coopérative, 12 mai, mise en pratique d'une éco-pédagogie, place de l'accompagnateur, approche psycho-pédagogique des comportements. *Les Amanins*, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.



Colmar : 29^e foire éco-bio, 13 au 17 mai au Parc Expo, 400 exposants, thème de l'année : Terre unique, biens communs. De très nombreuses animations de qualité. **Judi** 13, 13h, la vie dans la forêt équatoriale ; 13h : faut-il avoir peur des champs électromagnétiques ; 15h : table-ronde les biens communs, enjeu collectif ; 17h : biodiversité et avenir de la planète ; 19h : film l'ortie, fée de la résistance. **Vendredi** 14, 13h : la vie cachée des sols ; 13h : fabriquer ses produits d'entretien soi-même ; 15h : table-ronde : il n'y a pas d'étrangers sur cette Terre ; 17h : le nouveau de la traction animale ; 17h : le photovoltaïque, pas n'importe comment ; 15h, 17h et 19h : la trilogie du film *Le Titanic apicole*. **Samedi** 15, 13h : les toitures végétalisées ; 13h : à l'origine de la crise climatique ; 15h :



éducation



Bio bio formation



environnement



films, spectacles, culture



décroissance

agenda



table-ronde **réchauffement climatique, que faire concrètement ?**, 19h : film *Déchets, le cauchemar du nucléaire*. **Dimanche 16**, 11h : forum *Accueillir la vie, préparation de la femme et du couple*, 13h : la qualité de l'eau, de l'eau de qualité ; 13h : la biodiversité du jardin à l'assiette ; 15h : table-ronde comment jardiner pour la planète ? ; 15h : apprendre c'est naturel ; 17h : le capitalisme peut-il gérer les biens communs de l'humanité ? **Lundi 17**, 13h : l'auto-guérison ; 15h : la terre n'est qu'un seul pays. Programme complet : Association éco-bio Alsace, 27, rue du Canal, 68570 Soultzmatt, tél. : 09 77 69 11 23, www.foireecobioalsace.fr.



Indre : festival Chapitre Nature, 13 au 16 mai dans le parc naturel de la Brenne, thème de l'année : "adaptation ou disparition ?". Salon du livre avec 40 auteurs invités. FOL36, BP 77, 23, boulevard de la Valla, 36002 Châteauroux, tél. : 02 54 61 34 67.



Haute-Vienne : dynamiser un groupe d'espéranto, 13 au 16 mai au Kvinpetalo, centre espérantiste de Bouresse, stage de trois jours, tél. : 06 07 31 67 81, www.kvinpetalo.org.



Morbihan : 9^e Festipaille, 14 au 16 mai au parc de Branféré, à Le Guerno. Rencontres nationales du réseau français de la construction paille. Vendredi : tables-rondes réservées aux professionnels. Week-end ouvert au public. Les Compailleurs, Liffert, 46100 Lunan, tél. : 09 600 99 500, www.compailleurs.fr.



Journée mondiale de l'objection de conscience, 15 mai, cette année en France, une campagne d'actions en soutien aux objecteurs du Paraguay a été retenue. UPF, BP 196, 75624 Paris cedex 13, tél. : 01 45 86 08 75, www.unionpacifiste.org.



Paris : liberté de circulation, 15 mai à partir de 14h, place Stalingrad (M^o Stalingrad ou Jaurès), village NoBorder (sans frontières) et débats sur les politiques migratoires, la situation des immigrés, le rôle des frontières et des nations... <http://parisactionday.noblogs.org>



Hautes-Alpes : la tête à l'an Vert, 15 mai à partir de 14h à Vauinière, entre Lus-la-Croix-Haute et Aspres-sur-Buech, ateliers d'éducation à l'environnement, observation des oiseaux. En soirée : randonnée gastronomique contée et musicale suivi d'un concert-bal de la parade nuptiale. Association La Bougeotte, Vitzoz & Pibault, Maison Achard, Les Meyries, 26150 Barsac, tél. : 04 75 21 37 05 ou 06 61 96 44 51, info@la-bougeotte.fr.



Lyon : veggie pride, 15 mai, place Bellecour, manifestation des personnes qui ne mangent pas d'animaux par respect des animaux. Sara : 06 15 18 80, David : 06 42 06 07 47, www.veggiepride.fr.



Jura : Fabrication d'un chauffe-eau solaire, stage les 15 et 16 mai. L'Inflorescence, M^o Lopin, 39570 Saint-Maur, tél. : 03 84 44 23 53, www.lesjardinsducoeur.webnode.com.



Paris : Pas de pub à la télé, 15 mai, 11 à 12h devant la Sorbonne, heure de silence pour la campagne du Man "Télévision : pas de publicité à destination des enfants", Man, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tel 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr.



Verdon : apiculture alternative, 15-16 mai, stage animé par Maurice Chaudière. Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 64 91 ou 04 66 30 00 55.



Belgique : rencontre sur la décroissance, 15 et 16 mai, organisée par le GRAPPE, Groupe de réflexion et d'action pour une politique écolo-

gique, le Mouvement politique des objecteurs de croissance, et la revue Entropia. GRAPPE, 26, rue Basse-Marcelle, B-5000 Namur, tél. : 081 23 09 69, www.grappebelgique.be.



Drôme : 19^e Naturellement, 15 et 16 mai, promenade de la Digue à Nyons, foire éco-biologique, 130 stands, conférences, ateliers... Ceder, 15, avenue Paul-Laurens, 26110 Nyons, tél. : 04 75 26 22 53.



Côtes d'Armor : 7^e fête du jardinage, 16 mai au centre régional d'initiation à la rivière, à Belle-Isle-en-Terre, jardinage bio, compostage, récupération d'eau de pluie, énergies renouvelables... Eaux et rivières de Bretagne, tél. : 02 96 43 08 39, <http://educatif.eau-et-rivieres.asso.fr>.



Nièvre : meubles en carton, 17 au 19 mai à Clamecy. Trois jours pour construire son mobilier. Renseignements et inscriptions : La Graineterie, 2, rue de la monnaie, 58500 Clamecy, tél. : 03 86 27 93 64, www.lagrainerie.com.



Essonne : les lobbies, 18 mai à 19h30 à la salle Georges-Brassens, 35, avenue de la Terrasse, à Juvisy-sur-Orge (RER Juvisy-sur-Orge), café-débat sur le rôle des lobbies en France et en Europe organisé par Attac-Val d'Orge, <http://local.attac.org/attac91/Comite-Val-d-Orge>.



Hautes-Pyrénées : 12^e festival d'Anères, 19 au 23 mai, festival du cinéma muet et piano parlant, avec en ouverture comme chaque année un film tourné pendant le week-end de Pâques avec les habitants du village. Remue-Ménages, café du village, 65150 Anères, tél. : 05 62 39 79 38, <http://festival.aneres.free.fr>.



Paris : Fête de la nature, 19 au 23 mai, dans les centres de loisirs, les écoles, sur le thème de la biodiversité. Organisé par l'UICN France, 26, rue Geoffroy Saint-Hilaire, 75005 Paris, tél. : 01 74 31 58 09 et le magazine Terre sauvage. Programme détaillé sur www.fetedelanature.com.



Lyon : Fauteurs d'OGM, 20 mai à 20h, film de Pierre Luu et Benoît Zollet suivi d'un débat avec Formation Action Citoyenne. Salle Léo-Ferré, MJC du Vieux Lyon, 5 place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 48 71.



Reims : The end of suburbia, 20 mai à 19h30, à la maison de la vie associative, 122, rue du Barbâtre, projection d'un film sur la fin du pétrole et du rêve américain suivi d'un débat. Entrée libre. Attac-Reims, tél. : 06 86 58 84 30, reims@attac.org.



Lyon : expédition de Silence, 20 et 21 mai. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.



Bas-Rhin : découverte des plantes sauvages, 21 mai à 14h à Sparsbach, balade et cueillette. Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Ardèche : forum de la convivialité, 21 au 23 mai à Vinezac, nombreux thèmes : du local au global, désaccoutumance à la croissance, appel à un revenu de vie, Copenhague et capitalisme vert... Boutique OPDL, 82 bis, rue Jean-Jaurès, 07600 Vals-les-Bains, tél. : 04 75 37 58 97.



Ain : les plantes pour soigner les plantes, 21-23 mai, séminaire animé par Eric Petitot, à Crozet. Association Kokopelli, Oasis, 131, impasse des Palmiers, 30100 Alès, tél. : 04 66 30 64 91 ou 04 66 30 00 55.



Gard : 2^e forum éco-habitat, 22 et 23 mai à Soudorgues. Habitat social, énergies renouvelables, phytoépuration collective, éco-hameau... Terre de Maurice, La Place, 30460 Soudorgues.



Drôme : biodiversité, 22 mai, à quoi sert-elle ? Comment la préserver. Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.



Bas-Rhin : construction en bottes de paille, 22 mai à 10h à Sparsbach, stage pratique. Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Somme : Eco & co, 22 mai à Cayeux-sur-Mer, rencontres écologiques et solidaires pour mettre en valeur les savoirs et savoir-faire locaux. Sensibilisation aux modes de vie "alternatifs" dans tous les domaines de la vie quotidienne : habitat sain, alimentation, jardinage et agriculture biologique, santé, éducation... Tables-rondes, débats, films... Entrée gratuite. www.ecoandco-baiedesomme.com.



Tours : marche des fiertés Lesbien, Gay, Bi et Transsexuel, 22 mai, 14h, place des Halles. Village associatif à l'arrivée et soirée à la salle Paul-Bert. www.lgpreregioncentre.org.



Doubs : rencontre inter-SEL, 22 mai à la salle des fêtes de Lougres, repas convivial suivi d'une bourse d'échange. Haut-Doubs-SEL, Maison pour tous, Les Longs traits, 11, rue Vullemin, 25300 Pontarlier, tél. : 03 81 46 25 22.



Hautes-Alpes : 3^e salon savoirs et saveurs de montagne, 22 et 23 mai, marché de producteurs (+ de 60 stands), démonstrations culinaires, ateliers du goût, débats et conférences. Slow food coolporteur, tél. : 04 92 57 92 32 ou 06 80 88 95 86, www.salon-saveursdemontagne.fr.



Nièvre : 1^{ers} éco-rencontres de l'habitat, 22 et 23 mai à Clamecy. Après deux éco-festivals, les rencontres se spécialisent sur le seul habitat. La Graineterie, 2, rue de la monnaie, 58500 Clamecy, tél. : 03 86 27 93 64, www.lagrainerie.com.



Drôme : Croquons nature, 23 mai à partir de 10h, square de la Mairie, à Saint-Marcel-lès-Valence, foire gourmande (bio et local), causerie "parcours de terre", ateliers, pique-nique... Collectif Terres en fête, www.croquonsnature.org, tél. : 06 80 15 70 76.



Var : 22^e foire bio de Signes, 23 mai au square Marcel-Pagnol, Nature & progrès Var, 1601, chemin Saint-Augustin, La Moutonne, 83260 La Crau, tél. : 04 94 57 73 57.



Haute-Garonne : 5^e foire bio et terroir, 23 mai à Arbas. Associations menant des actions écologiques, vendeurs et producteurs bio, textiles, librairies, cosmétiques, produits d'entretien, fruits, légumes, plants... Documentaires, jeux coopératifs, musique, balade à cheval... La Sève, le Chinchouret 31160 Arbas, tél. : 06 71 34 19 71.



Bas-Rhin : préparer ses boissons naturelles, 25 mai à 14h à Sparsbach, réalisation pratique de boissons à base de plantes du jardin. Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Strasbourg : fabriquer et entretenir un lombricompost, 25 mai à 18h30 au café artistique et culturel L'Artichaud. Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Paris : 8^e Images mouvements, 26 mai au 1^{er} juin au cinéma 5 Caumartin, 101, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, festival du cinéma d'Attac. Thème de l'année : la démesure, jusqu'à quand ? Cela sera décliné dans le domaine de la finance, de la production alimentaire, de la grande distribution, des ressources naturelles, des mégapoles, des libertés individuelles, de l'informa-

tique, de la recherche médicale, de l'anglais comme langue de domination... Programme : www.local.attac.org/images-mouvements.



Bas-Rhin : fabriquer ses produits d'entretien ménager, 26 mai à 14h à Sparsbach, stage pratique. Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Essonne : les réfugiés climatiques, 27 mai à 20h30, salle Pablo-Neruda, allée des Pervenches à Morsang-sur-Orge, rencontres avec le collectif Argos (Silence de décembre 2009) : qu'en est-il du déplacement des populations pour cause climatique ? Du 26 au 30 mai, exposition de photos du collectif sur le parvis du château de Morsang-sur-Orge. SoliCités, 13, rue Nungesser-et-Coli, 91170 Viry-Châtillon, tél. : 01 69 56 97 91, www.solicites.org.



Drôme : créer son projet écolo-gique, 28 mai, comment monter un projet, choix économiques, juridiques, relationnels... Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.



Paris : 8^e journées des Doulas, 28 et 29 mai à la Maison des associations solidaires, 10-18, rue des Terres-aucurés (13e). Thème de l'année : rencontres au cœur de la femme. Vendredi 28 à 10h : conférence sur l'allaitement maternel au 21^e siècle ; après-midi : ateliers, 20h : documentaire La lune en moi. Samedi : assemblée générale de l'association. Association Doulas de France, 6, square Baden-Powell, 35000 Rennes, www.doulas.info.



Bas-Rhin : les fleurs de Bach, 28 mai à 10h à Sparsbach, relation entre extraits de plantes et émotions. Ecotidienne, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél. : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.



Rhône : 12^e festival des dindes folles, 28 au 30 mai à Rivolet. Thème de l'année : tordu c'est pas droit ! Présence de labyrinthe, de miroirs déformants, de machines sonores dans un cadre champêtre, avec une organisation la plus écolo-citoyenne possible (toilettes sèches, matériaux sains... et une vingtaine de spectacles pendant le week-end : danse, musique, cirque, conte, théâtre, vidéo-projection, arts plastiques... Association Hippotofer, Pierre Filant, 69640 Rivolet, www.dindesfolles.com.



Loire : Eco-attitude, 28 au 30 mai au Scarabée, boulevard ouest, à Roanne, salon de l'environnement. Le Scarabée, rue du Marcelet, 42153 Riorges-Roanne, tél. : 04 77 69 37 35.



Charente : 6^e Fête de l'Ortie, 29 et 30 mai 2010, à Dignac, thème de l'année : "le livre nature". Association Ane, Fête de l'Ortie, Claude Richon, Les Sablons, 16320 Rougnac, amisedelanature.16@free.fr.



Saône-et-Loire : introduction au jardinage biodynamique, 29 et 30 mai, au domaine agricole de Saint-Laurent, près de Cluny, formation animée par Pierre Masson, conseiller en agriculture biodynamique. Mouvement de culture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél. : 03 29 24 36 41, www.bio-dynamie.org.



Hauts-de-Seine : assemblée générale de la Nef, 29 mai au cirque Franconi, parc de Saint-Cloud, avec des débats sur la crise économique actuelle, la transformation de la Nef en Banque éthique européenne, etc. La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne cedex, tél. : 04 72 69 08 60.



Arras : Broc à vélo, 29 mai, place du Théâtre. Ventes, achat, troc de vélos et d'équipements cyclistes. Adav, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél. : 03 20 86 17 25, www.droitauvelo.org.



agenda

Si vous désirez présenter **Silence** lors d'un de ces rendez-vous n'hésitez pas à nous contacter : 04 78 39 55 33 (Béatrice, le mardi et le jeudi de préférence)



Drôme : inauguration du centre des Amanins. 29 mai, présentation des lieux, animations diverses. Les Amanins, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.



Seine-Saint-Denis : 10^e Big brother award. 29 mai au théâtre de la Belle Étoile à Saint-Denis. Cérémonie de remise des prix aux institutions, sociétés ou personnes qui se sont distinguées pour leur mépris du droit fondamental à la vie privée ou par leur promotion de la surveillance et du contrôle des individus. Big Brother Awards France c/o CICP, 21^{er} rue Voltaire, 75011 Paris, <http://bigbrotherawards.eu.org>.



Pyrénées - Orientales : L'épouvantail contre attaque ! les 29 et 30 mai à Marcevol, 40 km à l'ouest de Perpignan. Sur un plateau existe

un hameau battu par les vents, au cœur des garrigues méditerranéennes. Le paysage étant pittoresque, une société immobilière écossaise et quelques élus locaux se sont mis en tête d'y construire un complexe touristique pharaonique, agrémenté d'un parcours de golf. C'est pour contrer cette malheureuse initiative qu'est née en 2004 l'association de protection du site de Marcevol. Elle ne cesse de dénoncer l'aberration du projet qui ne respecte ni l'histoire, ni l'environnement du site. Elle propose qu'un projet alternatif soit développé, mesuré, plus cohérent, collectif et qui prenne en compte la réalité écologique et sociale du site. Afin de mobiliser ses troupes et d'animer le territoire, l'association organise chaque printemps un événement autour du village. Cette année, ce sont des dizaines d'épouvantails qui vont se dresser contre le projet gol-

fique. L'objectif est d'effrayer les promoteurs et d'affirmer la vocation agricole du territoire. Samedi : formation avec les Désobéissants, construction des épouvantails, débat avec Yann Sourbier du hameau coopératif du Vieil Audon (Ardèche). Dimanche : balade et pose des épouvantails, pique-nique musical. Association pour la protection du site de Marcevol, place de l'Eglise, Marcevol, 66320 Arboussols, <http://affinitiz.com/space/marcevol>.



Saône-et-Loire : 2^e Festi'Lux, 29 mai à Lux, stands associatifs sur le thème "agir pour la planète, Mairie, 2, rue Raymond-Balaj, 71100 Lux.



Nantes : marche des fiertés Lesbien, Gay, Bi et Transsexuel. 29 mai. Centre LGBT, 49-51, rue Joffre, 44000 Nantes, tél. : 02 40 37 96 37, www.clgna.info.



Reims : formation à l'action directe non-violente, 29 et 30 mai, à l'initiative des Désobéissants, www.desobeir.net.



Arles : les paradis fiscaux, 29 mai à 15h, à la maison de la vie associative, salle Atrium, conférence-débat animée par Adrien Roux, IEP Aix-en-Provence. Attac-Arles, maison de la vie associative, boulevard des Lices, 13200 Arles, <http://local.attac.org/13/arles>.



Paris : formation à l'action directe non-violente, 31 mai à 19h30 à La Petite Rockette, 6, rue Saint-Maur (M^oVoltaire), à l'initiative des Désobéissants, www.desobeir.net.



annonces

Vivre ensemble

■ Cherchons contacts au **Portugal** pour prospecter en vue d'une éventuelle installation. Aimerions être logés contre aide (jardin, construction...) deux à trois heures par jour. Nous, couple franco-allemand, quatre enfants, tendance végétarienne et crudivore, non fumeurs, calmes, sans chiens. Cherchons également d'autres personnes souhaitant créer une tribu, sans chef ni gourou, basée sur l'authenticité émotionnelle. Marie Douiller, au Village, 32320 Bajian, mariedouiller@aliceadsl.fr, tél. : 05 62 70 05 95.

■ **Lyon : Cohabitation féminine et décroissante.** Je loue 2 chambres à Vénissieux (200 €TCC, au centre-ville, marchés, jardin collectif proche, métro-tram-bus), car je souhaite partager mon appartement (salon, cuisine, WC et SdB en commun) avec deux autres femmes désireuses comme moi de s'entraider vers plus de simplicité volontaire et de s'investir dans la vie locale. Pré-retraitée, j'ai 53 ans, j'aime lire, écrire, bricoler et jardiner. Les loyers serviraient à améliorer notre autonomie (isolation, cuisiner solaire etc.). Contact : 04 72 5114 28.

Agir ensemble

■ J'ai 53 ans et souhaiterais m'engager vers une décroissance volontaire. Marre du travail salarié. Si vous aussi vous avez envie de faire autre chose de votre vie, contactez-nous. Mon téléphone : 01 42 35 11 15, après 19h.

■ **Isère.** Ecolieu en construction organise chantier participatif du 19 juillet au 8 août 2010 : charpente, ossature bois, isolation paille sur ruine existante. Encadrement pro. Plus de détails sur <http://tilia.canalblog.com>, tiliaetcompagnie@yahoo.fr.

■ **Cheval.** Je cherche des personnes qui ont des chevaux pour passer une semaine avec eux cet été, pour quelques jours de randonnée à cheval. J'ai dix ans et je suis passionnée par les chevaux (galop 2). Angéline Claves, Canon, 32300 Miramont-d'Astarac, tél. : 06 84 50 16 05, cheval.angie@laposte.fr.

■ **Savoies.** Couple agriculteur, un enfant, deux ans et demi, en projet création éco-lieu, habitat groupé convivial et écologique autour de Chambéry-Aixles-Bains, cherche personnes motivées (famille avec enfants bienvenues) avec apport financier pour achat terrains, ferme... Statuts à définir ensemble (SCI). Lieu avec activités agricoles indépendantes possibles (entraide) ou formation GAEC, travail à l'extérieur... Florence Viard, tél. : 04 66 39 16 01, spiflo@voila.fr.

■ Etant sensible au rayonnement électromagnétique, je désire résider avec mon fils de 8 ans loin des antennes wifi, wimax, téléphones portables et lignes HT. Architecte, ayant des connaissances de construction en matériaux bio-compatibles, je cherche un écolieu au centre ou sud de la France, avec une possibilité d'habitat un peu à l'écart pour ne pas embêter les autres avec mon électrosensibilité. Si l'environnement s'y prête, je pourrais éventuellement piloter l'étude et le montage d'un centre d'accueil pour personnes électro-allergiques. E. Magnin, tél. : 05 46 37 99 30, btmagnin@orange.fr.

Echange

■ Echange (ou vends) vielle à roue plate type baroque, peu servi ; divers meubles, un poêle Jötul gros modèle... contre jument de trait ou roulotte ou grand châssis pour construire la roulotte nous-mêmes, ou chauffe-eau solaire ou matériel Prommata, ou arbres fruitiers, ou déshydrateur Excalibur. Marie Douiller, au Village, 32320 Bajian, mariedouiller@aliceadsl.fr, tél. : 05 62 70 05 95.

■ Echange appartement T3 dans maison avec jardin Lyon-Villeurbanne contre un autre logement partout en France. Philippe, tél. : 06 86 98 07 74.

Recherche

■ **Cuiseurs solaires.** Existe-t-il des rencontres, des expositions en France et en Espagne où l'on puisse comparer les différents modèles, boîtes, paraboles... ? Jean-Louis Martin, 326, chemin des Genêts, 30820 Caveirac.

Profs volontaires pour la Palestine.

Titulaires de l'éducation nationale ou de l'enseignement privé, poste à pourvoir : 1 maternelle, 1 élémentaire, pour l'école Le Petit Prince, à Bethlehem, pour une année scolaire minimum. www.ejepal.org, tél-fax : +972 274 8466, tél. mobile : +972 54 205 4861, Jacques Neno, coordonnateur : jneno@ejepal.org.

■ **Prof d'anglais :** échanges par courriels, entre enseignants et entre élèves de classes de CM, 4^e ou 3^e, Israéliens, Palestiniens et Européens, en vue d'organiser un jour des rencontres réelles : liberationpedagogique@orange.fr.

Emplois

■ **Bouches-du-Rhône.** Le centre Le Loubatas, centre d'éducation à l'environnement gérant un écosite en forêt méditerranéenne embauche un responsable technique, un cuisinier bio et un agent polyvalent (CDD CAE). Le Loubatas, Delphine Loiseau, 17, chemin neuf, BP16, 13860 Peyrolles-en-Provence, tél. : 04 42 67 06 70, www.loubatas.org.

Rencontres

■ **Dépt. 63.** Homme, 60 ans, cherche compagne pour vivre plus simplement. Décroissance dans beaucoup de domaines : alimentation, habitat, transports... mais surconsommation : militantisme, arts, érotisme... Tél. : 04 73 27 57 34.

Logement demande

■ **Colmar.** Je cherche une location F2 ou F3 meublée dans un rayon de 15 km à l'ouest de Colmar, appartement ou maison partagée ou gîte, de septembre 2010 à juin 2001 ou septembre à septembre. Mon fils a choisi d'être scolarisé (après avoir été instruit dans la vie) et j'ai choisi pour lui l'école Steiner de Colmar. Nous allons donc migrer de la Basse-Normandie vers le Haut-Rhin. joelle.chartier@gmail.com, tél. : 02 33 25 14 66.

■ **Dépts.04,05,06,83,** cherche maison au calme + terrain minimum 2000 m² pour petites cultures sous serres. Achat ou location. Egalement intéressé par récupération de serres en verre. lamaisondanslud@gmail.com.

Logement offre

■ **Aveyron.** A 7 km de Millau, au cœur du parc naturel régional des Grands Causses, Aguessac, village tous services, écoles, porte des gorges du Tarn. Maison de maître à vendre : murs épais en pierre, 430 m² sur deux niveaux + combles aménageables, 12 pièces dont 9 chambres, chauffage central fuel. Terrain 1600 m² constructible, dépendance 50 m², cave. Habitable en l'état avec quelques travaux plomberie. Idéal projet gîte, auberge ou habitat groupé. 295 000 €, tél. : 06 26 42 91 47.

Vacances

■ Offre du 20 mai au 20 juin (environ) grande maison centre ville Alès avec poules, chat et jardin à s'occuper. Recherche équivalent à La Rochelle ou entre la Rochelle et la Bretagne, mais à une autre période à définir, soit autre proposition que j'étudierai. dadel59@yahoo.fr, tél. : 04 34 24 44 02 ou 06 06 75 19 59.

■ Couple cherche échange de maison cet été pour deux semaines. Nous habitons à 8 km de Nantes, pays de Loire, grande région touristique. Pour renseignements, photos : c.pechet@free.fr, tél. : 02 40 68 05 12, 06 88 70 58 03 (Christian).

■ **Auvergne.** Un peu de douceur dans ce monde de brutes ! Amoureux de nature sauvage, de grand calme, d'essentiel et de créativité, nos gîtes rustiques et chaleureux sont pour vous, dans notre hameau isolé en montagne bourbonnaise (Allier). De profonds moments à vivre ! Pour se découvrir : Yves et Evelyn, tél. : 04 70 41 10 12, culic.lesmignards@wanadoo.fr.

■ **Guyane.** Je prête ma maison de juin à fin juillet (au plus tard) à personne ou famille désirant venir passer séjour dans endroit très calme, joli jardin, maison très confortable. En échange de présence et de calins à gros minet pas encombrant. Site isolé pour amoureux de la nature. Me contacter : 06 94 436 486 (décalage - 5heures !) ou icipatawa@hotmail.fr.

■ **Cantal.** Loue gîte 4 personnes (fermette 18^e siècle) avec grand verger dans hameau paisible en pleine nature. Promenades. Possibilités VTT et baignade dans lacs aménagés. Terrasse ombragée, chauffage poêle de masse au bois. Initiation gratuite à l'apiculture et au potager bio. www.versteven.be/zomerhuis-bob-liekens, tél. : 06 33 57 22 88.

Gratuités : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 2. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.



Christian Guérin

Quand la vannerie rencontre la poésie...

Si bon nombre d'artisans sont aujourd'hui complètement déconnectés de la matière qu'ils transforment, Christian Guérin n'envisage pas son métier sans une connaissance, un respect et une maîtrise profonde de cette matière première.

CE VANNIER DE LESCOUËT-GOUAREC, PETIT VILLAGE AU CENTRE DE LA BRETAGNE, PRODUIT ainsi sur quelques hectares la totalité de l'osier qu'il transforme dans son petit atelier. Produire semble d'ailleurs être un mot bien restrictif, tant la passion de Christian est visible et touchante. Pendant quelques jours, l'osiericulteur nous a emmené à la découverte de son intrigant petit monde, teinté d'une poésie émouvante.

"Salix fragilis, Alba vitellina, Purpurea, Viminalis..."

Cela se passera probablement comme cela si vous rendez visite à Christian : après avoir passé quelques minutes dans l'atelier de vannerie, l'artisan vous conduira avec impatience à la découverte de ses parcelles, qui résonneront d'un seul coup de multiples noms latins et autres sonorités plus lointaines. Car Christian cultive en effet près de 50 variétés d'osier et de saules. Et il y en a tant que l'osiericulteur a lui-même parfois du mal à s'y retrouver : "J'avais importé des osiers du Pays de Galles, au pif car c'était en anglais... J'ai commandé ceux dont les noms sonnaient bien à mes oreilles et je me suis retrouvé avec des trucs qui ne servent à rien. Mais je voulais tester d'autres espèces pour la vannerie ou le paysagisme car trop peu de producteurs font ce travail en France".

A voir Christian présenter ses osiers, on comprend vite l'importance de la passion qu'il voue à cette plante : chaque variété possède à ses yeux ses propriétés, ses couleurs mais aussi ses usages (pour la vannerie, l'ornement extérieur, la fabrication de meubles...). Une partie de sa récolte d'osier est alors revendue à des paysagistes et à d'autres osier-

riculteurs français. Les produits transformés sont, eux, vendus à toute une diversité de clients : "des particuliers, des boulangers mais j'ai aussi travaillé pour un poissonnier, une décoratrice d'intérieur ou des professionnels du spectacle sur un bateau de 9 mètres de long en osier".

Une autoformation

"Je ne concevais pas de faire mon métier sans produire ma matière. C'est ce qui m'a intéressé au départ : mon père est agriculteur et faisait ses paniers pour la ferme. L'idée, au départ, a donc été d'apprendre ce que mon père faisait, produire ma matière et éventuellement la revendre à d'autres vanniers. J'ai ensuite appris tout seul d'autres techniques et manières de faire en rencontrant des vanniers, en lisant des bouquins et surtout en faisant. Ça m'a toujours plu de faire ça, mais je ne pensais pas en faire un métier. Et par les hasards de la vie, par le fait de m'être retrouvé au chômage, etc... Je me suis dit, finalement est-ce que ça ne vaut pas le coup d'en faire une activité ?".

Christian est désormais totalement à l'aise dans son nouveau métier, même s'il reste difficile d'en vivre à temps complet. Il a donc fait le choix de conserver un mi-temps à l'extérieur, ce qui lui assure une certaine stabilité financière. Il gère relativement bien la conjugaison de ses deux activités, mais aimerait, évidemment, pouvoir un jour vivre pleinement de l'osier. Le vannier reste optimiste : "Ici, les marchés locaux se développent et les gens, finalement, reviennent au panier à provision. Ça se vend de plus en plus". Comme quoi, le développement des circuits courts alimentaires profite sans doute à plus de monde qu'on ne l'imagine...

Goulven Maréchal & Alexis Lis ■

■ Christian Guérin, Le Guernic, 22570 Lescouët-Gouarec, tél. : 02 96 24 20 67.

Vous pouvez écouter l'entretien effectué sur ce lieu sur www.duvertdanslesoreilles.fr.



Serge Corrieras

Journal d'un médecin de campagne

Essai photographique sur le quotidien d'un médecin de campagne (et un hommage à W. Eugene Smith, célèbre photographe engagé)

LE DOCTEUR JACKY FARRAT EXERCE SON ART DEPUIS UNE TRENTAINE D'ANNÉES À SAINT-SEURIN-DE-CURSAC, PETIT VILLAGE À UNE DIZAINE DE KILOMÈTRES AU NORD DE BLAYE, petite sous-préfecture du Nord-Gironde.

Son cabinet est ouvert aux consultations tous les matins, sans rendez-vous, il n'y a pas de secrétaire. Les après-midi sont consacrés aux visites à domicile, essentiellement à des personnes âgées, isolées et souvent dans l'incapacité de se déplacer.

Il soigne aussi bien les corps que les âmes, c'est aussi un confident et un ami sûr.

Dans quelques années le bon docteur Jacky Farrat cessera son activité et, à ce jour aucun jeune médecin n'a l'intention de lui succéder.

Les petits cabinets ruraux devront bientôt disparaître au profit de maisons ou pôles santé pluridisciplinaires.

Qu'adviendra-t-il de cette médecine de proximité ?

Serge Corrieras ■

▲ Examen du petit Wyatt Liegeois sous le regard de sa maman Natacha, Etauliers.



▲ Auscultation d'Andrea Flouret, Blaye.



Serge Corrieras

► Auscultation du petit Kilian sous le regard de sa maman Véronique. Les Grandes Plantes, Saint-Paul-de-Blaye.

▼ Visite chez M^{me} Debande Simone. Les Bernards, Cars.



▼ Auscultation et soins chez M. Vias Jean, l'Éclap, Eyrans.



▼ Famille Seguin, Le Boquet, Campugnan. René Hubert (le père) et Marie Geneviève (la mère) blessée au genou suite à une chute.



▲ Chez Evelyne (mère) et Ahrone Zenou (fils), Fours.



L'imagination non-violente en pays basque

Le mouvement Bizi ! ("Vivre !" en basque) a été créé en 2009 au Pays Basque pour agir face à l'urgence climatique. Il s'illustre par des actions non-violentes imaginatives et spectaculaires. Nous leur avons posé quelques questions.

▲ 1. Protection de la vierge de Biarritz

➤ 2. Pose d'une banderole sur la mairie de Bayonne

Silence : Pourquoi et comment avez-vous choisi ce mode d'action ? Pouvez-vous nous décrire quelques actions que vous avez réalisées ?

Claude et Iban de Bizi ! : Le mouvement Bizi ! s'illustre en Pays Basque Nord¹ par des actions non-violentes mêlant radicalité et humour. Nous avons choisi ce type d'activisme pour interpeller de manière originale le public et les médias sur l'urgence climatique et sur la nécessité de changer un système capitaliste qui nous mène droit dans le précipice. L'humour doit faciliter la perception de sujets très sérieux.

Premier exemple : sensibiliser la population sur le risque de montée du niveau des océans. Le GIEC (groupement intergouvernemental d'experts sur le climat) nous dit que le réchauffement climatique provoque une montée du niveau des océans dont les conséquences seront dramatiques pour des millions d'être humains sur la Planète. Afin d'interpeller la population du Pays Basque et des touristes de passage sur le risque de montée des eaux, le 24 juillet 2009, une vingtaine de militants de Bizi ! ont escaladé le rocher de la Vierge à Biarritz. Ils ont équipé l'enfant Jésus et sa maman d'un masque et d'un tuba pour qu'ils puissent faire face à la submersion à venir de cette belle cité balnéaire. Cette action symbolique a eu un écho jusque dans la presse internationale (photo 1).

Deuxième exemple : soutenir un mode de transport de marchandises faiblement émetteur de gaz à effet de serre et concernant des milliers de cheminots en France et au Pays Basque : le "wagon isolé"². Le 6 février 2010, sous la bannière "urgence écologique et justice sociale" nous avons co-organisé avec la CGT-cheminots une grande journée de mobilisation de Bizi ! pour dénoncer le démantèlement par la SNCF

du fret ferroviaire en "wagon isolé" pour des raisons de rentabilité financière au mépris de l'emploi, et affirmer le bien-fondé de ce mode de transport de marchandises en matière de réduction d'émissions de gaz à effet de serre. Ce jour-là Bizi ! s'est illustré par un die-in géant en gare de Bayonne (des dizaines de personnes se sont allongées sur le quai) avec une représentation de la mort emportant dans son sillage le cercueil "wagon isolé" fauché en plein vol (photo 3).

Beaucoup d'autres actions ont été menées depuis la création de Bizi ! : tour du Pays Basque Nord à bicyclette (200 km en 3 jours), jeux d'éducation populaire en pleine rue piétonne "qui veut gagner des degrés ?", vélorution en soutien à la création et au développement de voies de bus en site propre, occupation oisive et joyeuse d'un supermarché ouvert le dimanche, etc..

Y a-t-il un lien de filiation entre votre mouvement et les Démo, Démocratie pour le Pays Basque, qui avaient lutté durant plusieurs années avec les armes de la non-violence pour la reconnaissance des droits du peuple basque ?

Le mouvement Bizi ! n'est pas une émanation des Démo. Cependant, il est vrai que beaucoup d'anciens membres des Démo ont participé, aux côtés de personnes d'horizons divers, à la création de Bizi ! en juin 2009, fruit d'une réflexion engagée deux ans auparavant.

Plus globalement, faites-vous un lien entre votre combat écologique et le combat du peuple basque ?

Le peuple basque est encore aujourd'hui en grande partie ignoré par l'Etat français qui refuse

1. côté français par opposition au Pays basque Sud, côté espagnol.

2. Le service de "wagon isolé" correspond aux besoins de petites et moyennes entreprises ayant des marchandises à transporter sur des distances courtes et moyennes. Il nécessite des gares de tri où sont composées les rames de wagons. Il s'agit souvent d'un fret ferroviaire de proximité. Il représente actuellement 42% du volume fret ferroviaire.

Le wagon isolé est remis en question par la SNCF parce qu'il induit un maillage plus serré du territoire, une plus grande masse salariale et, au-delà, des investissements qui font défaut aujourd'hui.

A terme, l'abandon de ce mode de fret jettera 1,2 millions de poids lourds supplémentaires sur les routes et va induire la suppression de 6000 des 14 000 postes de travail du fret SNCF.

notamment de reconnaître officiellement l'existence de sa langue, l'euskara. La reconnaissance des langues minoritaires fait partie intégrante de la préservation de la diversité culturelle défendue par le mouvement Bizi ! A ce titre, notre charte précise notamment "Le mouvement Bizi ! a pour cadre d'action le Pays Basque nord." Notre action s'inscrit naturellement dans le combat pour la diversité culturelle. Notre communication est bilingue français/euskara. Nous nous inscrivons pleinement en tant que groupe d'Euskal Herria³ dans la mouvance alter-mondialiste non-violente.

Après le sommet de Copenhague, quel bilan faites-vous et comment envisagez-vous l'avenir localement et au niveau des enjeux internationaux ?

D'un point de vue des négociations internationales, le Sommet de Copenhague en décembre 2009 a été un cuisant échec.

Néanmoins, les militants de Bizi ! retiennent de Copenhague la formidable mobilisation citoyenne mondiale qui marque le point de départ d'une prise de conscience sur la nécessité de changer le système ("Change the system, not the climate").

A l'échelle locale du Pays Basque nord, le mouvement Bizi ! se fait le relais des propositions faites au Klimaforum09 qui ont donné lieu à la rédaction de la Déclaration des Peuples, co-signée par des centaines d'organismes.

Par exemple, il est dit dans cette déclaration : "Nous nous engageons à promouvoir pleinement et activement une transition qui impliquera un changement fondamental dans les structures sociales, politiques et économiques et une résorption des inégalités et injustices liées au genre, aux classes sociales, aux générations ou aux origines".

Quel regard portez-vous et quels liens entretenez-vous avec la lutte actuelle de la chambre d'agriculture alternative du Pays Basque EHLG ?

Euskal Herriko Laborantza Ganbara (EHLG) travaille depuis 2005 à la promotion d'une agriculture paysanne durable, de proximité en Pays Basque nord.

Soutenir EHLG, c'est œuvrer en faveur d'une souveraineté alimentaire locale en permettant aux habitants du Pays Basque de se nourrir avec des produits agricoles produits localement par des paysans tirant un revenu leur garantissant de vivre dignement.

Soutenir EHLG, c'est affirmer une volonté de développer une agriculture respectueuse des êtres humains et de la nature.

C'est tout naturellement que le mouvement Bizi ! apporte son soutien indéfectible à EHLG ! Ainsi, le 18 février 2010, lors du procès en appel d'EHLG intenté par le préfet des Pyrénées-Atlantiques, plusieurs dizaines de militants de Bizi ! ont participé activement à l'organisation de la mobilisation citoyenne à proximité du tribunal (un millier de personnes ayant répondu présent), beaucoup ayant pris un jour de congé pour cela.



Quels sont vos liens avec et la lutte contre la Ligne Grande Vitesse LGV ?

"Toujours plus vite... toujours plus vite... dans le mur !" Voilà la logique du train à grande vitesse (TGV) que Bizi ! a dénoncé de manière originale lors des manifestations de Bayonne (12 000 personnes le 17 octobre 2009) et d'Hendaye (15 000 personnes le 23 janvier 2010) en conduisant un TGV en carton sur lequel étaient affichés les nombreux reproches que l'on peut faire à ce mode de transport élitiste : délocalisation de l'économie, "déménagement" des territoires, manque d'investissements pour les TER et le fret ferroviaire, émissions de gaz à effet de serre 3 fois plus importantes qu'un train normal...

Le mouvement Bizi ! Répond aux mobilisations aux côtés des nombreuses associations qui se battent contre les projets de lignes à grande vitesse (LGV) depuis plusieurs années avec au centre de cette bataille le CADE⁴.

En contrepartie de cette opposition ferme à la LGV et à la logique du TGV, le mouvement Bizi ! milite en faveur d'une amélioration des voies existantes, d'une réouverture d'anciennes voies ferrées aujourd'hui inutilisées, du développement d'une offre de transport ferroviaire locale performante sur la ligne Bayonne/Pau ou de la défense du wagon isolé et du fret ferroviaire.

Après Copenhague, il nous a semblé nécessaire de marquer une pause afin d'organiser un grand débat interne, qui aura duré trois mois et qui a débouché sur des décisions lors d'une rencontre du 2 au 5 avril 2010. Nous allons établir des priorités entre divers axes de travail proposés pour l'année 2010-2011 : transports en commun, alternatives au tout-voiture, finances responsables, eau, temps de travail, maîtrise des énergies, problèmes posés par l'implantation d'un IKEA, logement... et nous devons actualiser notre charte ainsi que définir notre fonctionnement à venir.

Il nous tarde de reprendre l'action après ce formidable temps de démocratie participative...

Propos recueillis par Guillaume Gamblin ■

▲ 3. Enterrement du "wagon isolé" en gare de Bayonne.

3. Pays basque dans son ensemble.

4. Collectif des associations pour la défense de l'environnement, www.voiesnouvellestgv.webou.net



La Ciguë, des colocations d'étudiants en mode coopérative

▲ Une des résidences étudiantes écologiques de La Ciguë dans l'Îlot 13, à Genève.

A Genève comme dans tant de villes universitaires, à chaque rentrée il faut tirer la sonnette d'alarme : il manque des centaines de logements pour étudiants. Le développement démographique que connaît la ville provoque depuis plusieurs années une crise du logement, faisant de la recherche d'un lieu de vie un véritable parcours du combattant. Une situation dont sont victimes les étudiants, déjà précarisés par leurs faibles revenus et pour qui il est difficile de s'exiler loin des structures de cours, donc du centre ville.

■ Pour en savoir plus

La Ciguë,
17, rue Alcide-Jentzer
(1^{er} étage), 1205 Genève,
tél. : 4122 / 379 37 70,
www.cigue.ch.

CONTRIBUER À PALIER CETTE SITUATION EST LE BUT QUE S'EST DONNÉ LA CIGUË, UNE coopérative d'habitation formée par et pour les étudiants. "Le mouvement est né lors de la crise du logement qui a touché Genève à la fin des années 80", explique Guillaume Käser, président en charge de la coopérative et ancien habitant. "Des étudiants voulant promouvoir la vie communautaire ont choisi de s'assembler en coopérative pour assurer une structure stable et pouvoir pérenniser ce mode de vie en commun". En alternative au modèle du foyer étudiant, la forme coopérative s'est montrée une structure plus dynamique, moins liée à un lieu fixe mais lui permettant de gérer divers appartements sur l'ensemble du territoire de la ville. La Ciguë a su ainsi au fil des ans se développer pour proposer aujourd'hui près de 400 chambres en colocation aux personnes en formation.

Plus qu'une simple chambre

Venant de pays étrangers ou de cantons suisses voisins pour la majorité d'entre eux, peu de ceux qui prennent contact avec La Ciguë sont familiarisés avec ce concept de coopérative. Ce qui attire, c'est le renouvellement régulier des chambres et les bas loyers pratiqués. La vraie particularité réside pourtant dans le fait que chaque habitant/coopérateur est collectivement propriétaire de l'ensemble de la coopérative – et a donc toute légitimité pour participer aux décisions quant à sa forme ainsi qu'à son développement. A eux de s'y investir, de la développer par des propositions et de prendre en charge une partie de son fonctionnement. A La Ciguë, on attend idéalement des coopérateurs qu'ils s'impliquent, non seulement au sein de leur propre logement, mais aussi dans la gestion globale de la coopérative.

Pour gérer ces logements, une structure décentralisée a été voulue. Seuls six salariés à temps partiels, tous coopérateurs mais plus forcément étudiants, gèrent les affaires courantes de la coopérative et apportent la vision d'ensemble, épaulés en cela par des délégués des différentes zones d'habitation. Ils jouent le rôle d'élément stable, de lien avec l'extérieur (les autorités et propriétaires), de médiateur voire parfois de motivateur auprès des coopérateurs. Les coopérateurs sont encouragés à assumer eux-mêmes le plus possible de tâches ainsi qu'à faire partager leurs propositions et leurs avis lors des réunions.

Un des points centraux de son fonctionnement est l'attribution des nouvelles chambres. Lorsqu'une chambre se libère, le choix du futur remplaçant revient aux colocataires restants, avec une administration ne contrôlant que les critères formels de formation et de revenu maximum, appartements subventionnés oblige. Les habitants rencontrent les étudiants intéressés dans un premier temps et délibèrent ensuite entre eux du choix de la personne avec qui ils vivront. Un moyen de favoriser la bonne entente par la suite, mais un système qui laisse fréquemment apparaître le copinage et autres communautarismes.

Si le système fonctionne bien pour les attributions, la responsabilisation et l'implication des coopérateurs ne se fait pas autant dans ce qui les touche moins directement. Certaines commissions mises en place pour développer des projets précis drainent du monde, mais les réunions générales organisées tous les deux mois peinent à intéresser les habitants, et peu d'initiatives personnelles sont proposées ou menées à terme. Un investissement jugé difficile à mettre en place en parallèle à des études et d'un travail nécessaire pour les financer... et payer son loyer. "On attend des coopérateurs qu'ils soient bien informés sur la coopérative et actifs au sein de celle-ci. Qu'ils y jouent différents rôles", précise Guillaume Käser. "Mais on voit que le niveau d'information entre eux est très variable, tout comme on constate une implication très intense mais souvent aussi très éphémère. Le manque de compréhension dans le fonctionnement de la coopérative par les coopérateurs peut devenir un problème important."

De fait, la pénurie de chambres fait que les personnes qui viennent à *La Ciguë* en quête d'un logement ne le font guère par attrait pour son aspect social et son système coopératif, principe qui s'en trouve dès lors affaibli. Cela n'empêche pas à plusieurs de développer cette fibre lors de leur séjour et d'en apprendre beaucoup sur cette autre vision du logement. En cela, *La Ciguë* représente une véritable école.

Logements durables pour étudiants volatils

Sur les quelque 400 chambres qu'elle met à disposition, *La Ciguë* n'est propriétaire que d'une dizaine d'appartements. 85 % de son parc immobilier est constitué de lieux loués pour une période provisoire avant leur rénovation ou leur destruction. C'est grâce à des lieux mis à disposition à bas prix par l'Etat ou par des propriétaires privés que



▲ Débat autour d'un projet de nouvelle résidence.

La Ciguë parvient à proposer des loyers aux deux tiers – voire moins – du prix du marché. Une manne providentielle pour les étudiants, qui n'auraient pour la plupart pas les moyens de payer un loyer conventionnel.

C'est bien l'atout étudiant qui permet à ce système de fonctionner. Plus indépendants et ouverts à la nouveauté que des familles, moins chargés en meubles et affaires et plus tolérants en matière de confort, la plupart sont à la recherche d'un lieu les accueillant pendant qu'ils sont en études (notamment les étudiants étrangers venus étudier pour quelques semestres seulement). Comparés à des familles, la question de l'attache n'est pas la même et les lieux s'investissent différemment, plus librement. Une mobilité facilitée alliée à un paiement assuré, deux atouts appréciés par les propriétaires mettant un lieu à disposition.

La courte durée de vie des logements reste néanmoins un problème quotidien auquel il faut palier par une recherche constante de nouvelles chambres. Dans une volonté de pérennité, la coopérative *La Ciguë* a affiché dès sa fondation la volonté de ne pas se limiter aux lieux mis aléatoirement à sa disposition mais à construire ses propres espaces d'habitation. "Plusieurs projets de constructions sont actuellement en cours, dévoile Guillaume Käser. Un projet d'immeuble entamé il y a environ cinq ans devrait se terminer en décembre [2009 ndlr.] et proposer quarante nouvelles chambres. Un projet de rénovation d'une bâtisse que nous occupons a débuté en avril 2009 et deux autres projets d'immeubles sont aussi en cours d'étude".

Derrière cette démarche s'exprime aussi la volonté d'avoir des lieux adaptés à la colocation et à l'identité de la coopérative. Ici, les coopérateurs sont directement impliqués dans les démarches et en font le suivi au sein de la commission de construction. Parmi les différents projets participatifs, cette commission donne la possibilité aux coopérateurs (une dizaine présents à chaque réunion) de faire évoluer les projets de nouveaux bâtiments en collaboration avec les architectes mandatés. Propositions, débats, ces séances permettent de suivre la construction d'un immeuble de A à Z et d'y faire part de ses désirs et préférences. Des avis dont dépendront le résultat final et le bien-être des futures générations de coopérateurs qui investiront les lieux.



Habicoop

Le contexte institutionnel en Suisse est plus favorable que celui actuellement en vigueur en France. Il favorise nettement l'habitat coopératif. En France, pour obtenir des conditions similaires, l'association Habicoop vient en aide aux projets de logements groupés coopératifs : *Habicoop, c/o URSCOP, 74, rue Maurice-Flandin, 69003 Lyon, tél : 04 72 36 28 93, www.habicoop.fr.*



Habitat groupé



En plus de l'aspect communautaire, les logements construits par *La Ciguë* doivent aussi répondre aux principes de la coopérative sur l'écologie et la facilitation du lien social. Salles communes, panneaux solaires, local à vélo, bassin de récupération de l'eau de pluie, chauffage à pellets de bois, on cherche le bien vivre et l'économie des ressources. Et quand en séance de commission l'architecte demande quelles normes il faut rechercher : Minergie Eco ? Minergie P ? "Les normes ?", répond Sébastien, "Pourquoi ne pas chercher à aller au-delà ? Pourquoi ne pas devenir pionnier ?"

Embûches administratives

La participation des étudiants permet d'abattre un certain nombre de barrières traditionnelles, de se laisser aller à la création et à l'imagination. Mais le principe progressiste d'une coopérative de logement mode « étudiant » reste peu conventionnel. A cause de cela, *La Ciguë* doit régulièrement faire face à des difficultés dans ses relations avec une politique administrative du logement guère adaptée à son fonctionnement. La liberté de *La Ciguë* se termine là où commence celle du droit. Et celui du logement se montre adapté au modèle de la famille traditionnelle mais pas aux colocations éphémères.

La différence, c'est que les coopérateurs se renouvellent fréquemment au sein de *La Ciguë*. Un habitant reste en moyenne entre deux ou trois ans, sur une durée maximum de cinq ans. En conséquence, chaque habitant dispose d'un contrat de bail portant sur sa chambre et non sur l'appartement lui-même. Une complication qui occasionne des coûts administratifs plus nombreux et qui ne correspondent pas aux barèmes standards de la ville qui définissent le cadre légal des régies. La coopérative est pourtant dépendante de ce cadre administratif, de par les subventions qu'elle tire de la ville et du canton pour ses logements subventionnés et les droits de superficie de ses logements. A cela s'ajoutent encore d'autres complications, notamment dans les cas de retards de loyers et les possibilités pour y faire face.

Reste que, à bientôt 25 ans d'existence, le modèle a largement démontré sa viabilité et a fait le bonheur de nombreuses générations d'étudiants, leur offrant une belle possibilité de se loger avec des loyers stables et bon marché... dans une ambiance décontractée et conviviale.

Vincent Gerber ■

Pour commander un ancien numéro

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s).
Faites le total (4,60 € l'exemplaire).
Ajouter les frais de port (2 € pour un ex.,
3 € pour 2 ex., 4 € pour 3 ex. et plus).
Indiquez le total de votre règlement :

Seuls ces numéros sont disponibles.

Ils sont à commander à

Silence, 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 09.

Numéros régionaux

- ☐ 325 Nord-Pas-de-Calais
- ☐ 331 Ariège et Hautes-Pyrénées
- ☐ 337 Paris
- ☐ 348 Centre
- ☐ 353 Haute-Garonne et Gers
- ☐ 359 Seine Saint-Denis
- ☐ 364 Savoies
- ☐ 370 Nièvre et Saône-et-Loire
- ☐ 375 Gard et Lozère



VOS COORDONNÉES

MERCI D'ÉCRIRE
EN MAJUSCULES

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____



Ne faites qu'un seul chèque si vous vous abonnez également... voir en page 47. Chèque à l'ordre de Silence.

Au tribunal des flagrants délires... publicitaires

▼ Yvan Gradis lors d'une action des Déboulonneurs.



Le collectif des déboulonneurs n'a cessé d'agir contre l'invasion publicitaire depuis 2005, essentiellement par des actions de barbouillage de panneaux publicitaires dans l'espace public. Deux d'entre eux passaient en procès le 12 mars 2010 à Paris dans ce qui fut un moment privilégié de débat démocratique.

VENDREDI 12 MARS 2010, PALAIS DE JUSTICE DE PARIS, C'EST LE PROCÈS DE DEUX DÉBOULONNEURS parisiens, Arthur Lutz et Yvan Gradis, suite au barbouillage de 6 panneaux publicitaires sur les Champs-Élysées le 26 janvier 2008.

L'ambiance du tribunal bénéficie de l'accueil bienveillant d'un juge clairement disposé à écouter les motivations politiques des prévenus et à prendre le temps du débat. La salle est comble avec des sympathisant-e-s venus de toute la France. Six comparant-e-s volontaires demandent à être jugés en même temps, pour avoir eux aussi participé au barbouillage. Leur demande est acceptée par le juge. Cette décision constitue en soi une démarche rare et une avancée intéressante dans la reconnaissance de la logique de la désobéissance civile, qui consiste à vouloir assumer solidairement ses actes. Chacun des 8 inculpés peut alors détailler ses motivations, Yvan Gradis sort même de sous sa veste une affiche de 2m² d'un fast food pour illustrer la "vérole" dont selon lui la France est atteinte.

Debout, l'honneur

Premier témoin, le sénateur (Vert) Jacques Muller témoigne des blocages de la vie politique par les menées des groupes de pression économique, à commencer par les afficheurs. Devant ce blocage désespérant, il est nécessaire que la société civile se fasse le relais des politiques par des actions citoyennes de pression démocratique. Pour lui, les Déboulonneurs sont "l'honneur de la société". Le professeur Claude Got, deuxième témoin, relate ce qu'il a vécu en quarante ans de carrière dans les cabinets ministériels, à savoir le lent et savant grignotage, par les publicitaires, des lois ou projets de lois censés protéger la santé publique (tabac, alcool, vitesse, alimentation). Enfin Hervé Kempf, écrivain, journaliste scientifique et spécialiste de l'environnement, relie la logique publicitaire à la

crise écologique actuelle et à la surconsommation, aux effets désastreux pour la planète et en termes d'inégalités.

Le juge ayant laissé aux témoins la possibilité de s'exprimer largement, il propose de décaler la suite de l'audience à la semaine suivante.

Shakespeare, actes II et III

Une semaine plus tard, même lieu, mêmes acteurs. Madame la procureure entame son réquisitoire en citant Shakespeare, estimant que ce procès, représente "beaucoup de bruit pour rien". Elle dénonce un dévoiement de la procédure juridique transformée par les Déboulonneurs en "tribune" pour leurs idées. William Bourdon, l'avocat de la défense, est d'accord pour parler de dévoiement... mais en un sens opposé : celui des pouvoirs publics qui ne tiennent pas leurs promesses, ne protègent pas les citoyens et cèdent aux pressions des lobbies de l'affichage depuis trop d'années. Pour lui, les Déboulonneurs sont des dissidents. Au final, la procureure requiert 100 jours amendes à 30 € pour Yvan Gradis ainsi que 30 jours amende à 10 € pour Arthur Lutz. Elle demande, par contre, la relaxe pour les six comparants volontaires, déçus et étonnés de cette différence de traitement face aux mêmes actes. Mais on sait que l'isolement des meneurs a toujours fait partie des stratégies du pouvoir. Le procès est largement couvert par les médias¹.

Le délibéré a lieu le 2 avril : relaxe pour tout le monde, au nom de la "liberté d'expression" ! Un premier dans l'histoire du collectif et une avancée intéressante dans la reconnaissance de la logique de la désobéissance civile. Yvan Gradis l'a échappé belle : chacun-e sait en effet que "si à 50 ans on n'a pas de relaxe, on a raté sa vie" !²

André Croutant ■

Vous avez dit Déboulonneurs ?

Leur stratégie : la désobéissance civile non-violente, assumée et à visage découvert, par le barbouillage de panneaux publicitaires. Leur objectif : créer le débat public sur la question des nuisances de la publicité, de la liberté de réception, et impulser un changement de loi limitant la taille des panneaux publicitaires dans l'espace public à 50x70cm, ainsi que leur nombre. Des collectifs se sont développés dans de nombreuses villes et continuent à agir à Paris, Rouen, Tours, Lille, Lyon... et les procès ne leur font même pas peur !

Pour les contacter : Collectif des Déboulonneurs, 24 rue Louis Blanc, 75010 Paris. www.deboulonneurs.org.

1. France 3, Le Canard Enchaîné, Libération, Media Part, le Parisien, L'humanité, Le Nouvel Observateur, France Inter...

2. Le 13 février 2009, sur France 2, Jacques Séguéla, magnat de la publicité, affirmait : " Si à cinquante ans, on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie ! "



Tensions sociales au Sud et perspective mondiale

▲ Evo Morales, président bolivien, participant à une marche aux côtés de représentants indiens.

Actuellement, dans les pays du Nord, un relatif consensus empêche de penser une politique respectueuse de la planète et des peuples. La solution peut-elle venir des pays du Sud ? Sans doute, mais cela reste difficile tant la mondialisation est l'affaire des riches.

CE N'EST PAS UNE NOUVEAUTÉ, DE NOMBREUX PAYS DU SUD VIVENT DE FORTES TENSIONS SOCIALES. On peut penser, dans le cas de l'Amérique latine, aux tensions en Bolivie entre les mouvements sociaux et indigènes, représentés par le gouvernement d'Evo Morales — premier indigène président — et les élites traditionnelles blanches et métisses. Ou au Venezuela, avec les tensions entre la droite et le gouvernement bolivarien, qui ont culminé avec la tentative de coup d'Etat d'avril 2003. Ou encore au Pérou, avec le récent affrontement entre la police et des indigènes cherchant à protéger de l'exploitation leurs territoires ancestraux, qui a fait une vingtaine de morts.

Ces tensions peuvent s'expliquer, à l'interne, par les profondes injustices que subit depuis des siècles la majorité du peuple (souvent d'origine indigène), soumis à ses élites blanches et métisses. Dans les pays du Sud, et en particulier en Amérique — avec la notable exception cubaine — le fossé séparant les majorités pauvres des minorités riches est particulièrement profond, significativement plus que dans les sociétés du Nord.

Mais ces tensions sont également liées à des facteurs externes, dus aux caractéristiques du système-monde globalisé. Elles ne sont pas toujours faciles à comprendre pour le simple citoyen du Nord.

En effet, les tensions qui travaillent profondément la Bolivie actuelle, avec d'un côté « la gauche

qui défend les pauvres », incarnée par les mouvements sociaux, indigènes et paysans et représentés par le gouvernement d'Evo Morales, et de l'autre « la droite qui défend les privilèges des riches », c'est-à-dire les élites économiques, entrepreneurs, grands propriétaires terriens ou industriels des mines ou du bois, n'existent plus véritablement dans nos sociétés développées, où cette polarité gauche-droite a beaucoup perdu de sa pertinence. Par contre, en Bolivie, comme dans d'autres pays du Sud, on se trouve devant l'affrontement de systèmes socio-économiques véritablement différents. Ou plus précisément, devant l'affrontement entre un système ancien et un système en devenir, qui n'est pas encore abouti, d'où de nombreuses contradictions internes.

Les tensions politiques au sein des sociétés occidentales sont en réalité très faibles, parce que la frontière entre riches et pauvres, entre les ouvriers et les patrons, a de fait été abolie. A partir des Trente Glorieuses (1945-1975), l'immense majorité des Occidentaux sont passés de fait dans la catégorie des « riches absolus ». Même si certains peuvent avoir l'impression d'être « pauvres », ils ne le sont que relativement à leurs concitoyens. Dans une perspective-monde, les Occidentaux, qui représentent 20% de la population mondiale, consomment 85% des matières premières, et génèrent la même proportion de la pollution mondiale. Au minimum trois planètes seraient nécessaires



pour que l'ensemble des êtres humains puissent vivre comme un Occidental moyen. Une famille européenne vivant à la limite du seuil de pauvreté, qui ne s'alimenterait que de produits bio et locaux, n'aurait pas voiture et consommerait peu et toujours de façon réfléchie socialement et écologiquement, atteint à peine un niveau de consommation pouvant être généralisé à l'ensemble de la planète.

De fait, en Occident, tous tirent à la même corde : pour conserver les exorbitants privilèges matériels, il faut que le système global demeure. Il est nécessaire que le Nord puisse continuer à exploiter les richesses matérielles et humaines des pays du Sud au plus bas coût, qu'il puisse continuer à générer l'immense majorité de la pollution mondiale, tout en faisant supporter aux autres la majorité de ces nuisances. C'est pourquoi le débat politique se concentre sur ce qui n'est en fait que des détails, sur les marges du système, sans l'affecter profondément.

Dans les sociétés « développées », cet affrontement n'existe plus vraiment (ou pas encore), malgré la crise générale de notre système (économique, sociale, individuelle, écologique, morale, etc.), parce qu'il n'existe pas (encore) de véritable alternative au système en place qui se soit constituée en force politique d'importance. Que ce soit dans un système politique à consensus, comme en Suisse, ou d'alternance, comme en France ou aux Etats-Unis, il existe un accord de fond tacite, qui est celui du système libéral, productiviste, matérialiste et de régulation par le marché. Il n'existe pas de véritable opposition politique, qui proposerait un système profondément différent. De ce fait, l'arène politique se limite à des débats cosmétiques portant sur les détails du système. La droite et la gauche en Suisse ou en France, les Républicains et les Démocrates aux Etats-Unis, sont de fait d'accord sur l'essentiel.

Par contre, dans les pays du Sud, la barrière qui sépare les privilégiés et les exploités est bien présente et visible. Elle a plutôt tendance à se renforcer, comme celle qui sépare le Sud du Nord d'ailleurs. D'un côté, une minorité qui possède un



niveau de vie aussi élevé que les riches Occidentaux, et qui vit le regard vissé sur Paris ou Miami. De l'autre, des majorités pauvres qui n'ont, de loin, pas encore atteint un stade où leurs nécessités de base soient satisfaites. Accès à l'eau potable, à une nourriture suffisante et satisfaisante, à une éducation de base selon leurs propres critères culturels, à un logement digne, à un minimum de services de santé en conformité avec leurs cultures, sont encore loin d'être garantis pour une grande partie de l'humanité. Ces minorités sont plus ou moins conscientes, selon les pays et les époques, qu'elles payent le mode de vie des privilégiés du système global. Non seulement de leurs seules élites, mais également des élites mondiales, dont font partie l'écrasante majorité des Occidentaux.

Si l'entrepreneur minier qui exploite ses ouvriers ou celui du bois qui chasse les Indiens de la forêt amazonienne s'enrichissent considérablement de l'exploitation éhontée de la nature et des

▲ Evo Morales apportant son soutien à des grévistes.



▲ Campagne électorale d'Evo Morales en Bolivie.



▲ Manifestation de femmes au Venezuela demandant une meilleure répartition des bénéfices du pétrole.

travailleurs, les consommateurs occidentaux bénéficient également des produits à bas prix, ainsi que des bénéfices que proposent les entreprises qui profitent des législations sociales et écologiques déficientes des pays du Sud. Ces hauts rendements se convertissent par exemple en retraites ou en intérêt du compte d'épargne.

Une partie des habitants du Sud commence cependant à prendre conscience que le système en place depuis cinq siècles assure le développement du Nord, au prix de la destruction de l'environnement et de leur exploitation, et qu'il est donc nécessaire de construire un nouveau système. Mais dans cette construction, ils se heurtent d'abord à leurs élites locales, qui n'ont aucun intérêt au change-

ment, et qui désirent au contraire conserver leurs privilèges.

Ensuite, même les gouvernements les plus progressistes se heurtent aux injustes règles du jeu internationales qui leurs sont systématiquement défavorables, comme celle de l'OMC (Organisation mondiale du commerce) ou du FMI (Fonds monétaire international).

Il est également à signaler que l'organisation et l'articulation au niveau international sont évidemment plus aisées pour un riche entrepreneur, qui rencontre ses pairs à Davos et qui possède lui-même une entreprise médiatique lui permettant diffuser très largement ses opinions, que pour un mineur bolivien, un paysan africain ou un intouchable indien. C'est pourquoi ces mouvements de profonds changements demeurent, en apparence, principalement locaux.

Cependant, une structuration internationale existe, une sorte de nouvelle Internationale en quelque sorte, que ce soit au niveau gouvernemental avec des initiatives comme l'ALBA ou l'UNASUR en Amérique Latine, ou au travers de mouvements de la société civile, comme la Via Campesina ou les Forums sociaux mondiaux. C'est donc également dans ce contexte international qu'il faut considérer les processus de changement et les tensions qui traversent actuellement plusieurs pays du Sud, comme la Bolivie, le Venezuela ou l'Equateur. Les mouvements sociaux y ont réussi à s'organiser de façon à gagner un important pouvoir politique. Ils cherchent à proposer un nouveau système, en s'appuyant sur leurs spécificités locales (indigénisme en provenance des bases dans le cas de la Bolivie et de l'Equateur, bolivarianisme apporté d'en-haut dans le cas Vénézuélien), tout en ne parvenant pas encore à s'émanciper de l'ancien système, dans lequel ils sont profondément imbriqués. Ces mouvements, qu'ils soient ou non parvenus à occuper des espaces politiques importants, doivent lutter localement contre des élites qui s'accrochent à l'ancien système et à leur privilèges, et internationalement contre les pays du Nord qui n'ont pas non plus intérêt à de profonds changements dans le système de relation Nord-Sud.

On peut néanmoins espérer pour le futur de l'humanité que ce genre d'expériences, malgré ses défauts, se multiplieront au cours des prochaines années et que les systèmes matérialistes et productivistes nés et développés lors des cinq derniers siècles en Europe et étendus aujourd'hui à toute la planète (que ce soit dans leurs variantes socialiste, communiste ou libérale) soient bientôt dépassés ; que les alternatives proposées seront multiples et adaptées aux réalités locales, qu'elles se baseront sur le respect absolu de l'autre, des autres et de la nature. Cela nécessitera sans aucun doute de profonds changements dans nos modes de vie. Mais alors, il sera possible que l'ensemble des dix milliards d'être humains de demain puissent vivre dans la dignité et dans une relative harmonie avec la nature, tout en laissant à leurs descendants cette même chance.

Mathieu Glayre,
géographe, Tarija, Bolivie ■



Les guérillas jardinières

Dans de nombreuses villes, démarre une nouvelle saison de guérilla jardinière. Rencontre à Lyon avec les Robins des graines.

PLANTER DES LÉGUMES, DES FLEURS DANS DES LIEUX ET INTERSTICES EST UNE BONNE FAÇON de remplacer le gris par du vert. Les guérillas jardinières existent déjà dans de nombreuses villes, en France et à l'étranger. A Lyon, quelques unes ont déjà eu l'occasion de s'y frotter et le terreau est plutôt favorable avec des initiatives qui ont pu exister comme *Les petits brins zurbains* et les jardins communautaires bien développés. Mais la ville reste trop bétonnée, trop monochrome, la nature manque, surtout où on ne l'attend pas : de la verdure qui explose sur tous les trottoirs, les fissures.

"Ensemble, on est parti du constat que les pensées plantées en rang (même pas d'oignons!) dans les bacs de la ville étaient plutôt fades. Du moins, ça ne nous suffit pas, on a envie de plus ! Et puis il y a une mission à faire passer ! Plusieurs même !"

Une première rencontre au cœur de l'hiver a été l'occasion de faire une belle liste. Un tour de table a permis à chacun des trente participants d'exprimer ses envies, ses idées, ses attentes par rapport au projet. Plutôt des fleurs ? Des légumes ? Dans des parterres ? Des friches ? Quelle organisation pour le groupe ? Besoin de cadre ou pas trop ou pas du tout ? Les réflexions ont fusé. Si quelques unes doivent en ressortir, ça pourrait être celles-ci :

- Rajoutons de la biodiversité en ville !
- Réapproprions nous l'espace public !
- L'autosuffisance alimentaire des villes... on en parle, mais finalement, est-ce possible ?¹ Si on n'essaie pas un tout petit peu, c'est sûr qu'on ne pourra pas voir beaucoup de changement !
- Gratuité dans l'espace public ! Interpellons les passants en nous baladant avec des arrosoirs et des binettes !
- Initiations-nous collectivement au jardinage ludique !

Grosses légumes et non-violence

Mais une *guérilla* où l'on fabriquerait des bombes, est-ce que c'est vraiment ça la philoso-

phie ? Pas vraiment. Du coup, quitte à brouiller un peu le message par rapport aux groupes qui peuvent exister dans d'autres villes, à Lyon, il a été choisi de s'appeler *Robins des graines*. Et les bombes se transforment de la même manière en *bouquets volants* (comme sur le graff de Banksy en illustration). Une participante plaisante : *"Comme ça au moins, on ne donne pas de raisons au contre-espionnage de lire nos messages sur notre forum !"*

Une deuxième rencontre, en mars, a été l'occasion de fabriquer les premiers bouquets volants.

Voici quelques mélanges qui ont été réalisés dans de petites boules d'argile et de terreau :

- Mélange pour parcelle un peu suivie : haricot à œil noir, tomate noire, basilic citronné (et mozzarella ?)
- Mélange pour sol riche : maïs, concombre, cyclanthère, courge, mauve de Mauritanie, ipomée,
- Mélange pour friche : ricin, cosmos rouge, bourrache, hysope,

Après avoir effectué un travail d'inventaire des zones à ensemençer, des petits groupes de jardiniers urbains ont planté ces mélanges de manière festive et ludique, répartis par quartier.

Marie Michel ■

Ça pousse... à réagir

Dernière étape : ça pousse ! Et ça pousse les passants à réagir ! En attendant de suivre dans *Silence*, pas à pas, la fabrication des bouquets et le suivi des actions sur le terrain (on vous racontera ce qui a poussé ou non), *Silence* est intéressé par tous les retours d'expérience ! Comment vous êtes-vous organisés ailleurs ? Est-ce que ça marche ? Quelles récoltes ont le mieux abouti ? Merci de nous transmettre vos infos pour enrichir nos expériences.

Bonus

Conversation de soirée...

"- C'est bon, on y va ? Tu as bien pris les bombes ? T'as repéré les bons coins ?

- Oui, oui, j'ai tout dans le sac. On est parti !

Intervention du pote qui passe par là et ne connaît pas les robins des graines :

- Ah ouais ? t'as des bombes sur toi, là ? C'est quoi les couleurs ?

- Euh... Ya des cosmos rouges, de la mauve de Mauritanie, de la lavande et des tomates noires...

- Mais... vous allez tagguer quoi avec ça ?"

1. Voir "Villes en transition : relocaliser l'alimentation n'est pas chose facile", Michel Bernard, *Silence* n°378, avril 2010.



Satisfaction

Je n'en reviens toujours pas de lire chez vous ce que je ne lirai jamais dans un quotidien national (quel qu'il soit). Heureusement que vous êtes là...

Stéphane Maindron

Loire-Atlantique

Comment saccager

UNE MAISON EN CINQ JOURS

Au départ l'idée semble bonne. Pour des raisons humanitaires TF1 prétend venir en aide à des gens dans le besoin par le biais de l'émission "Tous ensemble". Cette émission sélectionne des familles réellement dans le besoin, aucun doute là-dessus, et déclare prendre en charge l'organisation de la rénovation complète de leur habitation, le tout dans l'urgence absolue. Cinq jours non stop pour tout rénover.



Le problème vient sans doute de cette urgence. Sans aucune étude architecturale ou thermique préalable les travaux commencent tout de suite en fonction des artisans et des matériaux disponibles. Persuadés de faire une bonne action et dans un élan de solidarité générale les artisans et bénévoles démarrent immédiatement les travaux de démolition de tout ce qui semble trop vieux ou défectueux. Et zou, les faux plafonds, la vieille cloison et même le corps de cheminée disparaissent du décor en deux temps trois mouvements. Idem pour le poêle à bois qui servait de cuisinière. Par contre les vieux planchers vermoulus restent en place. A peine les gravats sont-ils évacués que des plaquistes arrivent et mettent en place des structures métalliques qui serviront au montage des cloisons en placoplâtre. Ces structures s'appuient évidemment sur les vieux planchers vermoulus. Une fois les structures du plafond mises en place tout le monde s'affaire à mettre en place le plus vite possible l'isolant (20 cm d'épaisseur) et tant pis s'il n'y a que 15 cm et parfois moins en hauteur pour compresser cet isolant (techniquement, un isolant écrasé ne sert à rien). Bien sûr au passage de toutes ces ferrailles cet isolant s'accroche, se déchire, le pare vapeur est complètement ravagé mais rien n'est réparé. (...) Mais dans la précipitation on allait presque oublier la VMC (ventilation de la maison). Ouf, des gaines sont

placées. L'emplacement du moteur est déterminé tout en haut sous les combles, et la sortie se fera en contrebas avec une remontée de deux mètres en bout de tuyaux, histoire d'utiliser le bout de cheminée qui reste en bout de toiture. Justement cette cheminée qui maintenant sert d'évacuation à la VMC permettait aux occupants (dans le besoin) de cette maison de se chauffer gratuitement avec le bois qu'ils ramassaient dans la campagne environnante et qu'ils achetaient un peu suivant leurs possibilités. Fini tout ça. Cinq superbes radiateurs électriques, deux chauffe-eau électriques de 200 litres et la cuisson électrique vont fournir à ces gens dans le besoin de superbes factures EDF. (...)

Je reviens à la VMC. La gaine d'évacuation de l'air humide part donc d'en haut, descend sur un dénivelé de deux mètres et repart vers le haut en sortie toiture. Donc un gigantesque point bas sans aucune possibilité de purge, bien sûr. Comme cette gaine évacue de l'air humide cet air se refroidit en sortant et condensera dans le point bas. Une fois celui-ci plein (compter trois à quatre litres d'eau), la gaine va se déchirer et larguer toute l'eau dans les cloisons, l'isolant et le mur. (...) Question : combien de temps faudra-t-il avant que tout ne pourrisse derrière les cloisons ? Deuxième question, qui sera responsable, TF1, les artisans ou la fatalité ? Qui risque d'avoir de l'asthme, l'artisan ou les occupants ? (...)

Il est indéniable que ces gens avaient besoin d'être aidés. Leur maison était plus proche du taudis que d'une habitation donc visuellement le résultat est époustouflant. C'est tout ce que TF1 demande, de l'émotion et du bling bling, et que vogue la galère. On aurait pu donner un logement correct à ces gens. Maintenant ils ont juste de belles peintures, de beaux interrupteurs, de beaux éclairages, du placo partout et pas d'ampoule éco, et surtout de belles factures EDF qui les attendent (360W d'éclairage rien que ans la cave). Mais TF1 ne sera plus là à ce moment. A moins qu'ils ne trouvent du courant dans la campagne environnante comme ils le faisaient pour le bois avant... The show must go on. On est prié de dire Merci TF1.

Roger Hubert

Hautes-Pyrénées

LES ANIMAUX

NE SONT PAS DES MARCHANDISES

Je souhaiterais rebondir sur un article qui m'a déplu (n° 376 p.32) intitulé "Les animaux domestiques au niveau des voitures". On crie au scandale sur les articles liés au sexisme (ce que je comprends totalement je précise) mais la comparaison d'une auto... d'un objet avec un animal ne choque pas. Je me demande si ces deux

architectes n'avaient pas autre chose à nous pondre que ce genre d'ânerie.

Auraient-ils été choqués, comme vous l'avez été, par la pub comparant femme et enceinte paru page 29 ?

Le spécisme aurait-il le vent en poupe ?

Personnellement ce genre d'article m'agace

méchamment, l'être

humain se considère-t-il donc si puissant et si intelligent (attention à se croire trop intelligent on en devient con) pour mettre à mal tout le reste du vivant ? Je ne mets pas en cause ici votre revue, même si je maintiens qu'elle manque un peu d'articles liés à la cause animale, je vous en avais déjà fait part et avais reçu une réponse d'un lecteur qui m'avait mentionné qu'il y a d'autres revues pour cela Ben oui ... et y'a d'autres revues pour le nucléaire, les nanotechno, l'écohabitat, etc. L'écologie, la défense de l'environnement c'est un tout. Merci.

Emmanuel Fusier

Loire-Atlantique

Silence : Cette brève comparait l'empreinte écologique des chiens de compagnie et des voitures. C'est bien sûr l'impact de la pratique de l'animal de compagnie dans les pays industrialisés, par les humains que nous sommes, qui y était interrogée... et pas l'existence des chiens en elle-même. Il nous semble intéressant d'avoir des chiffres pour savoir se situer par rapport à l'impact de ces différentes pratiques... bien humaines.

Alimentation et santé

Dans le n°373 p.20 je lis une brève intitulée "Le végétarisme au secours de la sécurité sociale". L'idée d'un lien entre alimentation et santé s'impose de plus en plus. (...) Mais qu'en est-il en pratique ? Il semblerait que les habitudes alimentaires soient très difficiles à modifier. Est-ce parce qu'elles sont un élément fort de sociabilité et de culture ?

Désirant entendre d'autres voix que celle du très officiel Programme national nutrition santé, j'ai lu "Faut-il être végétarien ?" de Claude Aubert et Nicolas Le Berre (Terre vivante, 2007) et "L'alimentation ou la troisième médecine" du Dr Jean Seignalet (François-Xavier de Guibert, 2004) ainsi que divers écrits de naturopathes (Kieffer, Delecroix, Marchesseau...). Tous essaient de définir le régime alimentaire humain idéal, en fondant leur réflexion sur la biologie, l'observation de l'état de santé de différentes populations en fonction de leurs modes de vie, ou encore l'analyse de l'évolution de l'alimentation dans l'Histoire.

Si les bienfaits des fruits et légumes et les méfaits de l'excès de sucres (raffinés) et de graisses (industrielles) font l'unanimité, il n'en est pas de même concernant :

- la responsabilité d'aliments tels que céréales, viandes, lait et produits dérivés, dans les troubles fonctionnels ou maladies,
- les dangers de la cuisson ; certains prônent le crudivore,
- les inconvénients de certaines associations entre aliments,
- l'intérêt des jeûnes et monodiètes périodiques.

En fin de compte, les conseils donnés par des auteurs différents sont souvent contradictoires, ce qui laisse perplexe quant à la conduite à tenir.

Ceci dit, certains de ces auteurs dépassent le rôle purement préventif de l'alimentation pour employer celle-ci dans un rôle curatif. J'ai été impressionné, en particulier, par les résultats obtenus par le Dr Seignalet dans le traitement d'affections bénignes, comme l'acné, aussi bien que dans celui de maladies particulièrement invalidantes (dépression nerveuse, sclérose en plaques, Parkinson, polyarthrite rhumatoïde...). Les succès enregistrés par les uns et les autres malgré les différences entre les régimes alimentaires, semblent montrer que le corps humain est encore loin d'avoir livré tous ses secrets... A quand un dossier "Alimentation et santé" dans *Silence* ?

Antoine Brolli

Haut-Rhin





Yourte non-marchandisée

Nous sommes déçus que vous ayez accompagné l'annonce de fondation de notre association d'habitants des yourtes (*Silence* n°377 p. 20) en l'illustrant d'une yourte mongole. Nous sommes radicalement contre le pillage de la culture mongole, dont la yourte marchandisée selon les critères capitalistes de la mondialisation est un pilier. Nous fustigeons ces importations dans plusieurs articles de notre blog, et regrettons que ça ne soit pas une yourte auto-construite ou fabriquée en France par nos artisans locaux qui ait accompagné ce texte. Beaucoup de photos de yourtes alternatives sont disponibles sur notre site yurtao.canalblog.com.

Pour **CHEYEN, Sylvie Barbe**
Gard

Commerce équitable, un avenir incertain

Je pourrais vous faire un long message argumenté sur l'avenir du commerce équitable mais je crois que l'essentiel a été dit sur ce commerce de l'équitable... Une précision par rapport à votre article sur l'emploi de bénévoles chez Artisans du monde car ce n'est pas "souvent" que sont employés des bénévoles mais de façon systématique. Et quand ce ne sont pas des bénévoles ce sont des emplois aidés. Il serait honnête de la part d'Artisans du monde de communiquer les chiffres réels. Cette situation permet à ces boutiques d'être ouvertes plus de 10h par jour, ainsi que tous les week-end autorisés par la loi. Visiblement la concurrence déloyale n'a jamais posé de problème à Artisans du monde. Il serait intéressant de savoir ce qu'en pensent les petits producteurs du Sud. Cela semble contradictoire de vouloir aider des pays du Sud avec le risque de mettre en danger des petits commerces dans les pays du Nord. (...) Quant à la collaboration avec Max Havelaar, elle ne semble pas avoir été remise en cause chez Artisans du monde car on trouve toujours des produits avec le logo Max Havelaar dans leurs boutiques. (...) De plus, les bénévoles sont eux-mêmes rarement très au fait du réel fonctionnement de la fédération Artisans du monde, de sa société anonyme Solidarmonde et des intermédiaires qui gravitent dans la structure de la plateforme du commerce équitable. Dans cette structure, aucun contrôle indépendant n'existe, aucune norme, pas plus qu'un label officiel. Cela devrait encourager les consommateurs à une réflexion un peu plus poussée lorsqu'ils achètent des produits logotisés commerce équitable. Je suis en total accord avec la conclusion de Michel Bernard, à savoir le rétablissement de prix planchers internationaux pour les matières premières. Ce qui reste donc un problème purement politique et la pression doit se faire à ce niveau là et non pas en culpabilisant encore une fois les fameux "consomm'acteurs".

Gilles Dumont
Indre-et-Loire

La biodiversité... dans l'assiette des nantis

Me promenant dans les rues d'une grande ville entre deux trains, je lis sur la vitrine d'un restaurant à quelques pas de la gare : "Vous avez faim de nouveautés ? Vous aurez les crocs pour la viande de croco, vous galoperez pour la viande de zèbre" (...). Parmi les boissons, des eaux du monde : eaux en provenance du Pays de Galles, d'Argentine, des Pays-Bas et des USA. Comble de l'absurde, alors que ce n'est que de l'H₂O et que le robinet fournit la même chose. Heureusement que le prix semble inclure les frais de conditionnement et de transport et évite ainsi la consommation de masse. Celui de l'eau américaine, dans une bouteille spéciale, est ouvertement prohibitif : "L'eau la plus chère du monde, tel le diamant, le luxe à l'état pur". Allusion subtile à combien l'eau est chère à la vie... Revenons aux plats du monde : (...) on trouve du steak d'espadon, des gambas géantes, du filet de kangourou... (...) Les "nouveautés" : le pavé de zèbre d'Afrique du Sud est qualifié de viande "très douce en bouche, très tendre et riche en oligo-éléments", tandis que le filet de crocodile du Zimbabwe est caractérisé comme "viande blanche, tendre, peu grasse et riche en protéines". (...) Pour moi cette offre frise l'indécence. Combien d'Africains meurent de faim chaque jour ? Comment sont chassés ou pêchés ces animaux qui viennent des quatre coins du monde ? Combien en reste-t-il ? Combien de consommation de ressources et de gaz à effet de serre pour leur conservation et leur transport ? 2010, c'est l'année de la biodiversité... dans l'assiette des nantis.

Ingeborg Eilers
Isère



Vélo couchés à coques

Dans le *Silence* n° 377 de mars 2010 il est écrit page 22 : "Une limite pour le moment à ces véhicules est que la route est dangereuse pour eux : ils sont en effet plus bas que les voitures classiques et donc peu visibles". Les véhicules en question sont les vélos couchés avec carrosserie qu'on appelle "vélomobiles". C'est en effet une phobie très fréquente chez ceux qui n'ont jamais essayé mais la réalité est inverse pour deux raisons. La première est psychologique : la coque donne du volume et ça impressionne. Autant les vélos sont souvent considérés par les automobilistes comme quantité négligeable qui ne prend pas de place et qu'on peut doubler n'importe où, n'importe comment, autant les vélomobiles sont respectés comme des voitures (à pédales certes) et on a notre place dans la circulation. En général si il n'y a pas la place de doubler les voitures restent sagement derrière (même si on roule à cinq à l'heure), et quand il y a la place elles doublent en s'écartant bien. La deuxième est technique : un vélo ça n'a pas l'air, mais c'est très large. En effet, pour bien doubler un vélo il faut lui laisser la place de tomber en cas de problème. Comme le vélo ne serre pas le bord de la route parce que sa trajectoire n'est pas bien droite (il lui faut tenir l'équilibre) ça fait qu'il faut lui laisser environ deux

mètres pour le doubler de façon sûre. Il est fort rare que les voitures respectent cette largeur, d'autant que visuellement le vélo a l'air étroit. Inversement le vélomobile semble plus large mais il a une trajectoire plus rectiligne, il n'a pas besoin qu'on lui laisse la place de tomber et il est nettement moins sensible aux déplacements d'air, ce qui fait que si une voiture ne lui laisse qu'un mètre trente ça ne lui pose pas de problème. En conclusion, j'ai fait toutes mes études avec un vélo et avec la peur au ventre, alors que depuis bientôt un an que je roule en vélomobile (pour aller au travail, pour faire mes courses, pour sortir le soir, etc.) je n'ai plus cette peur et je peux vous assurer que bien au contraire, passer inaperçu est à peu près impossible.

Michael Herinx
Essonne



Désobéissance civile et démocratie

Howard Zinn
Traduction Frédéric Cotton
Ed. Agone
2010 - 550 p. - 15 €



Dans cette réédition d'un ouvrage paru en 2004 sous le titre "Nous le peuple des Etats-Unis", l'auteur, récemment disparu, montre que l'histoire n'est que le reflet des luttes de pouvoir et de domination. Dans ce contexte, le peuple a un devoir de résistance contre les puissants. Ce livre rappelle comment l'économie libérale sait communiquer sur les bons sentiments alors que

seules l'intéressent les bénéfices financiers. Howard Zinn s'interroge : protester influent-il la marche du monde ? A partir d'exemples de campagnes menées aux Etats-Unis (contre la guerre au Viêt-Nam, pour les droits civiques des Noirs...), il montre que parfois cela marche. Il insiste sur deux choses. L'avenir n'est pas écrit et l'histoire regorge d'événements inattendus. Deuxièmement, la violence profite toujours au plus fort. Il prône donc la désobéissance civile mais dans un cadre non-violent. Très nord-américain, mais bien argumenté. FV.

Construire en terre facilement

Adam Weismann et Katy Bryce
Traduction Loïc Cohen
Ed. La Plage
2010 - 234 p. - 29,90 €



Ce livre présente une technique simple : l'utilisation de cob, un mélange d'argile, de sable et de paille, proche cousin de la bauge française. La terre permet d'adopter des formes organiques... ce qui n'exclut pas le recours à des techniques

modernes pour le vitrage par exemple. Le matériau ne coûte presque rien et sa mise en œuvre est facile à apprendre. 30 % de la population mondiale habite dans un logement en terre. Yvan Saint-Jours, directeur de la collection, complète par une présentation de la juridiction en France. Largement illustré. MB.



Le père est une mère comme les autres

Daniel Lorton
Ed. Empêqueur de penser en rond / La Découverte
2010 - 192 p. - 14 €

Un "nouveau père" qui prend un congé paternel pour s'occuper de ses trois filles et qui nous présente ses réflexions sur la vie des parents qui ne "travaillent" pas ! Au niveau des idées, c'est

assez convenu, mais le style de l'écriture, plein de poésie et d'humour, vous fera apprécier vos enfants ou ceux que vous n'avez pas encore. FV.

Gardons le moral On a perdu tout le reste

Lasserpe
Ed. Jets d'encre
(94100 Saint-Maur-des-Fossés)
2010 - 144 p. - 15,50 €



Quand Lasserpe pique une crise, ça déménage. Alors si les cinq dessins mensuels dans *S!lence* ne suffisent plus à vous déridier les zygomatiques, vous pouvez augmenter la dose avec ce recueil qui se moque de tout mais quand même surtout des libéraux, une espèce malheureusement pas encore en voie de disparition. MB.

Demain le péril ?

François Laval
Ed. Sang de la Terre
2009 - 204 p. - 19 €

Les bases d'analyses de ce livre sont bonnes : les grandes crises qui s'annoncent (énergie, climat et biodiversité) sont liées à la surconsommation provoquée par l'idéologie de croissance. On peut partager le constat de l'auteur sur la nécessité d'agir efficacement et rapidement en visant une société de sobriété où l'homme se réconcilie avec la nature. Par contre, on ne partagera sa vision anti-politique de la solution. Il suggère un gouvernement centralisé prenant des décisions radicales... et critique vertement les "écologistes" qui en entrant dans le jeu politique se retrouvent confrontés aux négociations avec les partis politiques classiques. Si on veut qu'un gouvernement prenne des mesures radicales, sans croire au jeu démocratique, d'où sort ce gouvernement ? D'un coup d'Etat ? MB.



Le théâtre-forum Apprendre à gérer les conflits

Guillaume Tixier
Ed. Chronique sociale
2009 - 172 p. - 15,50 €

Formateur à l'Ifman, Institut de formation du mouvement pour une alternative non-violente, Guillaume Tixier présente ici la démarche du théâtre-forum comme mode de mise en scène des conflits : à partir d'un conflit, des participants jouent la scène et cherchent à faire évoluer le scénario vers un résultat gagnant-gagnant. La méthode s'accompagne d'autres outils pour aider



les participants à progresser. Cela permet de reconnaître le droit à l'erreur, de valoriser les compétences de chacun... mais nécessite un apprentissage que l'auteur ici vous propose. Riche et pragmatique. MB.

Une brève histoire de l'extinction en masse des espèces

Franz Broschimmer
Préface et traduction Jean-Pierre Berlan
Ed. Agone / Eléments
2010 - 257 p. - 12 €



Alors que le Japon a refusé l'interdiction de la pêche au thon rouge, l'essai en question rappelle que la mégafaune a été exterminée au pléistocène, que "l'Afrique a perdu le buffle, le gnou et l'hipparion géant", que vous ne verrez plus jamais d'ours cavernicoles ou de smilondons (tigres à dents de sabres). "Comme les ruines d'un château médiéval, la nature contemporaine est un simple vestige de sa gloire passée" affirme ce biologiste de l'université de Hawaï. Une raison de s'en soucier ? L'irréversibilité des extinctions. Si des causes naturelles ont fait disparaître les dinosaures, désormais l'homme accélère le rythme du génocide. Les bisons étaient abattus par une vedette du cirque qui tirait les animaux "pour s'amuser", les Maoris en finissaient avec les Moas. En 1938, les Chinois dynamitent une digue, ruinant l'écologie de trois provinces, pour stopper l'avancée japonaise. Dans cette brève histoire, traitant de l'enclosure comme de la guerre moderne, l'auteur soutient que l'absence de démocratie économique porte en elle l'écocide mondial. Réédition d'un livre initialement paru chez Parangon : Ecocide. CG.

Roman

Ecchymose

Anne Monteil-Bauer
préambule d'Annick Houel
Ed. A plus d'un titre (Lyon)
2009 - 210 p. - 16 €

Alors qu'une loi contre les violences faites aux femmes vient enfin d'être votée en France, très peu d'auteurs ont traité ce thème autrement que sous forme d'essai. Pourtant, c'est bien l'écriture romanesque qui peut faire parler cette expérience terrible avec toute la force et l'épaisseur requise, en manifestant combien "les chiffres sont des prénoms". On suit donc avec émotion Anne Monteil-Bauer qui cherche à rendre compte du pire et de ses circonstances en entrecroisant plusieurs fils narratifs : l'entretien entre Jeanne et Laura, la "rédactrice" qu'elle rencontre pour "dire cette histoire et qu'elle tombe sur une page", une tentative de fiction de la "rédactrice" (du point de vue d'une voisine témoin des violences), comment elle se soucie également de

La simplicité volontaire contre le mythe de l'abondance

Paul Ariès
Ed. La Découverte
2010 - 300 p. - 16 €



Paul Ariès publie beaucoup de livres, souvent trop vite écrits. Celui-ci est bien structuré. Même si nous le suivrons pas sur tous les terrains (étatisme, républicanisme ...), il propose dans cet ouvrage de très nombreuses réflexions intéressantes. Par exemple, comment le capitalisme vert nous engage dans une mauvaise voie (avec le soutien d'une partie des Verts comme Cohn-Bendit), pourquoi les gauches sont-elles presque toujours productivistes alors que les peuples ne le sont pas ? Et surtout (voir du côté d'Attac, du NPA...) pourquoi avec la conscience actuelle que la planète

a une dimension finie, sont-elles incapables de penser le partage comme base de leurs pensées ? Paul Ariès aborde un débat éminemment important : le productivisme (le mythe du progrès) est vécu comme optimiste, alors que l'antiproduktivisme est vécu comme pessimiste. Comment aller vers une société sobre et optimiste, donc qui donne envie ? Paul Ariès propose des pistes, montrant toute l'importance de savoir articuler l'individuel, le collectif et le politique. Nous devons tendre vers la simplicité, l'autonomie, la convivialité, la lenteur, et viser la gratuité... qui est la sortie de la marchandisation que nous impose le capitalisme actuel. Passionnant. MB.

femmes de son entourage et réciproquement, quelques flash-backs biographiques et quelques aperçus d'un ordinaire apaisant ou tourmenté, et enfin le suspense autour d'un amour qu'elle voudrait "débarrassé de toute envie d'avoir". L'écriture et la mise en page lacunaires témoignent des efforts de la pensée pour saisir ce qui la méduse et la nie. Le lecteur sort grandi de ce roman vital. MPN.

Sur sa trace

Bruno Riondet
Ed. Amalthée
2009 - 249p. - 18,50 €

De facture littéraire modeste, ce roman a le mérite d'aborder de plein fouet la problématique du puçage des animaux ainsi que des nanotechnologies et de leur portée totalitaire. Le roman est ici prétexte à pédagogie pour

amener les lecteurs non-avertis à s'interroger sur le "nanomonde". GG

Givrée

Alain Monnier
Ed. J'ai lu
2009 - 154 p. - 4,20 €

Dans notre société de l'obsolescence des objets et de surconsommation, peut-on encore sans risque changer de réfrigéra-

teur ? Marie se fait livrer un nouvel appareil qui se révèle défectueux, le début d'une histoire loufoque où solidarité et démarche commerciale vont provoquer une accumulation sans fin... Reste que la société du spectacle peut tout récupérer, c'est sa grande force. Un petit roman qui ne vous laissera pas de glace ! FV.



Enfants

Pas de vacances pour l'inspecteur Anon

Faustine Brunet et Anne-Claire Outin
www.faustinebrunet.com,
tél. : 06 82 44 67 29
2010 - 42 p. - 11,20 €

Dès 4 ans. L'inspecteur Anon part en vacances en Normandie. Il y découvre qu'un projet de centrale nucléaire risque de tout polluer avec ses déchets radioactifs. Il part alors à la recherche d'autres solutions et va rencontrer un poisson qui lui parle de l'énergie hydraulique, une éolienne qui lui parle de celle du vent, un capteur solaire qui lui dit comment il se chauffe au soleil, enfin il ren-



contre Colline qui lui fait visiter sa maison économe. Il décide alors de lancer un message dans le vent avec l'aide des éoliennes, message entendu par le directeur du chantier de la centrale qui choisit d'en faire un espace vert. Très beaux dessins, sur papier recyclé. Ouvrage autoédité à commander chez les auteurs. FV.

A quoi tu joues ?

Marie-Sabine Roger et Anne Sol
Ed. Sarbacane
2009 - 40p. - 15,50 €

Dès 3 ans. "Les garçons ça pleure jamais". "Les filles, ça joue pas au foot". Pour casser ces belles évidences et bien d'autres qui nourrissent le sexisme intégré dès le plus jeune âge, les éditions Sarbacane en lien avec Amnesty International ont eu la bonne idée de réaliser cet album. A chaque double-page, un cliché en mots et en photo. Mais tournez le rabat pour voir... vous découvrirez un vigoureux démenti à ces fausses idées, sous la forme d'une photo et d'un commentaire souvent humoristique bien choisi. Exemple : "Les garçons, ça joue pas à la dinette" agrémenté d'une photo de fillette manipulant de petits ustensiles. Derrière le rabat, un chef cuisinier s'active avec maestria au milieu de ses ustensiles. Crèches, maternelles, nounous et papou-nets en tout genre, aucune excuse ne sera acceptée pour ne pas vous procurer sans délai ce livre utile et ludique pour décrocher les têtes des petits... et des grands. GG



Péronille la chevalière

Marie Darrieussecq et Nelly Blumenthal
Ed. Albin Michel Jeunesse
2009 - 32p. - 10,90 €

Dès 7 ans. Ce bel album au dessin naïf et poétique nous emmène dans une aventure qui ressemble à beaucoup d'histoires de chevaliers "classiques"... mais qui y ressemble seulement. Car en réalité ici c'est Péronille l'héroïne, la périlleuse aventurière qui aime pourfendre les dragons. Et c'est le prince du royaume, passant ses journées à jouer de la mandoline, qui est un cœur à prendre et qui va attendre passivement dans son château que la preuse chevalière conquière le droit de l'épouser. Un beau retournement des clichés sexistes contenus habituellement dans la littérature enfantine... et un épilogue inattendu ! GG



La valse des pantins

Michel Perrin
Ed. Chant d'Orties
2010 - 64 p. - 10 €

Dès 9 ans. Dans le village de Bargeville, dont les habitants sont Barges, il se passe de drôle de chose. Sept brèves histoires d'intérêt inégal, illustrées par Matt Malhen. Pour amateur de guignol. FV.



B. D.

Mon œil !

Florentine Rey
Ed. Des Ronds dans l'O
2010 - 109p. - 16 €



Louise et Rose découvrent un manuel d'éducation pour les jeunes filles datant de 1960, dont le contenu proprement horrifiant est pour elles l'occasion d'une réflexion sur leur condition de femmes. Au fil d'une enquête cocasse où le quotidien se mêle à la science-fiction, elles découvrent l'héritage féministe et son actualité. Le graphisme audacieux et créatif mêlant photos, dessins, croquis et collages, vaut à lui seul le détour même s'il risque de ne pas plaire à tout le monde. Cet album accompagne de jeunes trentenaires quelque peu "bobos" dans leur parcours vers une forme de féminisme allant de l'incrédulité à la prise de conscience, et enfin à la volonté de s'engager qu'exprime cette interrogation : "Que pouvons-nous faire ?". L'album a reçu le prix Olympe de Gouges... si vous voulez savoir qui elle était, lisez cet album ! GG

La communauté

Yann Benoit et Hervé Tanquerelle
Ed. Futuropolis
2010 - 164 p. - 24 €



Après un premier tome où l'on découvrait l'enthousiasme des premiers temps dans cette communauté de la région nantaise, dans les années 1970, ce deuxième tome, nous montre comment l'usure des relations humaines entraîne progressivement le collectif dans sa chute. Une réflexion très pertinente à découvrir et à analyser par tous les amateurs de vivre ensemble, écovillages ou habitat groupé. FV.

Le printemps refleurira

Johanna
Ed. Futuropolis
2010 - 56 p. - 15 €



Alfred Prinz, peintre polonais installé en Allemagne après la première guerre mondiale, décide de repartir en Pologne en 1937 pour fuir la montée du nazisme. Son train est bloqué en pleine campagne par un énorme arbre. L'histoire, petite et grande, se déroule dans et autour de ce train, l'auteur nous livrant peu à peu des bribes de la vie de son héros dans une ambiance où SS, tsiganes et voyageurs se rencontrent ou s'évitent. Une ambiance

pesante qui ne livrera ses clés que dans le deuxième tome à paraître en juin. Un beau dessin fluide pour une histoire en profondeur. MB.

Musique

Des marques d'amour

Anne-Marie Charles
www.amariec.free.fr
2009, 12 titres, 39 minutes

Une ambiance, une voix. La voix d'abord, précise, sautillante et pointue parfois, feutrée ailleurs, jouant avec les sons souvent. L'ambiance ensuite, enveloppante comme la fumée de la tisane le soir au coin du feu. La chaleur envahit peu à peu l'atmosphère, aux sons du vibrapone. Un jazz vocal aux couleurs nocturnes, joué en trio, chantant "l'amour", ses épanchements et ses ressacs. Le tout se laisse aimablement déguster comme un bon cigare. GG



Pitt Ocha aux pays des mille collines

Les Ogres de Barback
Irfan
2010 - 17 titres, 65 mn, 15 €

Les Ogres de Barback sont parmi les incontournables de la scène française. Avec plusieurs albums à leur actif, dont ce deuxième à destination des grands et des petits (Pitt Ocha), les Ogres ont su apporter à la chanson un côté rock, décalé, poétique et engagé. Ils nous reviennent aujourd'hui avec ce deuxième volume des aventures de Pitt Ocha pour lequel le nombre de participants n'égale que leur valeur : les enfants de L'orphelinat d'Oulan-Bator en Mongolie, Gabriel Yacoub, les Ogrillons, 17 Hippies, Les Cowboys Fringants etc. et une lecture de conte Pitt Ocha au Pays des mille collines raconté par Georges M'Boussi. Cette réunion artistique, cette rencontre multiculturelle, portée avec humour, poésie, folklore et créativité, saura vous surprendre et vous émerveiller, toute génération confondue et toute culture imbriquée. Des morceaux qui nous emmènent à mille lieux de la haine, mais qui savent toucher juste. Un appel à l'humanité, la tolérance, le partage mais également des titres plus "politiques" comme avec Ne touche pas à mon école qui s'adresse à un certain Président. Cet album porte en lui une fraîcheur musicale enivrante, une rencontre festive, une qualité musicale rare pour un album à destination des enfants. JP.



Nous avons également reçu...

■ **Clandestins au pays des papiers**, Marie-Thérèse Tétu-Delage, éd. La Découverte, 2009, 244 p. 20,50 € Socio-anthropologue, l'auteur a accompagné une soixantaine de sans-papiers algériens dans leurs démarches de régularisation entre 2002 et 2008. Des parcours différents, pour des résultats aléatoires. En pleine actualité.

■ **Un coin de ciel bleu, l'odeur du foin**, Jarry, Deplano, Fabris, éd. Delcourt, 2010, 48 p. Une famille qui s'installe à la campagne et des anecdotes de la vie quotidienne. BD drôle et tendre. On préférera Le retour à la terre de Ferry et Larcenet, plus décapante et plus écolo.

■ **Antares 3**, Léo, éd. Dargaud, 2010, 48 p. Déjà dans le tome précédent, le scénario était faiblard. Il est ici quasi inexistant. Dessins merveilleux, mais au treizième tome de la série, on s'ennuie.

■ **Vents contraires, moissons rouges 1/2**, Régis Hautière et Ullcer, éd. Delcourt, 2010, 48 p. Des personnes sont tuées froidement dans le monde. Le héros de cette BD, lui, se rend en Bretagne quand il croise une jeune fille qui fuit dans la forêt. Après une course poursuite et sanglante, il en réchappe, mais pas la jeune fille... croit-il. Très bon suspense. Il faudra attendre le deuxième volet pour en savoir plus alors que l'éditeur annonce une histoire sur les manipulations génétiques.

■ **Etudes proudhoniennes, l'économie politique**, René Berthier, éd. du Monde libertaire, 2009, 192 p. 10 € Alors que naît le mouvement ouvrier, Marx et Proudhon vont s'affronter, cela conduisant à une rupture historique que l'on retrouve aujourd'hui entre la gauche autoritaire et centraliste (communisme d'Etat) et une gauche libertaire (mouvements anarchistes). Une histoire de cet intense débat au milieu du 19^e siècle.

■ **Mère Cure Ouvre Age**, Agathe Bay, autoédité, commande sur www.mere-cure-ouvrage.com, 248 p. Dans un style d'écriture pour le moins étonnant, histoire d'une mère dont l'enfant est atteinte d'une maladie dégénérative, confrontée aux choix entre médecine officielle et médecines alternatives et qui doit se battre à tous les niveaux pour seulement garder sa fille en vie.

■ **L'écologie est un jeu**, Régine Quéva, éd. Libro, 2010, 92 p. 3 € Sous forme d'une cinquantaine de jeux, un bon moyen de tester votre connaissance des questions écologiques dans différents domaines. C'est original et à faible prix. Dommage que les sites internet indiqués soient autant institutionnels et donc peu écolos.

■ **Cultivons la biodiversité : les semences paysannes en réseau**, Réseau Semences paysannes, Cazalens, 81600 Brens, 2010, 96 p. 10 € Ce réseau né en 2003 relaie toutes les initiatives visant à reproduire par les utilisateurs leurs propres semences... comme c'est le cas pour 80 % des paysans du monde, beaucoup moins dans les pays "développés". Une brochure qui présente le réseau, la problématique et les acteurs.

■ **32 défis géopolitiques du 21^e siècle**, Jean-Simon Tabournel, éd. Chronique sociale, 2010, 144 p. 11,50 € Débats autour de six thèmes : le pouvoir, la dynamique européenne, l'irruption de l'économie dans la politique, la question écologique, la mondialisation, l'ordre mondial.

■ **Chroniques d'un incroyant, tome 2**, Bruno Alexandre, éd. Libertaires, 2010, 128 p. 10 € Comment nos connaissances scientifiques ruinent les discours religieux (le mal, immaculée conception...).

■ **Nettoyez bien, nettoyez écolo**, Alessandra Moro Buronzo, éd. Jouvence, 2010, 96 p. 4,90 € Petit guide plein de trucs utiles pour moins utiliser de produits polluants dans sa maison.

■ **Ces OGM qui changent le monde**, Gilles-Eric Séralini, éd. Champs actuel, 2010, 200 p. 8 € Version réactualisée d'une première édition de 2004. Une mine d'informations sur les pratiques et les doutes scientifiques autour du transgénique.

■ **Les Collines rouges**, Dodo et Ben Radis, éd. Futuropolis, 2010, 388 p. 25 € Tentative de narration mêlant l'écriture, l'illustration et la BD. Une femme se retire à la campagne et se retrouve mêlée à un crime. L'alternance entre les pages d'écriture et de BD provoque des ruptures de rythmes peu agréables...

Silence

9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Virements bancaires :
CCP 550 39 Y LYON
(IBAN : FR92 2004 1010
0700 5503 9Y03 840 -
Code BIC : PSSTFRPLYO)

Pour la Belgique :
règlement à
Brabant-Ecologie,
33 route de Renipont
B - 1380 Ohain -
Tél. : 00 32 2 633 10 48
CCP 000-15-19-365-54

Pour la Suisse :
règlement à Contratcom
CP 65 - CH 1211 Genève 8
Tél. : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4

Abonnements : Claire Grenet :
mardi et jeudi : 10h-12h/14h-17h
Dépositaires, stands et gestion :
Béatrice Blondeau : mardi et jeudi :
10h-12h/14h-17h
Rédaction : Guillaume Gamblin et
Michel Bernard : lundi et mercredi :
10h-12h / 14h-17h

Editeur : Association Silence

N° de commission paritaire :

0910 G 87026 - N° ISSN : 0756-2640

Date de parution : 2° trimestre 2010

Tirage : 5900 ex.

Administrateurs : Olivier Bidaut, Myriam
Cognard-Dechavanne, Jean-Pierre Lepri,
Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Anne-
Laurence Mazenc, Marie-Pierre Najman,
Jean-Michel Pavillon, Christophe Rastoll

Directeur de publication :

Jean-Pierre Lepri

Comité de rédaction : Michel Bernard,
Béatrice Blondeau, Clémence Emprin,
Guillaume Gamblin, Jean-Pierre Lepri,
Marie-Pierre Najman

Pilotes de rubriques : Patrice Bouveret,
Christian David, Sophie Dodelin, Esteban,
Anne Girard, Natacha Gondran, Daniel
Julien, Stephen Kerckhove, Eveline Mana,
Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn
Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier

Maquette : Damien Bouveret 06 03 50 54 93
Dessins : Banksy, Coco, Dino, Duck,
Lasserpe

Correcteurs : Bernadette Bidaut,
Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel,
Raymond Vignal, Françoise Weité

Photographes : Alex Brandon, Daniel
Caballero M., Serge Corrieras, Eric DeMildt,
Tineke D'Haese, Michael Herinx, Tim
Mitchell, Guillaume Paumier, Perline, Oxfam,
Sébastien Yseulc, Pierre-Emmanuel Weck

Et pour ce n° : Serge Corrieras, André
Croutant, Vincent Gerber, Mathieu Gayre,
Alexis Lis, Goulven Marechal, Marie Michel,
Luc Semal, Mathilde Szuba

Couverture : D.R. Photomontage

Internet : Olivier Bidaut, Damien Bouveret,
Thomas Perraut, Xavier Sérédine.

*Les textes sont sous la responsabilité de
leurs auteurs. Les brèves sont des résumés
des informations que l'on nous commu-
nique. Textes : sauf mention contraire, la
revue autorise, sous réserve de citer la
source, la copie illimitée à usage privé des
textes. Les utilisations à usage pédagogique
sont également autorisées. Tout usage
commercial est soumis à notre autorisation.
Illustrations : Les photos et dessins restent la
propriété de leurs auteurs.*

la Nef Les finances de Silence
sont gérées par des
comptes de la société
financière La Nef

La revue Silence est
imprimée sur papier
100 % recyclé blanchi
sans chlore par :
Atelier 26, Lorient
Tél. : 04 75 85 51 00

enercoop
L'électricité des locaux de Silence
provient d'Enecoop qui nous
garantit une production à partir des
énergies renouvelables.

Je m'abonne à s!lence

France métropolitaine

☐ Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	20 €
☐ Particulier	1 an		46 €
☐ Institution	1 an		60 €
☐ Soutien	1 an		60 € et +
☐ Petit futé	2 ans		74 €
☐ Groupés par 3 ex*	1 an		115 €
☐ Groupés par 5 ex*	1 an		173 €
☐ Petit budget	1 an		28 €

* à la même adresse

Suisse

☐ Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	45 FS
☐ Particulier	1 an		85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte	1 ^{er} abonnement	6 n°	27 €
☐ Particulier	1 an		55 €
☐ Institution	1 an		68 €
☐ Soutien	1 an		60 € et +
☐ Petit futé	2 ans		85 €
☐ Petit budget	1 an		35 €

Pour commander un ancien numéro,
reportez-vous en page 36.

Indiquez le total de votre règlement (ancien(s) numéro(s)
+ abonnement(s) :

VOS COORDONNÉES

Merci d'écrire
en majuscules

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

Si vous désirez recevoir notre s!berlettre mensuelle, indiquez-nous
votre courriel (lisiblement) : _____

Optez pour le virement automatique

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever
sur ce dernier, si sa situation le permet, un montant de :

- ☐ 7 € par trimestre (abonnement petit budget) ☐ 11 € par trimestre (abonnement normal) ☐ € par trimestre (abonnement de soutien)

ÉTABLISSEMENT TENEUR DE MON COMPTE À DÉBITER

Merci d'écrire
en majuscules

Nom de mon agence bancaire ou CCP : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____

Ville : _____

NOM ET ADRESSE DU CRÉANCIER :

Silence

9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04

N° NATIONAL D'ÉMETTEUR :

545517

Je peux suspendre mon prélèvement sans
aucun frais par simple lettre à la revue Silence.

Date et signature obligatoires :

Important : remplissez l'autorisation de prélèvement
ci-dessus en y joignant obligatoirement un relevé
d'identité bancaire (RIB) ou postal (RIP).

COMPTE À DÉBITER

Code établissement	Code guichet	N° de compte	clé RIB
_____	_____	_____	_____



On en a gros sur la patate !

L'association Les Dessin'acteurs regroupe des auteurs et des personnes de tous horizons désirant susciter des dessins d'investigation et les mettre au service de la solidarité, du dialogue et d'alternatives concrètes. Après l'annonce de l'autorisation de culture d'une pomme de terre transgénique par l'Union européenne, début mars 2010, plusieurs dessinateurs ont participé à une protestation par le dessin...

Pour en savoir plus : Les Dessin'acteurs,
Kergadoret, 22160 Calanhel,
www.dessinacteurs.org.

